

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15966 - 7 F

MARDI 28 MAI 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un dirigeant nationaliste fixe les conditions d'un arrêt durable de la violence en Corse

Ce proche du FLNC-canal historique menace de « frapper à Paris » en cas d'échec des négociations

DEUX JOURS avant l'expiration formelle de l'ultimatum lancé le 13 mai par le FLNC-canal historique, l'un des dirigeants de la vitrine légale de cette organisation clandestine pose, dans un entretien au Monde, ses conditions pour une paix durable en Corse. Le FLNC-canal historique avait sommé le gouvernement de démontrer dans les quinze jours « sa volonté de contribuer (...) au règlement politique de la question corse ».

Répondant aux questions du Monde, dimanche 26 mai, à Bastia, Charles Pieri, secrétaire national de A Cincuolta nazionalista (vitrine légale de l'organisation clandestine) pour la Haute-Corse, ancien clandestin lui-même, réaffirme le souhait de son mouvement de voir la paix civile rétablie sur l'île. Mais il fait aussi peser la menace d'une reprise des attentats du FLNC-canal historique - y compris hors de Corse - en cas d'échec du « processus de paix » en cours.



Affirmant que le mouvement nationaliste veut « mettre fin à vingt années de violence », M. Pieri déclare que le FLNC « a les moyens de semer la paix, si le gouvernement le souhaite ». Ses « principales revendications » sont, « par ordre décroissant » : « La reconnaissance du peuple corse, l'engagement d'un processus de développement économique, la mise en place d'un système éducatif spécifique et l'officialisation de la langue corse, la réforme du cadre institutionnel avec en particulier la disparition des deux départements. » Mais le FLNC a aussi « les moyens de semer l'insécurité », avertit M. Pieri : « Il a démontré dans les périodes fortes de son histoire qu'il pouvait frapper à Paris des ministères ou des administrations. » Claude Guéant, directeur général de la police nationale, et Bernard Gravet, directeur central de la police judiciaire, étaient attendus mardi à Ajaccio.

Lire page 6

Tchéchénie : l'armée contre la paix

L'opposition des militaires russes au processus de paix en Tchétchénie pèse sur la rencontre prévue entre le président russe et le chef des indépendantistes.

Controverses après l'assassinat des sept religieux

Les contacts entre Français et ravisseurs qui auraient précipité l'assassinat des sept religieux en Algérie suscitent interrogations et controverses. Il est peu probable qu'un émissaire leur ait porté le saint sacrement.

Amnistie pour les mutins de Bangui

Le compromis imposé par les troupes françaises en République centrafricaine prévoit l'amnistie des mutins.

La Pologne aujourd'hui



Figure de proue de l'intelligentsia démocratique de Varsovie, Andrzej Szczępiński analyse pour Le Monde l'évolution politique et sociale de son pays et plaide pour son entrée dans l'Union européenne.

Le duel Pères-Netanyahou

Après leur face-à-face télévisé, dimanche 26 mai, les deux candidats au renouvellement du poste de premier ministre conservent toutes leurs chances.

Un triomphe pour Siméon II

Cinquante ans après avoir été chassé de Bulgarie par les communistes, l'ancien roi Siméon II est rentré pour la première fois dans son pays natal, samedi 25 mai. Une foule énorme l'a acclamé.

La droite flatte les petits commerçants

La gauche est embarrassée par les initiatives du gouvernement en faveur des artisans et du petit commerce.

L'art en appartement

Solution de fortune pour temps de crise, des artistes contemporains exposent chez des particuliers.

Abonnement : 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FR ; Canada, 2,20 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 140 Ir£ ; Italie, 2200 L ; Luxembourg, 40 F ; Malaisie, 10 DMY ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc. ; République tchèque, 200 Kčs ; Royaume-Uni, 2 £ ; Suède, 200 F CFA ; Suisse, 25 SFR ; Thaïlande, 200 THB ; Tunisie, 1 DM ; USA (PVT), 2 \$; USA (ext.), 2,50 \$.

M 0147-0528-7.00 F

L'inventeur de l'Homme de Piltdown a été démasqué

L'INVENTEUR de l'Homme de Piltdown, cette supercherie scientifique que beaucoup considéraient comme la plus belle du siècle, aurait-il enfin été démasqué ? Depuis plus de quarante ans, un si grand nombre de présomptions coupables ont été désignées que la prudence s'impose. Mais les « preuves » relayées dans la revue britannique Nature du 23 mai semblent cette fois troublantes.

Les faits remontent au 19 décembre 1912, jour où Charles Dawson, avocat et paléontologue amateur dans le Sussex, et Arthur Smith Woodward, conservateur au British Museum de Londres, présentent à la Geological Society les restes d'un hominien à nul autre pareil, sorte de chaînon manquant entre le singe et l'homme. Exhumé à Piltdown (Sussex) par Dawson et nommé *Ceanthropus dawsoni*, ce fossile et sa possible descendance soulevèrent d'intenses controverses scientifiques. Jusqu'à ce que l'on admette, en 1953, que l'Homme de Piltdown était un faux. Un habile montage entre une mâchoire d'orang-outang et un crâne humain.

Qui était l'auteur de ce canular ? Quarante ans et des dizaines d'ouvrages après que la vérité se fit jour, on ne le sait toujours pas.

Bien des noms furent certes évoqués. Charles Dawson lui-même, bien sûr, qui emporta son secret dans la tombe en 1916 ; Grafton Elliot Smith, un anatomiste d'origine australienne qui suivit de près les polémiques ; on alla même jusqu'à évoquer le jeune Français Théillard de Chardin, qui avait fourni en 1913 une canine à l'appui de la thèse du « chaînon manquant ». Au fil des ans, d'autres scientifiques furent soupçonnés par les Sherlock Holmes de la science, mais aucune preuve ne put être fournie pour authentifier de façon certaine l'auteur de la farce.

Cette preuve, deux chercheurs du King's College de Londres l'ont peut-être trouvée. Selon Brian Gardiner et Andrew Currant, respectivement professeur de paléontologie et spécialiste des fossiles de rongeurs, le coupable serait Martin Hinton, conservateur en 1912 du département de zoologie du Museum d'histoire naturelle de Londres. Dans les années 1970, une valise portant ses initiales fut trouvée sous les toits du Museum. Elle contenait des ossements taillés et tachés de graisse, dont le traitement rappelle celui qu'avaient subis les os utilisés pour fabriquer l'Homme de Piltdown.

Pour étayer leur accusation, Gardiner et Currant ont consacré plusieurs années à l'étude de ces morceaux de fossiles. Ainsi que le rapporte Nature, ils y ont retrouvé des traces d'oxydes de fer et de manganèse (éléments connus pour s'accumuler, avec le temps, dans les ossements enterrés), dans des proportions identiques à celles que contenait le fossile exhumé à Piltdown. Les uns comme les autres ont également révélé la présence de chrome : un composé chimique employé pour « vieillir » artificiellement les ossements, dont Hinton ne pouvait ignorer les effets.

Quant au motif, assurent Gardiner et Currant, il serait d'une fraîcheur déconcertante. Arthur Smith Woodward, à l'époque responsable du département de paléontologie du Museum d'histoire naturelle, aurait refusé d'avancer à Hinton le paiement d'un petit travail que celui-ci lui proposait. L'étudiant, connu pour faire des blagues (l'un des os d'éléphant retrouvés sur le site de Piltdown était taillé en forme de batte de cricket), aurait monté cette falsification pour se venger du conservateur.

Catherine Vincent

Lire page 7

Muster favori à Roland-Garros

AUX INTERNATIONAUX de France de tennis, qui ont lieu du lundi 27 mai au dimanche 9 juin à Roland-Garros, l'Autrichien Thomas Muster remet en jeu son titre de 1995. Spécialiste de la terre battue, le numéro 2 mondial revient à Paris en favori, malgré une légère entorse à la cheville. Au cours des dernières semaines, il a gagné les cinq tournois sur brique pilée qu'il avait déjà mis à son palmarès l'an passé : Mexico, Estoril, Barcelone, Monte-Carlo et Rome. En l'absence de Boris Becker et en raison de la forme incertaine des Américains Pete Sampras et André Agassi, peu à l'aise sur une surface lente, il tentera d'obtenir un deuxième succès consécutif, comme Jim Courier en 1991 et 1992, et Sergi Bruguera en 1993 et 1994.

Lire page 13

La mort d'un saxophoniste



BARNEY WILEN

LE SAXOPHONISTE et compositeur français Barney Wilen est mort à Paris, samedi 25 mai, des suites d'un cancer, à l'âge de cinquante-neuf ans. « Barney » avait joué avec Miles Davis à la fin des années 50 avant de devenir un des pionniers du free jazz, puis de connaître une nouvelle célébrité dans les années 80. Son style décalé, conjugué à une façon légère de dire le mouvement du temps, a marqué l'histoire du jazz.

Lire page 6

POINT DE VUE

De la monnaie unique à l'Europe de la croissance

par François Dalle et François Rachline

L'EUROPE n'est plus menacée par la guerre, mais par la guerre économique. Tandis que la globalisation s'accroît et que chacun des pays membres est largement ouvert sur l'extérieur, notre continent continue de s'interroger sur son avenir : Pourra-t-il vaincre un chômage endémique ? Parviendra-t-il à dépasser les antagonismes nationaux internes pour constituer une véritable entité souveraine, économique et monétaire, au sein de laquelle la promotion de l'économie de marché permettra le développement des richesses ?

Peut-on vivre en Europe avec plus de vingt-cinq millions de chômeurs et d'exclus ? Acceptera-t-on une Europe qui souffre de la misère et de la pauvreté, alors qu'elle s'est bâtie sur la prospérité pendant les quarante années qui ont suivi la seconde guerre mondiale ?

Bien que nous ne soyons pas des adversaires de la globalisation ou du libéralisme économique, il nous semble que l'Europe entre insuffisamment préparée dans un combat

qui risque de la perdre. Le capitalisme n'étant pas naturellement bien tempéré, il est indispensable, pour vaincre, de maîtriser ses règles du jeu.

Les différents pays membres de l'Union européenne sont victimes de leur désunion dans un monde où fait rage la compétition économique et financière. L'Europe n'est pas encore dans l'Europe : ne disposant pas de tous les moyens propres à lui assurer son indépendance économique et monétaire, en particulier une politique de développement et une monnaie unique, elle demeure exposée à certains coups sans pouvoir les rendre. C'est pourquoi cette Europe-là qui entre dans l'ère de la compétition économique mondiale.

Lire la suite page 10

François Dalle est président d'honneur de L'Oréal. François Rachline est professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université Paris-X.

Cartier

7, PLACE VENDÔME - PARIS 1^{re} - 44 55 32 50
23, PLACE VENDÔME - PARIS 1^{re} - 44 55 32 20
23, RUE DU FAUBOURG ST-HONORÉ - PARIS 8^{me} - 44 94 87 70

International	2	Agenda	15
France	5	Abonnements	15
Cartes	6	Météorologie	15
Société	7	Mots croisés	15
Horizons	8	Culture	16
Entreprises	12	Guide culturel	18
Aujourd'hui	13	Radio-Télévision	19

MUTINERIE L'« arrangement technique » conclu, dimanche 26 mai, entre des représentants de l'armée française et des mutins, sous la houlette de l'archevêque de

Bangui, prévoit un « regroupement » des insurgés qui pourront conserver « leur armement » à l'intérieur des casernes où ils seront affectés et dont « la sécurité sera

garantie par la présence, à proximité, d'un détachement français ». LE PRÉSIDENT, Ange-Félix Patassé, qui a paraphé cet accord à la négociation auquel il n'a pas directe-

ment participé, a annoncé, une amnistie pour les mutins et la formation d'un « gouvernement d'union nationale ». L'ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT, André Kolingba,

répliquant aux insinuations de son successeur, a démenti toute implication dans cette deuxième mutinerie, en l'espace d'un mois, qui aura duré neuf jours.

L'armée française a négocié un « arrangement » avec les mutins centrafricains

Le président Ange-Félix Patassé, qui a paraphé cet accord, a finalement accepté, dimanche 26 mai, d'amnistier les insurgés, qui conserveront leur armement, et a promis la formation d'un « gouvernement d'union nationale »

BANGUI
de notre envoyé spécial
« Un grand pas en avant », a commenté le sergent Cyrille Souk, porte-parole des mutins, tandis que l'adjudant Isidore Dokodo, l'un des chefs rebelles, plus circospect, a parlé d'un « retrait tactique », après la conclusion, dimanche 26 mai, d'un « arrangement technique susceptible de maintenir la paix et de rétablir l'ordre » au Centrafrique, conclu entre les insurgés et l'armée française et paraphé par le président Ange-Félix Patassé.
Cet « arrangement technique » prévoit le « regroupement » des mutins « dans le camp Kassai », situé à 2 kilomètres du centre-ville, et d'où était partie la rébellion, le 18 mai. Leur sécurité sera garantie « par la présence à proximité d'un détachement français ». Ils seront autorisés à conserver leur « armement » à l'intérieur des casernes où ils sont affectés. Un comité mixte veillera à la bonne application de l'accord. Dans un communiqué, le président s'est, pour sa part, engagé à amnistier les mutins et à former « un gouvernement d'union nationale avec toutes les forces politiques locales et des représentants de la société civile ».



Sur le stade Saint-Paul à l'herbe drue, propriété de l'archevêché, une petite foule avait assisté, vers 16 heures, à une scène haute en sym-

bol. D'un hélicoptère Puma était descendu le général Bernard Thorette, commandant de l'opération militaire française « Almandin 2 ». Au même moment, d'un véhicule blindé de l'armée centrafricaine débarquaient deux sous-officiers mutins : le jeune adjudant Dokodo, le sergent Souk, et quatre civils détenus en otages depuis une semaine : le président de l'Assemblée nationale, Hugues Dobodenzé, le ministre des mines, Charles Massi, ainsi qu'un député, René-Théodore Nzanga et un magistrat, Pierre-Clavère Omise. Tout se fit au pas de charge. Le général Thorette, mandaté, mercredi, par Paris, repartit en Puma après quelques mots : « Pas de commentaires. Vous pouvez constater seulement le premier résultat ». Le sergent Souk se refusait à parler de victoire

de son prédécesseur, André Kolingba, assigné à résidence et privé de téléphone. Dans la foule, il annonça la promotion au rang de général du colonel François N'Djadder Bedaya, directeur général de la sécurité présidentielle, et sorte de « trouble-fête » qui n'avait pas cessé de prêcher le désarmement inconditionnel des mutins. Le discours présidentiel surprit alors que, dans les milieux militaires français, comme du côté des insurgés, on se disait très proches d'un accord. Dimanche, à l'aube, l'échec d'un accord parut s'éloigner. La présidence fit même couper le téléphone au camp Kassai, où siégeait l'état-major des mutins. Ceux-ci flairent « une nouvelle embrouille » et, sur intervention française, la ligne fut promptement rétablie.

Abus de pouvoir sous couvert de légitimité populaire

DE QUELQUE MANIÈRE qu'on le qualifie dans chaque camp – reddition, « retrait tactique » ou « grand pas en avant » –, l'« arrangement technique » que les mutins centrafricains ont conclu, dimanche 26 mai, avec les autorités militaires françaises aura, pour le moins, sauvé leur honneur. Ces quelques centaines d'insurgés ont fini par comprendre que, dans le contexte actuel, ils ne pouvaient espérer beaucoup mieux qu'une amnistie, amies au pied.

Comment imaginer, en effet, que la France allait rester indifférente au deuxième coup de colère, en l'espace d'un mois, d'une partie de l'armée centrafricaine – sauf à organiser l'évacuation des ressortissants étrangers – et abandonner à son sort un pouvoir en danger que, processus de démocratisation aidant, elle avait contribué à mettre en place ?

Le coup d'Etat du 27 janvier au Niger avait surpris Paris, qui, le mort dans l'âme, avait dû en prendre acte tout en négociant un retour rapide à l'ordre constitutionnel avec le chef de la junte, le colonel Ibrahim Baré Maïnassara... candidat aujourd'hui déclaré à l'élection présidentielle du 7 juillet. Il était hors de question de laisser se dérouler un scénario similaire en Centrafrique, et ce sous les yeux d'un solide détachement de l'armée française qui y est stationné pour parer, sur place et dans la région, à toute éventualité, entendue au sens large du terme.

Si Jacques Chirac a inscrit sa politique africaine dans la continuité du discours de François Mitterrand, qui, en juin 1990, à La Baule, avait lié démocratie et développement, il lui reste à définir les modalités selon lesquelles la France est prête à secourir ceux qui se sont engagés dans ce processus long et périlleux. Il devrait préciser sa pensée, en juillet, lors d'un nouveau voyage sur le continent noir, qui le conduira au Congo et au Gabon. Mais, déjà, Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération, a clairement indiqué, dans un récent entretien accordé au Monde, qu'« un pouvoir démocratiquement élu et respectueux des droits de l'homme », s'il « est en danger », est en droit d'appeler Paris à la rescousse, à condition d'en faire la demande en bonne et due forme.

Fort de cette assurance, le chef de l'Etat centrafricain, Ange-Félix Patassé, a paru gérer la crise qui secouait son pays avec une morgue qui l'a conduit à promouvoir le patron de la garde présidentielle, que les mutins ont en inversion, au rang de général. S'il a dit lâcher du lest en annonçant la formation d'un gouvernement d'union nationale, il a toujours maintenu le verbe haut à l'endroit des mutins, se refusant à leur reconnaître une légitimité populaire pour refuser de dialoguer directement avec ceux qui n'en avaient aucune.

M. Pérès parle de l'avenir aux électeurs israéliens tandis que M. Netanyahu défend une idéologie

Les deux prétendants au poste de premier ministre se sont affrontés au cours d'un débat télévisé avant le scrutin général du 29 mai

JÉRUSALEM
de notre correspondant
A gauche de l'écran, un homme de soixante-trois ans présente une vision optimiste de l'avenir. A droite, un jeune idéologue de quarante-six ans concentre son message sur un présent douloureux et incertain. A droite comme à gauche, pas de surprise, pas de désarçonnement, pas de zeste de spontanéité. Plus inspiré de la mode traditionnelle du show politique à l'américaine que du pugilat rhétorique à la française, l'ersatz de débat proposé, dimanche soir 26 mai, aux quatre millions d'électeurs-télespectateurs israéliens qui se rendront aux urnes mercredi 29 mai, fut finalement à l'image de la campagne électorale finissant : monotone.

Seule consolation pour les partisans de Shimon Pérès, d'une part, pour ceux de Benjamin Netanyahu d'autre : leurs champions, qui tentaient depuis des semaines, la cible des 8 % à 10 % d'électeurs indécis à l'esprit, de gommer les aspérités de leurs images et programmes respectifs, ont quelque peu tombé les masques. Un peu figé, droit comme un « I » dans son fauteuil, le tenant du titre a abandonné la rhétorique et l'allure martiale adoptées il y a quelques semaines, lorsqu'il lançait l'opération « Raisons de la colère » au Liban,

pour redevenir, un quart d'heure durant, « Shimon le visionnaire, Shimon l'homme d'Etat », qui croit la paix possible au tournant du siècle. « Il y a six mois, mon collègue et ami, Itzhak Rabin, était assassiné sous mes yeux (...). Aujourd'hui, c'est lui qui devrait être là devant vous. Le message a été tué, mais pas le message », a dit M. Pérès. La mission, qui consiste à créer une paix véritable, une réelle sécurité dans la prospérité, continue. Il faut que nous la menions à bien parce que c'est nécessaire (...). Mon expérience est grande, je sais exactement où je vais... M. Netanyahu, lui, ne dit rien de précis sur ses projets.

Il esquive une question du meneur de jeu sur les colonies juives, que son programme prévoit de multiplier dans les territoires palestiniens occupés. Grand télécommunicant, le chef du Likoud, pugnace, part à l'attaque. Trois, quatre fois, il apostrophe directement son adversaire, cherche son regard, se tourne vers lui – placés derrière des pupitres séparés, les deux « débatteurs » sont aux trois quarts tournés vers l'animateur, qui trône au centre –, mais c'est peine perdue. Pas une fois, le premier ministre en exercice ne daignera poser le regard sur son jeune adversaire.

Le candidat unique des droites d'Israël à du métier. Il ne s'enferme pas. Il persiste. « Monsieur Pérès, vous avez amené notre sécurité à son niveau le plus bas (...). Votre politique ne nous a rapporté ni la paix ni la sécurité : rien que la peur (...). Le pays tout entier vit dans la peur... » Selon un commentateur, en un quart d'heure de temps de parole, « Bibi » Netanyahu fera quatorze allusions aux attentats passés ou qui pourraient advenir.

C'est que jusqu'à fin février, porté par la vague de sympathie consécutive à l'assassinat de Rabin en novembre 1995 par un extrémiste de droite, M. Pérès menait son rival de vingt points dans les sondages. Les attentats suicide palestiniens, début mars, ont déstabilisé les quatre cinquièmes de cette avance. Logiquement, sinon élogiquement, le chef du Likoud tente de ressusciter le spectre sanglant. M. Pérès ne perd pas sa contenance. « M. Netanyahu essaie d'effrayer les gens, de sembler la peur. Mais nous sommes un peuple qui a connu les guerres. Nous les avons toutes gagnées, et nous vaincrons aussi le terrorisme pour dégager la voie de la paix... »

Catées, préparées de manière intensive dans les états-majors, minutées – trois notes de musique sonnent impitoyablement les 90 secondes –, les interventions n'ont donné lieu à aucun développement

ni droit de suite. Dès sa première prise de parole, M. Pérès tente de désamorcer son adversaire en s'attaquant à l'explosive question de Jérusalem.

« Votre politique ne nous a rapporté ni la paix ni la sécurité : rien que la peur », a lancé le candidat des droites

« M. Netanyahu a organisé ces trois dernières années une terrible campagne de colonisation contre moi, prétendant que je veux diviser Jérusalem (...). Si je l'oublie Jérusalem ! (cette prière) a accompagné toute ma vie et elle l'accompagnera jusqu'à mon dernier jour. Jérusalem restera la capitale unifiée d'Israël pour l'éternité, et seulement la capitale d'Israël. » Plus tard, à nouveau pris à partie sur ce point par son adversaire, et sachant qu'il s'agit là du thème central, sans cesse martelé, de la campagne du Likoud – « Pérès

Jacques de Barrin

Danielle Rouard

Patrice Claude

Lire aussi notre éditorial page 11

■ A l'approche du scrutin du 29 mai, et pour des raisons de sécurité, Israël a resserré, samedi 25 mai, le bouclage des territoires palestiniens autonomes et occupés, imposé après la vague d'attentats-suicides d'intégristes palestiniens qui avaient fait 62 morts entre le 28 février et le 4 mars. Les mouvements de marchandises à partir de ces territoires vers Israël ont été interdits dès samedi, et le trafic des marchandises israéliennes en sens inverse à partir de dimanche soir. (AFP)

Mme Suu Kyi entend continuer sa campagne contre la junte birmane

Washington exprime sa « vive préoccupation »

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Après avoir procédé, selon l'opposition, à 258 arrestations, la junte birmane a laissé quelque 400 cadres de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) se réunir, dimanche 26 mai, à Rangoun, au domicile de Aung San Suu Kyi. Une foule de cinq à dix mille personnes s'était massée devant sa propriété pour y entendre le Prix Nobel de la Paix 1991 annoncer, sous les applaudissements, que d'autres « conférences » suivraient et que la LND continuerait ainsi sa campagne contre les militaires qui règnent de nouveau sans partage sur le pays, depuis septembre 1988.

Il n'était guère concevable que la junte tolère la réunion, en plein cœur de Rangoun, d'un « congrès » des élus du scrutin de 1990 à l'issue duquel la LND avait emporté 392 sièges sur les 485 d'une Assemblée nationale qui, du coup, n'a jamais été convoquée. Une poignée seulement de ces députés étaient présents, dimanche, au domicile de Mme Suu Kyi, 232 élus figurant parmi les personnes interpellées au préalable. Les militaires ont donc évité sans difficulté qu'une majorité des élus de 1990 votent, sans doute à l'unanimité, une motion pour dénoncer le régime.

« **MAISONS D'HÔTES** »
Pour le reste, la célèbre et tenace opposante a marqué quelques points, notamment en révélant un intérêt pour la Birmanie qui s'était assoupi depuis sa libération, en juillet, Washington, Tokyo, Londres, Paris, Canberra et même Bangkok. S'étaient fait représenter à la réunion de la LND. Exprimer sa « vive préoccupation » après la récente vague d'arrestations, le gouvernement américain a annoncé des consultations

« avec les Européens, les Asiatiques et d'autres alliés » pour définir une attitude commune à l'égard de Rangoun.

Entre-temps, une proposition de sanctions plus contraignantes à l'encontre de la Birmanie est ressortie du tiroir où le Congrès américain l'avait classée lorsque Mme Suu Kyi avait été libérée. Même le Quai d'Orsay a lancé un double appel à « la modération » et au dialogue entre la junte et son ancienne prisonnière.

La libération de Mme Suu Kyi n'ayant débouché sur aucun changement, les Birmans commencent, de leur côté, à se résigner à leur sort. La réunion de dimanche a donc remis du monde et placé la junte davantage sur la défensive. Rangoun a même dû assurer Tokyo que les personnes « interpellées » avaient été placées dans des « maisons d'hôtes » du gouvernement. Tout en manœuvrant pour que la Birmanie soit admise au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), dans les deux ou trois années à venir, la junte doit aussi tenir compte de l'indignation que suscite son intransigence – ou sa maladresse – dans des capitales de la région qui sont de proches partenaires de Washington, de Tokyo et de Bruxelles.

Dans l'immédiat, l'évolution de la situation dépendra du contenu de la motion que la LND doit adopter, mardi, à la fin de cette première « conférence » ainsi que de l'attitude du pouvoir à l'égard des personnes « interpellées ». Quoiqu'il advienne, la petite dame de Rangoun, à la silhouette si fière et dont la chevelure était ornée, dimanche, d'un mince bouquet de fleurs de jasmin, est redevenue davantage qu'une épine dans le pied de ses adversaires, si puissants soient-ils.

Jean-Claude Pomonti

Aux Etats-Unis, les cigarettiers remportent une victoire judiciaire

WASHINGTON
de notre correspondant

Le cowboy de Marlboro et Joe, le chameau de Camel, pouvaient : la bataille juridique qu'ils ont remportée, vendredi 24 mai, contre des plaignants qui les accusaient de manipuler la teneur en nicotine de leurs produits afin de maximiser la dépendance des fumeurs, représente une belle victoire, même si elle ne préjuge pas de l'issue finale de la guerre du tabac. Les enjeux financiers en cause étaient en effet colossaux. Le verdict eût-il été différent, les quelque 90 millions d'Américains qui éprouvent – ou ont éprouvé – une dépendance envers le tabac, étaient fondés à exiger des dommages et intérêts qui auraient ruiné les fabricants de cigarettes.

Les soixante avocats qui s'étaient rangés dans le camp des victimes de l'herbe de Nicot guignaient un pactole de 50 milliards de dollars, soit à peu près le chiffre d'affaires annuel de l'industrie. Mais le tribunal fédéral de La Nouvelle-Orléans a en décidant autrement : sans se prononcer sur le fond de l'affaire, la justice a conclu qu'il était impossible de mener à bien un procès aussi gigantesque. Dans l'immédiat, donc, point d'action de masse, libre aux quatre premiers plaignants de poursuivre leur action devant d'autres tribunaux. Ce qu'ils vont faire : les avocats ont annoncé leur intention de porter la bataille dans chacun des cinquante Etats de l'Union.

En dépit de son succès d'aujourd'hui, le puissant lobby du tabac n'en a pas moins un combat d'arrière-garde. Le règlement financier sans précédent intervenu, en mars, entre le groupe Liggett et les plaignants d'un procès antitabac, a constitué une brèche dans un front jusque-là uni. Philip Morris, le numéro un mondial, a lui aussi pris conscience que

les non-fumeurs avaient le vent en poupe. S'il propose une sorte de pacte d'auto-discipline à l'administration américaine, c'est dans l'espoir que celle-ci renoncera à la législation draconienne en préparation. Mais Bill Clinton tient à son image de croisé anti-tabac. Les méfaits du tabagisme chez les adolescents ne cessent, en effet, de progresser : selon un récent rapport du Centre pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC), le nombre d'élèves du secondaire devenus fumeurs réguliers, est passé de 27,5 % en 1991 à 34,8 % en 1995. Au point que la Food and Drug Administration (FDA) envisage la mise en place de mesures radicales, qui vont de l'interdiction nationale de la vente de tabac aux moins de dix-huit ans à celle de tout panneau publicitaire à moins de 300 mètres des écoles, en passant par l'abolition des distributeurs, la suppression de la fourniture d'échantillons et l'interdiction quasi totale de la sponsonisation d'événements sportifs ou culturels.

L'industrie du tabac, évidemment, ne l'entend pas de cette oreille, qui veut conserver la maîtrise de ses secrets de fabrication, et n'entend renoncer ni à la distribution de ses gadgets ni au parrainage, via la publicité, des courses automobiles et des roadshows. Philip Morris, Lorillard, RJR Nabisco, Brown & Williamson et les autres menent, en fait, une guerre d'usure. Ce qu'ils espèrent, c'est une défaite de Bill Clinton en novembre. C'est que l'industrie du tabac finance massivement le Grand Old Party, et une victoire républicaine se traduirait, sans doute, par l'abandon des propositions de la FDA. Mais cet espoir-là, aussi, semble lentement partir en fumée.

Laurent Zecchini

« La Bulgarie est pauvre, elle veut son roi »

Une foule gigantesque a accueilli le retour de Siméon II à Sofia

Cinquante ans après avoir été chassé de Bulgarie par les communistes, l'ancien roi Siméon II est rentré pour la première fois dans son pays

natal, samedi 25 mai, accompagné de son épouse, la reine Margarita. Des centaines de milliers de personnes – certains parlent même d'un

demi-million – se sont rassemblées dans les rues de la capitale bulgare pour saluer celui qui avait quitté le trône à l'âge de neuf ans.

SOFIA
de notre envoyée spéciale

« La visite de mon père sera comme la venue de Michael Jackson à Londres », Cyrille, le fils aîné de Siméon II, n'avait pas tout à fait tort. Arrivé samedi 25 mai à Sofia, l'ex-roi bulgare, héritier de la couronne de Saxe-Cobourg, a été accueilli triomphalement par près d'un demi-million de personnes venues saluer celui qui, après cinquante ans d'exil, retrouvait pour la première fois sa terre natale. Mais le retour de l'ancien souverain représente beaucoup plus, dans un pays au bord de la banqueroute : monarchistes ou républicains convaincus, les Bulgares voient en lui une autorité morale capable de leur redonner espoir, une issue de secours.

Une foule énorme s'était donc rassemblée dans la capitale. « On n'a jamais vu autant de monde dans les rues depuis les manifestations qui ont marqué la chute du régime communiste », se souvient Borislav, un étudiant sofiote. A l'aéroport de Sofia, quelques milliers d'inconditionnels, venus des quatre coins du pays en dépit de la pénurie d'essence, ont manifesté leur joie en entonnant l'ancien hymne de la monarchie bulgare et en scandant : « Nous voulons notre roi », « Siméon, c'est notre force, notre avenir ».

Profondément ému, l'ex-souverain bulgare, qui foulait pour la première fois le sol de sa patrie depuis 1946, les a salués en versant quelques larmes. Mais c'est sur le chemin qui l'a mené de l'aéroport au centre-ville que Siméon a pu se rendre compte de l'accueil triomphal qui lui avait été réservé.

Le long du grand boulevard, surnommé « route de Constantinople », plusieurs centaines de milliers de personnes avaient formé une haie d'honneur de plus de 4 kilomètres. A bord d'une Mercedes 600, l'ex-roi Siméon s'est fait, vif et ouvert, au milieu de cette foule dense qui lui offrait des gémissements sauvages, symboles de santé. Devant l'hôtel Piska, puis au pont des Aigles, qui marque le début du centre-ville, Siméon II

profonde émotion son calvaire quotidien.

Que ce soit dans la rue ou devant les nombreux journalistes rassemblés en fin de journée à l'Hôtel Intercontinental pour sa première conférence de presse sur le sol bulgare, Siméon s'est abstenu de toute déclaration d'ordre politique, se contentant de faire part de son immense émotion. « Si j'ai pu vivre ce moment exceptionnel, c'est que nous sommes

Trois ans de règne et cinquante ans d'exil

Ancien roi des Bulgares, Siméon II a régné de 1943 à 1946, alors qu'il n'était qu'un enfant. Il a succédé à son père Boris III, mort brutalement le 28 août 1943 au retour d'une entrevue tumultueuse avec Hitler. Monté sur le trône en 1918, Boris III avait pactisé avec Hitler, mais refusait d'envoyer son armée sur le front russe. Siméon II a été chassé de Bulgarie à l'âge de neuf ans par les communistes, qui abolirent la monarchie. Il fut élevé par sa mère, qui a entretenu chez lui le sens d'une mission monarchique pendant son exil en Egypte, puis en Espagne, où il réside toujours. Devenu homme d'affaires prospère, il a toujours maintenu le contact avec ses compatriotes exilés.

Jeljou Jeleu, a d'ailleurs reçu Siméon, dimanche dans sa résidence privée, en compagnie de trois personnalités de l'émigration bulgare. Bien que hostiles au retour de Siméon II, les anciens communistes revenus au pouvoir en décembre 1994 n'ont pas osé empêcher cette visite. Ils n'avaient d'ailleurs aucune raison pour cela. Au vu des sondages, seuls 16 % de la population sont favorables à la restauration de la monarchie tandis que plus de 50 % des Bulgares estiment qu'un monarque constitutionnel, telle que la souhaite Siméon, n'est pas une solution pour la Bulgarie d'aujourd'hui. D'autre part, les ex-communistes sont convaincus que cette visite diviserait l'opposition anticommuniste, qui compte en son sein des républicains inconditionnels et des monarchistes de circonstance, qui voient dans Siméon un allié politique capable de rassembler une opinion publique de plus en plus apathique. Enfin, la présence du roi en Bulgarie risque de détourner l'attention de l'électorat démocrate appelé, à la fin de la semaine, à des primaires pour désigner le candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle, prévue pour la fin de l'année.

Les ex-communistes feignent donc d'ignorer la présence d'un homme dont l'ombre plane plus que jamais sur la vie politique bulgare. Mais cette ombre pourrait disparaître rapidement si l'ex-roi ne parvient pas à exploiter l'extraordinaire capital de sympathie qu'il vient d'engranger.

Florence Hartmann

L'opposition albanaise demande l'annulation des élections remportées par le parti du président Sali Berisha


LE PRÉSIDENT Sali Berisha a proclamé, dimanche 26 mai dans la soirée, la victoire du Parti démocratique (PD, au pouvoir) aux élections législatives albanaises, qui ont été marquées par de nombreux incidents et le retrait, en fin d'après-midi, de six partis d'opposition, qui ont dénoncé de nombreuses irrégularités dans le déroulement du scrutin. « Nous avons gagné ! », s'est écrié le président du haut d'un balcon du siège du PD devant une foule en liesse, alors que les résultats officiels ne devaient pas être connus avant lundi soir. Environ 80 % des 2,2 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes pour participer à ces troisièmes élections libres depuis la chute du communisme.

des partis d'opposition dans les comités électoraux ont été frappés et blessés, arrêtés, et de nombreux bureaux électoraux sont fermés depuis midi ». Le Parti socialiste a demandé à la commission électorale centrale et à la Cour constitutionnelle d'invalidier le scrutin et d'organiser de nouvelles élections législatives « dans des conditions démocratiques ».

Un observateur du Parlement européen, M. Jean-François Vallin, du Parti socialiste français, a confirmé l'existence de nombreuses irrégularités, surtout dans la circonscription de Malesia, dans le nord de l'Albanie. M. Vallin a jugé la consultation « inéquitable », après avoir visité, en compagnie de douze collègues, dix bureaux de vote, dont un seul

comptait un représentant de l'opposition au sein des commissions chargées de contrôler la transparence du scrutin.

A la mi-journée, le président Berisha avait ordonné par décret la prolongation de l'ouverture des quelque 4 700 bureaux de vote pour permettre l'acheminement dans chacun d'entre eux de nouveaux formulaires des procès-verbaux du scrutin. Leur remplacement a été décidé après la saisie à Vlorë, le port du sud du pays, de 700 photocopies de formulaires de procès-verbaux de commission électorale sur un responsable local du Parti socialiste. Dans cette ville, si un membre du Parti socialiste, Sinan Topi, a accusé les démocrates, qui président la majorité des commissions de contrôle



Companhia Vale do Rio Doce

MINISTÉRIO DE MINAS E ENERGIA

Avis de Pré-qualification
Appel d'offre international SUPOC N° 002/96

La Companhia Vale do Rio Doce, par l'entremise de la Superintendência do Porto de Ponta da Madeira (Superintendência do Porto de Ponta da Madeira), rend public qu'elle fera réaliser, en conformité avec la Loi n° 8.665/83, republiée le 6 juillet 1994, un appel d'offre international, de type « technique et prix » en vue d'engager une entreprise pour la fourniture et le montage d'un système de transporteurs à courroie, d'une capacité nominale de 8.000 tonnes de minerai de fer, comprenant ingénierie, projet, fabrication, livraison, travaux civils et montage. Délai : 18 mois.

Les entreprises satisfaisant les exigences ci-dessous pourront participer à cet appel d'offres. Les entreprises en consortium devront satisfaire les dispositions de la législation brésilienne en ce qui concerne cette matière. A) Disposer d'un capital minimum dûment enregistré au registre de commerce du pays où est situé le siège social de l'entreprise, ou d'un patrimoine net équivalent à R\$ 1.500.000,00 (un million cinq-cent mille reais). B) Présenter une attestation prouvant avoir déjà fourni un transporteur à courroie d'une capacité minimale de 1.500 tonnes ou avoir eu la responsabilité technique de la fabrication ou du projet d'un tel transporteur. Les entreprises souhaitant participer à cet appel d'offres par l'entremise de sociétés licenciées ou de sociétés associées devront présenter, en plus de l'attestation mentionnée à la lettre B, des documents prouvant la licence ou l'association.

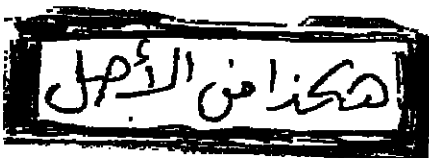
La documentation provenant d'entreprises étrangères devra être traduite en langue portugaise et dûment certifiée par les autorités consulaires brésiliennes.

Les entreprises devront présenter les preuves susmentionnées aux bureaux du DEMAQ - Departamento de Suprimentos e Contratos, Av. dos Portugueses, s/n° - Anjo da Guarda, São Luís - Maranhão - Brésil, jusqu'à la date limite du 22/05/96 à 17 heures. Téléphone 55 (98) 218-4984/4987 et Téléfax 55 (98) 218-4986.

Les entreprises pré-qualifiées conformément aux dispositions de cet avis seront notifiées et auront à leur disposition les documents de cet appel d'offres pour lecture ou fourniture moyennant présentation d'un reçu de dépôt au Banco do Brasil, agence 0020-5, compte courant n° 101.243-8 ou à la trésorerie de la Companhia Vale do Rio Doce, de la somme équivalente à R\$ 500,00 (cinq-cent reais).

La Companhia Vale do Rio Doce se réserve le droit de révoquer, d'annuler, de suspendre ou de rendre nul et non-avenu cet appel d'offre à l'importe quel moment et à son entière discrétion, sans que cela puisse constituer ou donner lieu à des droits, des avantages, des réclamations et/ou des indemnités à n'importe lequel des participants.

MATHEUS DRUMOND COSTA
au nom de la Comissão Setorial de Licitação
São Luís, MA



Les chefs militaires russes s'opposent aux négociations avec les indépendantistes tchétchènes

Boris Eltsine devait recevoir Zelimkhan landarbiev lundi à Moscou

Les principaux chefs militaires russes semblent vouloir tout mettre en œuvre pour faire échouer les premiers pourparlers que devaient entamer,

lundi 27 mai à Moscou, Boris Eltsine et le dirigeant tchétchène, Zelimkhan landarbiev. Les négociations pourraient aboutir à la signature

d'un document prévoyant le désarmement des indépendantistes et le retrait des troupes russes entrées en Tchétchénie en décembre 1994.

MOSCOU
de notre correspondant
« Messieurs les bandits vont être reçus à Moscou » : la première rencontre, qui devait se tenir lundi 27 mai dans la capitale russe, entre Boris Eltsine et le nouveau dirigeant des indépendantistes tchétchènes, Zelimkhan landarbiev, ne fait visiblement pas plaisir au commandant en chef des forces russes, le général Viatcheslav Tikhomirov du ministère de l'Intérieur. Le chef des troupes russes en Tchétchénie n'est pas le seul à être déçu. Pavel Gratchev, le ministre russe de la Défense, s'est, comme à son habitude, opposé aux négociations. Il a déclaré qu'il n'y « croyait pas », qu'il n'y avait pas de paix sans élimination des rebelles. Son représentant en Tchétchénie, le général Vladimir Chamanov, commandant adjoint des forces russes dans la République, a déclaré que « les opérations des troupes fédérales pour nettoyer les villages des groupes de bandits seront poursuivies jusqu'au bout ». Tout en précisant que l'armée « n'avait rien contre » les négociations...

Joignant le geste à la parole, le commandement des forces russes en Tchétchénie a annoncé, samedi, avoir lancé une offensive dans le sud et le sud-est de la petite République séparatiste « pour liquider les groupes de bandits », la dénomination officielle des séparatistes tchétchènes que le président Boris Eltsine a, pour l'instant, renoncé à employer. Cependant, tout en progressant vers les bastions tchétchènes des montagnes du Caucase, les forces russes n'ont pas engagé de combats directs. Movladi Oudougov, le ministre de l'Intérieur du gouvernement tchétchène, a estimé qu'en « poursuivant les combats, certaines forces russes tentent de torpiller la rencontre Eltsine-landarbiev ». Accompagné des médiateurs de l'Or-

ganisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), M. landarbiev a quitté, lundi matin, le sud de la Tchétchénie pour se rendre à Moscou, après quelques difficultés dues à la réticence des soldats russes.

UNE QUESTION ÉCARTÉE

Une autre hypothèque pesait sur cette rencontre cruciale pour le président-candidat Boris Eltsine, qui a lui-même reconnu que le conflit en Tchétchénie menaçait sérieusement ses chances de réélection : l'éventuelle présence du chef du gouvernement pro-russe tchétchène, Dokou Zavgaev, arrivé à Moscou pour prendre part aux négociations. « Si Dokou Zavgaev est là, la délégation [indépendantiste] quittera immédiatement la salle », a indiqué, à l'AFP, un responsable indépendantiste. Ce dernier a souligné que la participation de M. Zavgaev, annoncée par l'agence officielle Itar-Tass, mais constamment refusée par les indépendantistes, avait été écartée lors de la préparation du sommet. « L'arrivée de M. Zavgaev à Moscou est une provocation, mais il y en aura d'autres. Beaucoup de gens sont intéressés à ce que les pourparlers n'aient pas lieu », a expliqué ce responsable indépendantiste.

Cependant il est peu vraisemblable que les principaux intéressés par la rencontre - le président russe et le chef indépendantiste - se laissent impressionner par les diverses manœuvres et provocations destinées à la faire échouer. Après plusieurs jours de réunion, la direction tchétchène, divisée sur le sujet, a en effet pris la décision, éminemment politique, de favoriser la réélection de Boris Eltsine. Les indépendantistes craignent que Guennadi Ziouganov, son adversaire communiste, n'adopte, s'il est élu, une ligne plus dure. Mais le « cadeau » à Boris Eltsine devra sans doute comporter des contreparties.

MM. Eltsine et landarbiev sont tombés d'accord pour laisser de côté la question à l'origine du conflit : l'indépendance de la Tchétchénie. « La Tchétchénie restera dans la Russie, une Russie une et indivisible », a répété, samedi, le président russe. « Nous ne pourrions jamais accepter que la Tchétchénie soit assujettie à la Russie », avait déclaré, la veille, le chef d'état-major des forces tchétchènes, Aslan Maskhadov.

« Je crois que nous nous mettrons d'accord sur un cessez-le-feu », a déclaré, samedi, le président russe. De son côté, M. landarbiev a exigé

Grigori Iavlinski rejette tout compromis électoral

Le candidat réformiste Grigori Iavlinski a définitivement rejeté, samedi 25 mai, tout compromis préélectoral avec Boris Eltsine, en estimant qu'il n'y avait « plus d'espoir qu'Eltsine conduise une véritable politique démocratique » après l'élection présidentielle de juin. M. Iavlinski, crédité d'environ 10 % des intentions de vote, a indiqué que M. Eltsine avait rejeté ses trois propositions principales : la démission du premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, l'arrêt des hostilités en Tchétchénie et une réduction des pouvoirs présidentiels. Grigori Iavlinski a écarté toute possibilité d'entrer dans un gouvernement présidé par M. Eltsine. Il a refusé de dire s'il inviterait ses électeurs à voter pour M. Eltsine au second tour au cas où le président russe serait opposé au communiste Guennadi Ziouganov. « Nous verrons après le premier tour », a-t-il indiqué. - (AFP)

que le cessez-le-feu intervienne « dès le début des discussions ». Outre le cessez-le-feu, c'est la question du « désarmement » qui risque d'être au centre de la rencontre. Les Russes ont annoncé qu'ils voulaient obtenir « la dissolution des formations armées illégales », c'est-à-dire de l'armée séparatiste tchétchène. Tandis que le chef des indépendantistes parle, lui, du départ des troupes russes de Tchétchénie. La solution de compromis est de revenir à « l'accord militaire » signé en juillet 1995, entre les séparatistes et le gouvernement russe. Ce texte prévoyait le départ des troupes russes et le désarmement symbolique des indépendantistes, qui pouvaient garder un « groupe d'autodéfense » armé par village.

Cependant, les chefs des forces russes n'avaient pas appliqué ce texte, se livrant à de faux « retraits » de troupes - en réalité, de simples rotations. Aujourd'hui, les indépendantistes - qui ont déjà obtenu, en étant invités à Moscou, leur reconnaissance politique de facto - demandent sans doute à Boris Eltsine un véritable retrait des forces russes. Le maître du Kremlin pourrait alors sacrifier son très impopulaire ministre de la Défense, Pavel Gratchev, le leader du « parti de la guerre ». Le président russe a déjà donné des signes de sa volonté de se séparer de cet homme, qui l'a pourtant sauvé deux fois : en refusant d'intervenir militairement à Moscou contre lui lors du putsch de 1991 et, en octobre 1993, en lançant ses chars à l'assaut du Parlement russe en rébellion contre le président. La semaine dernière, Boris Eltsine a reçu au Kremlin un éventuel successeur de M. Gratchev, le général Boris Gromov, qui s'était opposé à la guerre en Tchétchénie.

Jean-Baptiste Naudet

Les experts internationaux ne parviennent pas à trancher sur l'attitude à adopter face à l'épidémie de « vache folle »

LA SITUATION ne s'éclaircit guère. Au terme de longues discussions et de difficiles tractations, les chefs des services vétérinaires des cent dix-sept pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), réunis à Paris du 20 au 24 mai, sont parvenus à un consensus qui constituera, dans les jours et les semaines à venir, une nouvelle et importante donnée dans la gestion de la crise internationale de la « vache folle ». Leurs conclusions seront officiellement rendues publiques mardi 28 mai. Elles fourniront des arguments à ceux qui souhaitent obtenir un assouplissement de l'embargo qui, depuis deux mois, frappe la Grande-Bretagne. Mais, dans le même temps, la réunion a confirmé les profondes divergences qui existent sur ce thème et les divergences des pays de l'Union européenne.

L'essentiel de cette 64^e session générale annuelle de l'OIE, à laquelle participaient plusieurs organisations internationales dont la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation), l'OMS et l'OMC (Organisations mondiales de la santé et du commerce), était consacré à la remise à jour du chapitre du code zoosanitaire international concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Ce code définit les normes sanitaires recommandées pour le commerce international des animaux et des produits d'origine animale. Il engage tous les pays membres qui se doivent d'en traduire les termes dans leur réglementation nationale.

« Dans les dispositions nouvelles, il faut noter l'autorisation sans aucune restriction du commerce international du lait, des produits laitiers ainsi que des cuirs et peaux provenant de bovins sains vivant dans les pays où l'ESB a été constatée », fait-on valoir auprès de l'OIE. Au chapitre aujourd'hui essentiel des sous-produits bovins que sont la

gélatine, le collagène et le suif, l'OIE estime qu'ils sont « inoffensifs » dès lors qu'ils ont été obtenus par des procédés qui font disparaître tout pouvoir infectieux résiduel lié à l'ESB. Or l'OIE ajoute sur ce point que ces procédés sont « à l'étude ». Ainsi, contrairement à certaines lectures

Heymann. La position officielle de l'OMS a été exprimée au terme de ces deux réunions. L'élaboration des recommandations de l'OMS se fait dans le cadre d'échanges scientifiques au cours desquels nous cherchons à évaluer - autant que faire se peut - toutes les considérations politiques. Nous ne contrôlons pas

Une réglementation non respectée outre-Manche

La maladie de la « vache folle » a pour l'essentiel touché le Royaume-Uni, avec plus de 160 000 cas depuis 1989. Quatre autres pays européens ont signalé des cas sporadiques indigènes : la Suisse (24 cas), l'Irlande (125 cas), le Portugal (37 cas) et la France (19 cas). Les contrôles vétérinaires ont été mis en place dans tous ces pays. Les études épidémiologiques menées sur les bovins atteints ont révélé dans la plupart des cas une exposition à des produits protéiques d'origine animale obtenus dans les établissements d'équarrissage. Mais des cas ont été aussi observés chez des animaux nés après l'interdiction de ces aliments pour les ruminants. Témoins du non-respect de la réglementation, on compte plus de 26 000 de ces cas au Royaume-Uni, contre 9 en Suisse et 3 en Irlande.

trop rapides, une telle formulation ne devrait pas permettre de débiter aisément la situation.

Les partisans de l'assouplissement de l'embargo concernant la gélatine et le suif, parmi lesquels figure depuis peu la France, faisaient valoir, ces derniers jours, que l'Organisation mondiale de la santé avait récemment déclaré que cet embargo était injustifié car péchant par excès de précautions. Mais, à Genève, le docteur Nakajima, directeur général, et David Heymann, chef de la division des maladies émergentes, ont confirmé que l'OMS n'a jamais pris une telle position. Il faut ici faire la part entre les conclusions des réunions d'experts organisées à Genève sous l'égide de l'OMS, et les points de vue personnels exprimés par certains d'entre eux. « L'OMS a, en avril et en mai, réuni deux collèges internationaux d'experts sur le problème de l'ESB et de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob », a déclaré au Monde le docteur

l'application des mesures que nous préconisons. Et il n'est pas dans notre mission de prendre des positions de nature politique. »

En pratique, au chapitre de la gélatine et du suif, les recommandations de l'OMS sont identiques à celle de l'OIE. Le consensus international conduit ici à botter en touche puisque le nouveau code zoosanitaire ne définit pas précisément quels procédés d'inactivation doivent être mis en œuvre. On en revient donc aux conclusions formulées début avril par le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne. Ce dernier, prenant en compte la totalité des données disponibles, avait conclu qu'une seule technique pouvait a priori être considérée comme fiable. Dans un document qui aurait dû rester confidentiel, il expliquait pourquoi, faute de garantie quant aux modalités de préparation britannique de la gélatine et du suif, l'embargo est justifié. Rien n'est venu modifier ces conclu-

sions. Les conditions dans lesquelles les nouvelles recommandations de l'OIE ont été élaborées témoignent des difficultés à venir.

Si elles ont été adoptées à la majorité absolue, il faut retenir que douze pays européens, dont huit de l'Union européenne, ont voté contre ou se sont abstenus, rejoignant par quatre pays américains et un du Moyen-Orient. « Les nouvelles dispositions s'imposent néanmoins à l'ensemble des pays membres de l'OIE et, si des pays ne souhaitent pas les appliquer, ils devront expliquer sur quelles bases scientifiques ils fondent leurs décisions », a expliqué au Monde le docteur Blanquet, directeur général de l'OIE. La controverse internationale peut donc se poursuivre. D'autant que d'autres décisions de l'OIE constituent une critique à peine voilée de la gestion britannique de l'épidémie, doublée d'une sérieuse mise en garde pour Londres.

« L'importation de bovins des pays où l'incidence de l'ESB est élevée doit tenir compte des conditions d'élevage de ces bovins en vérifiant s'ils sont nés après la date à laquelle l'interdiction d'utiliser des farines de viande et d'os provenant de ruminants dans l'alimentation de ruminants a été effectivement respectée, souligne l'OIE. Cette importation impose également de vérifier si ces animaux sont nés et ont été élevés dans un cheptel totalement indemne de la maladie et s'ils n'ont jamais consommé de farine. Pour les pays où la maladie est sporadique, les mesures sont moins contraignantes. Toutefois, ces pays ne doivent exporter des bovins que si l'alimentation des ruminants avec des farines de viande ou d'os, provenant de ruminants, a effectivement été interdite sur leur territoire. »

Jean-Yves Nau

Lire aussi page 11

Le premier ministre tchèque indigné des propos de M. Waigel sur les Sudètes

PRAGUE. Le premier ministre tchèque, Vaclav Klaus, s'est indigné, dimanche 26 mai, des propos tenus la veille par Theo Waigel, le ministre allemand des finances, devant le congrès des Allemands des Sudètes à Nuremberg. M. Waigel, tout en demandant « pardon pour le mal fait à beaucoup au nom de l'Allemagne », avait appelé Prague à « reconnaître les crimes perpétrés » par les Tchèques contre les Allemands et à « appeler par leur nom les événements d'il y a cinquante ans : non pas évacuation, non pas refoulement ni transfert, mais expulsion ». La quasi-totalité des 2,5 millions d'Allemands des Sudètes ont dû quitter la Tchécoslovaquie en 1945. Vaclav Klaus s'est dit « très surpris que qui que ce soit souhaite que nous évoquions avec regret la seconde guerre mondiale », ajoutant qu'à son avis « c'est plutôt à la partie allemande de parler de toute cette affaire avec discrétion ». - (AFP)

Washington « reconforté par la vision » du gouvernement espagnol sur Cuba

MADRID. Le vice-président américain, Al Gore, s'est déclaré « reconforté par la vision plus ambitieuse du gouvernement du président Aznar d'aboutir à une démocratie à Cuba », lors de sa visite à Madrid, samedi 25 mai. En conséquence, les États-Unis agissent avec « précaution », afin d'éviter des difficultés lors de la mise en application de la loi Helms-Burton, prévoyant des sanctions contre les investisseurs étrangers qui utilisent les biens nord-américains saisis par le régime de Fidel Castro. Le gouvernement de José María Aznar a manifesté l'intention de suspendre l'aide officielle économique à Cuba et de ne maintenir que l'aide humanitaire. - (Corresp.)

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : le Front des forces socialistes (FFS) a rejeté la démarche du président Liamine Zeroul préconisant une révision de la Constitution, a indiqué, dimanche 26 mai, son premier secrétaire, Seddik Djeballi. Cette proposition, contenue dans un « mémorandum », a été transmise, il y a quinze jours, aux partis pour avis. Les principales formations politiques, qui devaient répondre au plus tard dimanche, sont en majorité opposées à cette révision constitutionnelle, que M. Zeroul souhaite voir intervenir avant les élections législatives et communales. - (AFP)

■ **NIGER** : Moumouni Djermakoye Adamou, colonel à la retraite et président de l'Alliance nigérienne pour la démocratie et le progrès (ANDP), a annoncé, dimanche 26 mai, sa candidature à l'élection présidentielle du 7 juillet. Les deux autres candidats sont le chef de la junte militaire, le général Ibrahim Baré Maïnassara, qui se présente à titre indépendant, et Tanja Mamadou, colonel à la retraite, désigné par le Mouvement national pour la société de développement (MNSD-ancien parti unique). - (AFP)

ASIE

■ **CHINE** : une explosion de gaz survenue mardi 21 mai dans une mine de charbon de la province du Henan, au centre du pays, a fait 84 morts, a indiqué, dimanche 26 mai, le Quotidien du Henan. C'est la deuxième catastrophe minière rapportée par la presse au mois de mai. - (AFP)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE** : la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), qui traite les combustibles de centrales nucléaires étrangères dans son usine de la Hague (Manche), a démenti, samedi 25 mai, avoir proposé aux compagnies d'électricité allemandes de garder leurs déchets en France pendant encore vingt à trente ans, comme l'a affirmé le journal Welt am Sonntag dimanche 26 mai. Le ministre de l'environnement allemand a indiqué qu'il ne disposait « d'aucune information (...) sur de telles tractations ou de tels contrats ».

■ **BELGIQUE** : Karl De Schutter, un Belge interpellé vendredi 24 mai par la police française, à Sainte-Maxime (sud), est soupçonné par la justice de son pays de complicité dans l'assassinat de l'inspecteur-vétérinaire Karel Van Noppen, en février 1995, dans la région de Turnhout, a affirmé samedi 25 mai, le quotidien flamand De Standaard. La « mafia des hormones » pour bovins est particulièrement soupçonnée du fait des menaces reçues auparavant par le vétérinaire. - (AFP)

■ **CHYPRE** : les communistes progressent face à la majorité de centre-droit, selon les premiers résultats, portant sur un tiers des suffrages, des élections législatives du dimanche 26 mai, dans la partie grecque de Chypre. 413 candidats de huit formations se présentent au scrutin, pour la première fois à Chypre à la proportionnelle intégrale, pour pourvoir les 56 sièges du Parlement. - (AFP)

■ **TURQUIE** : le président turc, Süleyman Demirel, a soutenu, dimanche 26 mai, le premier ministre Mesut Yılmaz, qui a exprimé son intention de continuer à gouverner. Le gouvernement conservateur a été fragilisé par le retrait, la veille, du soutien de l'ancien premier ministre, Tansu Ciller, partenaire de la coalition. « Il n'est pas sensé de remettre en question la légitimité d'un gouvernement qui a reçu le vote de confiance du parlement il y a deux mois », a affirmé M. Demirel. - (AFP)

■ **ULSTER** : l'Armée nationale de libération irlandaise (INLA), groupe paramilitaire nationaliste dissident de l'IRA, a revendiqué, samedi 25 mai, l'assassinat d'un homme d'une trentaine d'années commis dans un restaurant du centre de Belfast. L'organisation, en proie à une lutte interne entre factions qui a fait quatre morts depuis près de trois mois, a affirmé, dans un communiqué authentifié à une radio de Belfast que la victime, Desmond McCleary, était un « agent infiltré » britannique. Selon la police, l'homme était un membre de l'INLA. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **LIBAN** : le ministre de la Défense, Moïse Dalloui, a invité, samedi 25 mai, le général Michel Aoun, exilé en France, à rentrer dans son pays. « Le Liban a grand besoin de ses fils. Qu'ils rentrent chez eux pour exercer leurs activités politiques », a dit M. Dalloui. - (AFP)

■ **GAZA** : le militant palestinien des droits de l'Homme, Iyad Sarraj, a été libéré de la prison de Gaza dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 mai. Il était gardé à vue depuis le 18 mai pour « calomnie contre le gouvernement palestinien ». - (AFP)

ECONOMIE

■ **BOSNIE** : dans un entretien au International Herald Tribune daté du 27 mai, James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a déclaré que celle-ci « n'est pas disposée à prêter de l'argent aux Serbes de la République de Bosnie-Herzégovine aussi longtemps que Radovan Karadzic est au pouvoir ». - (AFP)

CONCURRENCE Annoncé en octobre, le plan d'aide aux petits commerçants et artisans est en partie en cours d'examen au Parlement. Ainsi, si ses aspects financiers et fis-

caux ne sont qu'esquissés, son volet commercial est déjà pratiquement adopté. ● LA SURENCHÈRE a été vivante au sein de la majorité, les défenseurs des PME trouvant que le

gouvernement ne met pas assez de freins à l'action des grandes surfaces. Ainsi de nombreux amendements protégeant telle ou telle corporation ont été adoptés, mettant

parfois les ministres dans l'embarras. ● LES PROCHES D'ALAIN MADELIN, pris entre leurs positions libérales et leur volonté d'attirer les voix des commerçants, ont préféré

ne pas participer aux débats. ● LA GAUCHE, en général, n'a pas voulu non plus se faire l'alliée ni des « petits » ni des « grands ». Elle n'a pas participé aux votes.

La droite flatte les artisans et les petits commerçants

En s'attaquant aux grandes surfaces, le gouvernement a permis à sa majorité de prendre la défense de nombreuses professions indépendantes qu'elle juge menacées par une concurrence trop vive. La gauche a été embarrassée par cette offensive

A-T-ON DÉJÀ VU « feuille de route » remplie avec autant de célérité ? Une fois achevé l'examen au Parlement du projet de loi sur le commerce et l'artisanat, le gouvernement pourra se targuer d'avoir décliné législativement une bonne partie des clauses du contrat passé il y a six mois avec le monde des PME. Si les volets financier et fiscal n'ont été qu'esquissés, en revanche le volet commercial, est lui désormais pratiquement bouclé. L'automne 1995 fut la saison des annonces. Le 12 octobre, Alain Juppé et son ministre du commerce et de l'artisanat, Jean-Pierre Raffarin, dessinaient des dispositions en faveur de l'artisanat. Le 27 novembre à Bordeaux, le chef du gouvernement rendait public son plan.

Depuis, le gouvernement n'a pas chômé, et les parlementaires ont eu à trois reprises l'occasion de plancher sur le sujet. À l'occasion, d'abord, d'un projet portant diverses mesures d'ordre économique et financier qui gelaient temporairement l'ouverture de magasins de plus de 300 m². À la faveur de deux réformes importantes, ensuite : la refonte de l'ordonnance sur la concurrence de 1986, à la tonalité jugée trop libérale bien qu'elle soit l'œuvre du gouvernement de Jacques Chirac sous la première cohabitation et le toilettage d'un monument, la fameuse loi Royer sur l'urbanisme commercial.

Dans l'esprit du gouvernement, la volonté affichée était au rééquilibrage. Une affaire de nuances : protéger les petits sans construire de cocon, réguler sans encadrer. Un pari difficile. Au vu des débats



parlementaires en cours, un premier bilan peut être tiré. Sur l'état d'esprit de la majorité d'abord. Encouragée par les déclarations successives du chef de l'Etat stigmatisant les grandes surfaces, députés et sénateurs RPR et UDF se sont, pour la plupart, livrés à une surenchère encouragée par les chambres de métiers.

LES « LIBÉRAUX » GÊNÉS

La possibilité de se concilier les réseaux consulaires et commerçants a souvent pris le pas sur le sens de la mesure. Ainsi, la majorité a souvent flirté avec deux tentations : celle du commerce administré et celle du quasi-retour au régime des corporations. En témoignent l'embarras des libéraux de

l'UDF. Les proches d'Alain Madelin ont été plutôt absents de débats qui auraient dû les concerner au premier chef. Ne s'agissait-il pas, après tout, des PME, qu'ils veulent placer au cœur de la société ? Pour autant la frénésie protectrice et réglementaire d'une grande partie de la majorité les a visiblement gênés. Fixation de prix minimum, régime d'autorisation pour les créations et extensions de commerce au-delà de 300 m², exigences de qualification minimum pour entreprendre dans certaines professions... La liberté d'entreprendre qu'ils souhaitent la plus large possible, la concurrence, étalon, à leurs yeux, de compétence et de volonté, ont été écornées. Pour ne pas avoir à se prononcer

sur le caractère « défensif » de certains amendements, réclamés par les petits patrons et commerçants, mais contraire à leurs principes, les ultra-libéraux ont préféré désert.

La gauche ne s'est pas montrée moins embarrassée. Plus nombreux dans ses rangs, les élus de banlieue ont besoin du grand commerce de périphérie. D'accord pour mettre un terme aux abus de la grande distribution, les socialistes avaient peine, pour autant, à enfourcher, sans coup férir, le cheval de bataille de la protection du petit commerce. Quant aux communistes, ils se sont montrés sensibles aux discours des « petits » contre les « gros », sans pour autant vouloir donner leur aval aux textes de loi qui leur étaient soumis. Cet embarras s'est manifesté dès les discussions générales où les orateurs de l'opposition ont eu du mal à exposer des positions construites, à l'exception toutefois de Julien Dray (PS, Essonne). Qu'il s'agisse de la loi sur la concurrence ou de celle sur le commerce et l'artisanat, les élus communistes et socialistes n'ont pas participé au vote. Ils n'ont participé non plus à la bataille d'amendement, à l'exception de Georges Sarre (MDC, Paris), qui s'est passionné pour le sort des coiffeurs et a fait adopter une clause renforçant la protection des artisans-boulangers face aux terminaux de cuisson utilisant des pâtes surgelées.

Cette double absence des libéraux d'un côté, de l'opposition de l'autre, a contribué à évacuer les débats de fonds, au profit d'une course-poursuite dans la défense

de micro-intérêts. Yves Galland, ministre délégué aux finances pour la loi sur la concurrence, Jean-Pierre Raffarin, pour le texte sur le commerce et l'artisanat, ont senti à plusieurs reprises le terrain se dérober sur leurs pieds, le second prêtant une oreille plus attentive aux logiques purement corporatistes que le premier.

À CHACUN SON HEURE DE GLOIRE

L'inventaire des mesures spécifiques réclamées laisse pantois. Lors de la discussion du projet de loi sur la concurrence, à l'Assemblée nationale, M. Galland avait accepté d'étendre la nouvelle infraction de prix abusivement bas à la vente de carburant au détail, pour protéger les pompistes indépendants. Le groupe RPR du Sénat lui a imposé - temporairement ? - un prix minimum sur le disque

pour se concilier les petits distributeurs. Les pharmaciens pour la parapharmacie, les fabricants de produits alimentaires qui réclamaient les mêmes dispositions ont échoué de très peu. Lors de l'examen du projet sur le commerce et l'artisanat, tour à tour, les hôteliers, les armuriers indépendants, les boulangers-pâtisseries, les restaurateurs, les coiffeurs de salon, les experts en toilette animalier, les cafetiers, les ramoneurs et les fumistes, les entrepreneurs en bâtiment, les quincailliers et revendeurs d'articles de bricolage, les exploitants de cinéma de centre ville ont eu leur heure de gloire. Certes, toutes les demandes n'ont pas été satisfaites, mais M. Raffarin a promis d'étudier les problèmes spécifiques laissés en plan.

C. M.

COMMENTAIRE

DAVOS ET USSEL

Le cocktail est curieux. Aux salaires, les vents du grand large, les efforts de compétitivité, la concurrence internationale. En un mot, les contraintes de la mondialisation. Aux indépendants, petits producteurs et commerçants les filets protecteurs face aux prédateurs de tout poil, la tentation du malthusianisme. Dans les discours du gouvernement, dans ses intentions de réforme, le souffle de Davos et celui d'Ussel se partagent la vedette suivant les auditoires. Les syndicats, les fonctionnaires sont taxés de corporatisme, mais les revendications des chambres de métiers sont encouragées.

Interrogé sur ces pratiques schizophrènes, le gouvernement se défend de faire le grand écart. Sa ligne de conduite a une cohérence, argumente-t-il. Protéger les petits commerçants, les petits industriels, explique-t-il, c'est aussi défendre les salariés. Lutter contre les grandes surfaces, contre les comportements arbi-

traires de leurs super-centrales d'achat dont les représentants courent la planète à la recherche de prix sans cesse plus bas, c'est atténuer les effets pervers de la mondialisation. Vis à vis des PME, s'est ainsi forgé un double donnant-donnant politique et économique : les « petits » ne pourront être électoralement insensibles aux mesures de protection prises en leur faveur ; leur fierté et assurance retrouvées, ils prendront des risques et créeront de l'emploi.

Au cours des discussions au Parlement, la défense du terroir, la désignation de prédateurs, d'agresseurs, l'a incontestablement emporté sur la nécessaire insertion dans la vie économique de l'époque. Face à une gauche qualifiée d'« archaïque », la droite s'est longtemps voulue « moderne ». Aujourd'hui, elle n'hésite plus à entretenir sa fibre nostalgique, comme si la « France tranquille », celle du crémier du village, était la bannière incontournable derrière laquelle elle voulait s'abriter.

Caroline Monnot

L'interdiction des prix « abusivement bas »

LE TEXTE portant diverses dispositions d'ordre social a été définitivement approuvé par le Parlement. Celui sur « l'équilibre et la loyauté des relations commerciales » est en revanche, l'Assemblée nationale et le Sénat s'étant prononcés en première lecture. Le projet relatif « au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat » n'a encore été examiné que par les députés. Voici les principales dispositions de cet ensemble législatif :

● **CONCURRENCE.** Le projet de loi sur la « loyauté et l'équilibre des relations commerciales » vise à rééquilibrer les rapports de force entre producteurs et grande distribution. Ce texte prévoit des sanctions plus sévères pour la vente à perte. Pour les produits directement fabriqués ou transformés par les grandes surfaces (baguettes à 60 centimes, par exemple), il crée la notion de « prix abusivement bas ».

● **POMPISTES ET DISQUAIRES.** À l'Assemblée nationale, le gouvernement a accepté d'étendre à la vente de carburants au détail la nouvelle infraction de prix anormalement bas. Le Sénat, à l'initiative du président du groupe RPR, Josseim de Rohan, a étendu ce dispositif aux disques, contre l'avis du gouvernement.

● **URBANISME COMMERCIAL.** C'est l'un des deux volets du projet de loi sur la promotion du commerce et de l'artisanat. Il abaisse à 300 mètres carrés le seuil à partir duquel une autorisation est nécessaire pour créer ou étendre des surfaces commerciales.

● **CINÉMAS.** Les députés ont étendu le régime d'autorisation initialement réservé au commerce alimentaire, et visant donc les grandes surfaces, aux complexes cinématographiques de périphérie. Comme l'a proposé Francis de Saint-Ellier (UDF, Calvados), l'implantation ou l'extension de salles de plus de 1500 places sont désormais soumises à autorisation. Le gouvernement souhaitait que soit retenu le seuil de 2 000 places.

● **HÔTELS.** Les députés, contre l'avis du gouvernement, ont soumis à autorisation la création d'hôtels de catégorie économique, de résidences hôtelières et de résidences de tourisme de plus de 20 chambres. Il s'agit, à leurs yeux, de protéger les indépendants contre les chaînes du type Formule 1.

● **ARTISANAT ET BÂTIMENT.** Le projet de loi sur le commerce et l'artisanat reconnaît la valeur législative du répertoire des métiers et

oblige les chefs d'entreprises artisanales à y être immatriculés, donnant ainsi satisfaction à une vieille revendication des organismes consulaires.

Une qualification préalable est exigée pour le commerce de bouche, l'entretien et la réparation de machines, la pose d'installations gazeuses, électriques et de chauffage, entre autres. Les députés y ont ajouté, contre l'avis du gouvernement, les métiers de construction dans le bâtiment.

● **BOULANGERS.** Les députés ont réservé la qualification de « pain artisanal » au pain cuit par un artisan-boulangier dans un fournil sans utilisation de pâte surgelée.

● **ARMURERS.** Les députés ont interdit la vente d'armes et de munitions dans les grandes surfaces non spécialisées. Celles qui emploient un armurier professionnel ne sont pas touchées par cette interdiction.

● **RESTAURATEURS.** Jean-Pierre Raffarin a promis aux députés un rapport sur la profession de restaurateur. Il devrait déterminer s'il est nécessaire d'imposer une qualification préalable et d'étudier l'état de la concurrence dans la restauration rapide.

Lutte ouvrière met en garde ses militants contre SUD

A Presles (Val d'Oise), Arlette Laguiller réitère son appel à un « front unique électoral » avec le PCF

TROIS événements rythment la vie d'un militant de Lutte ouvrière. Dans l'entreprise, tous les quinze jours, il y a d'abord la « feuille de boîte ». Lors des élections municipales, législatives, présidentielle, il tente, ensuite, d'« accrocher » les électeurs potentiels. Enfin, sur la pelouse de la « maison bourgeoise » de Presles (Val-d'Oise), chaque week-end de Pentecôte, depuis vingt-cinq ans, se tient la fête de Lutte ouvrière. A deux reprises, le 25 et 26 mai, devant environ dix mille personnes, Arlette Laguiller s'est taillé son habituel succès en réclamant le non-remboursement des intérêts de la dette publique, la publicité des comptes des entreprises et « l'expropriation quand même ».

Dans la foule familiale qui se presse à Presles, il y a, comme dans l'électorat, un « effet Ar-

lette ». Depuis son score historique du premier tour de l'élection présidentielle - 5,23 % des voix -, le vote pour l'organisation trotskiste a retrouvé, lors des municipales puis des législatives partielles, son étiquette traditionnelle. D'après l'enquête Ipsos-Le Point réalisée du 5 au 13 avril, seuls 3 % des électeurs ayant voté pour Arlette Laguiller en 1995, souhaitent voter pour LO aux prochaines législatives.

Rien ne changerait donc chez ces « révolutionnaires » ? Rien, ou presque. Arlette Laguiller, cinquante-six ans, a opté, en janvier 1996, dans le cadre d'une « préparation à la retraite », pour un mi-temps au Crédit lyonnais, qui lui « laisse plus de temps pour exercer (ses) responsabilités politiques ». Pour la première fois depuis sa naissance, en 1968, l'organisation trotskiste a commandé, en 1995, des sondages confidentiels. Pour la

première fois, enfin, dans l'histoire de l'organisation, une tendance minoritaire, apparue lors de « la consolidation de la perestroïka », s'est constituée en « fraction », et s'exprime depuis quelques semaines dans l'hebdomadaire de l'organisation.

MÉFANCE

Lors des grèves de décembre 1995, LO, qui se plaint toujours de l'« apolitisme » et du « manque de combativité » des travailleurs, avait semblé prise à contre-pied. A Presles, Arlette Laguiller a insisté pour que « les travailleurs saisissent aujourd'hui toutes les occasions d'exprimer leur mécontentement ». Se moquant de cette « armada de crétiens plus ou moins diplômés qui déclarait que la lutte de classe n'existe plus », elle a réitéré son appel à un « front unique électoral entre LO et les communistes » en

1998, pour peu que le PCF ne se « compromette pas » avec le PS (Le Monde du 7 mai), lorgnant ainsi sur ceux qui, parmi les communistes, rêvent de davantage de radicalité.

Mais la méfiance de LO pour les syndicats et les associations « de caractère plus ou moins charitable », comme « ACI » et « DAL », reste intacte. Dans la dernière livraison de Lutte de classe, l'organisation trotskiste met en garde ses militants contre le caractère pseudo « révolutionnaire » de SUD - un syndicat né d'une « affaire de famille propre à la CFDT », et dirigé par « d'ex-militants d'extrême gauche convertis au pur syndicalisme, de sensibilité anarchiste et trotskiste ». Une attaque voilée contre sa cousine et rivale, la Ligue communiste révolutionnaire.

Ariane Chemin

PREFECTURE DE LA GIRONDE PREFECTURE DES LANDES

Antoroute A 63

ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le public est informé que, par arrêté préfectoral conjoint en date du 10 MAI 1996 les Préfets des départements de la Gironde et des Landes ont prescrit l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de mise aux normes autoroutières (A 63) de la route nationale n° 10 entre Belin-Bellet (Gironde) et Saint-Geours de Maremne (Landes).

Cette enquête portera également sur :
- le retrait du caractère de Route Express de la R.N. 10 entre Belin-Bellet et Saint-Geours de Maremne et attribution du statut autoroutier
- la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées.

Les dossiers d'enquête seront déposés pendant trente et un jours consécutifs du 13 JUIN 1996 AU 13 JUILLET 1996 INCLUS aux lieux suivants :

Département de la Gironde
- préfecture de la Gironde (Bordeaux)
- mairie de Belin-Bellet
Département des Landes
- sous-préfecture de Dax
- mairies de Saugonac-et-Muret, Uspohy, Pissos, Labouheyre, Lée, Solferino, Escourrou, Onesse-et-Laharie, Sindères, Laperrou, Magacq, Castets, Hérin et Saint-Geours-de-Maremne.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance des dossiers sur place, aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies et des administrations et produire s'il y a lieu leurs observations qui seront consignées sur le registre ouvert à cet effet dans les mairies.

La Commission d'Enquête nommée par décision du Tribunal Administratif de Pau en date du 19 AVRIL 1996, sera composée de M. Claude Proisy qui en assurera la présidence et de MM. André Tricotteux et Fernand Gohraute, membres.

Un membre de cette Commission se tiendra à la disposition du public aux lieux, dates et heures précises ci-dessous :

- mairie du Belin-Bellet	mercredi 13 juin 1996	de 09 h 00 à 12 h 00
	jeudi 14 juin 1996	de 15 h 00 à 18 h 00
	samedi 16 juin 1996	de 09 h 00 à 11 h 30
- mairie de Castets	jeudi 20 juin 1996	de 09 h 00 à 11 h 30
	jeudi 27 juin 1996	de 09 h 00 à 12 h 00
	vendredi 28 juin 1996	de 13 h 30 à 16 h 30
- mairie de Labouheyre	jeudi 24 juin 1996	de 14 h 00 à 17 h 00
	mercredi 3 juillet 1996	de 09 h 00 à 12 h 00
	samedi 5 juillet 1996	de 09 h 00 à 12 h 00
- mairie d'Onesse-et-Laharie	mercredi 26 juin 1996	de 14 h 00 à 17 h 00
	jeudi 5 juillet 1996	de 09 h 00 à 12 h 00
	vendredi 12 juillet 1996	de 14 h 00 à 17 h 00

Toute correspondance pourra être adressée au président de la commission d'enquête, domicilié à la mairie de Castets (Landes).

Copie des conclusions de la Commission d'Enquête sera déposée dans chacun des lieux d'enquête désignés ci-dessus, où elle restera à la disposition du public pendant le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête.

Le Préfet de la Gironde, Bernard LANDOUZY
Le Préfet des Landes, Dominique DUBOIS



Yves Manunta en examen et sous contrôle judiciaire

Le militant de l'ANC est mis en cause dans une tentative d'assassinat contre un membre d'un groupe nationaliste rival

AJACCIO
de notre correspondant
Après une trentaine d'heures de garde à vue, Yves Manunta, militant de l'ANC, l'un des mouvements nationalistes corses, a été présenté dans la soirée du samedi 25 mai au juge d'instruction d'Ajaccio Serge Tournier, qui l'a mis en examen pour association de malfaiteurs et remis en liberté sous contrôle judiciaire. Yves Manunta s'était présenté vendredi au commissariat (Le Monde daté 26-27 mai) pour y être entendu dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Jules Massa, militant de l'ANC (vitrine légale du FLNC-canal historique).

Yves Manunta est l'une des personnes mises en cause par François Santoni dans une audition du 29 février dont le procès-verbal avait été largement divulgué. Le secrétaire national de la Cuncolta pour la Corse-du-Sud y faisait état de déclarations qu'il avait recueillies de la bouche de Jules Massa : « Jules Massa, avait notamment déclaré M. Santoni aux policiers, a été victime, au cours de l'été écoulé [...], d'une tentative d'assassinat [...]. Alors qu'il quittait [un] immeuble [...] seul et à pied, il avait surpris deux individus agissant à visage découvert et armés. [...] Ayant tout de suite compris que ces hommes étaient là pour l'abattre, Jules Massa a ouvert le feu en tirant à une seule reprise. [...] Il n'y avait pas eu de riposte [...] et ces deux hommes, que Jules avait reconnus, s'étaient enfuis en abandonnant un véhicule [...] appartenant à l'épouse de l'un d'eux. » Ce véhicule devait être détruit la nuit suivante dans un attentat à l'explosif.

Selon François Santoni, cette af-

faire avait eu une suite le 19 janvier à l'Assemblée de Corse, qui débattait ce jour-là de la violence. Une altercation avait opposé Jules Massa et Yves Manunta, mais des militants des deux bords s'étaient interposés et elle n'avait pas tourné au drame.

L'ANC SE POSE EN VICTIME

Nommé lui aussi dans le fameux procès-verbal, Jean-Claude Ribellu-Lucchini, également militant de l'ANC et maire d'une petite commune du Sarténais, Zonibbia, a été entendu et aurait été mis hors de cause. Yves Manunta s'est déclaré satisfait de sa remise en liberté, en faisant toutefois remarquer que « certaines affaires sont montées en épingle », alors que d'autres, à son avis plus importantes, ne le sont pas. Après une tentative d'assassinat à son encontre dans la nuit du 7 au 8 mars, dont les auteurs n'ont pas été identifiés, il avait été hospitalisé à Ajaccio. Sa mise en garde à vue à l'hôpital avait suscité un incident entre CRS et militants de l'ANC, dont cinq avaient été interpellés et inculpés de rébellion. Neuf personnes avaient été légèrement blessées. Pierre Poggio, secrétaire général du mouvement, avait alors dressé le bilan des actions criminelles qui ont visé les siens. Il avait souligné que l'ANC n'y avait jamais répondu que « politiquement » et averti que son organisation « n'acceptera pas que l'on inverse les rôles en transformant les agresseurs en agressés et les victimes en coupables, au nom du fameux « processus de paix » qui ne consiste qu'à donner carte blanche à des barbouzes new look ».

Paul Silvani

Secrétaire national de A Cuncolta nazionalista (vitrine légale du FLNC-canal historique) pour la Haute-Corse, militant nationaliste depuis vingt

ans, Charles Pieri a un passé de « militaire » : évadé de la prison de Bastia en 1984, il a vécu dans la clandestinité avant d'être acquitté en

1989 pour l'attaque par un commando FLNC, en 1982, d'un camp de la Légion étrangère, au cours de laquelle un légionnaire avait été tué.

Charles Pieri, secrétaire national de la Cuncolta nazionalista « Le FLNC a les moyens de semer la paix si le gouvernement le souhaite »

« Qu'attendez-vous du pouvoir ?

— Nos principales revendications sont, par ordre décroissant, la reconnaissance du peuple corse, l'engagement d'un processus de développement économique, la mise en place d'un système éducatif spécifique et l'officialisation de la langue corse, ainsi que la réforme du cadre institutionnel, avec en particulier la disparition des deux départements. Nous voulons mettre fin à vingt années de violences sur ces bases.

— Si, demain, le gouvernement fait des pas suffisants, le processus de paix effectuera des progrès. Ces prochaines années d'expérimentation culturelle, économique, institutionnelle, seront alors des années de paix, car on ne peut rien faire au milieu des troubles. Si les choses se passent bien, le gouvernement disposera du temps et des moyens nécessaires à la pérennisation du processus de paix.

— Et si vous n'obtenez pas satisfaction ?

— On pourrait craindre des heures noires pour la Corse et des heures difficiles pour la France, dans la mesure où la période de la fin 1995 — une quarantaine d'administrations avaient été touchées par des attentats — a été, à mon avis, la barre minimale sous laquelle le FLNC ne descendra pas. Vu le matériel montré lors de sa dernière conférence de presse [NDLR : dans la nuit du 11 au 12 janvier, en présence de 600 militants cagoulés et armés], le FLNC a les moyens de semer l'insécurité. A cette heure, je pense encore qu'il a les moyens de semer la paix, si le gouvernement le souhaite.

— Dans le cas contraire, il est fort

probable que le FLNC portera ses actions dans l'Hexagone. Il a démontré, dans les périodes fortes de son histoire, qu'il pouvait frapper à Paris, des ministères ou des administrations. L'actuel processus de paix est une chance historique. A une occasion historique ratée peut correspondre une réponse militaire tout aussi importante. Mais ni la Corse ni la France ne devraient avoir besoin de ce genre de démonstration. Nous en avons tous assez, en Corse, de ces années de violences.

— Plus de dix nationalistes ont été assassinés depuis un an et demi. Croyez-vous possible d'entraîner cette spirale ?

— Nous faisons remonter le début de cette guerre à l'assassinat, le 26 décembre 1994, de Jean-François Filippi [le président du Sporting Club de Bastia]. Les assassins de cet élu de la droite libérale [Jean-François Filippi était maire divers droite de Lucciana], favorable au rapprochement avec les nationalistes, ont voulu entraver le processus de négociation alors engagé favorablement avec Charles Pasqua. De manière comparable, notre militant Jules Massa a été assassiné au lendemain des premières négociations officielles entre la Cuncolta et Gilbert Casanova, représentant du Mouvement pour l'autodétermination.

— Depuis décembre 1994, six de nos militants sont morts. Le FLNC a revendiqué les exécutions de trois hommes qui, nous en sommes convaincus après avoir mené nos propres enquêtes, étaient les responsables des commandos qui les ont assassinés. La police et la justice prouveront que nous avons raison.

— Vous n'êtes pourtant pas en manque de critiques envers celles-ci.

— Nous vivons un climat de guerre permanente. Visé une première fois, Jules Massa avait mis en fuite ses assassins. Il en avait parlé à François Santoni [secrétaire national de la Cuncolta pour la Corse-du-Sud], à moi-même, à ses proches. Nous avons été entendus à ce sujet par la police. Samedi soir, Yves Manunta, dont nous sommes sûrs qu'il a été à l'origine de la première tentative d'assassinat, a été mis en examen pour association de malfaiteurs en vue d'une tentative d'assassinat (lire ci-contre). Le juge est indépendant, mais nous regrettons que Manunta ait été laissé en liberté.

« Nous en avons tous assez de ces années de violences »

— Ces dernières semaines, le trouble a été jeté par l'action d'un juge d'instruction d'Ajaccio qui, chargé de trois affaires très différentes — un viol, un trafic d'armes, un trafic de drogue, — a lancé une rafle commune aux trois affaires. Joindre ainsi ces trois dossiers, en visant notamment deux nationalistes, ne relèverait-il pas de l'amalgame ? Nous prend-on pour des imbéciles ? Résultat : nos deux militants ont été mis en examen pour des ports d'armes de poing sans aucun rapport avec le trafic et libérés.

— De son côté, la police judiciaire a multiplié les tentatives pour nous

épingleur pour port d'arme. Dans cette période très difficile et transitoire, il est normal que quelques nationalistes aient besoin d'être protégés. Pour assurer leur propre défense. Il doivent disposer d'armes de poing. Pas de lance-roquettes ! Nous ne sommes pas pour la légalisation des armes. Nous ne pouvons prôner un processus de paix sans que cela nous implique, nous et nos militants, dans un retour au droit. La clandestinité a fait naître des systèmes de prérogatives, de chasses gardées, pour des individus ou groupes d'individus. Certains soldats perdus du nationalisme — pas des militants à nous — qui ont un pied dans la voyoucratie ont sans doute peur d'un retour à la normale. Même s'il faut avoir tous les éléments du puzzle en tête, la justice et la police doivent faire leur boulot. Nous attendons beaucoup de certaines enquêtes judiciaires en cours.

— Êtes-vous favorable au dessaisissement des magistrats de Corse, au profit des magistrats spécialisés dans les dossiers terroristes à Paris ?

— Cela fait vingt ans que nous avons affaire à des juridictions spécialisées. Ce qui était classique semble aujourd'hui étonner. A partir du moment où une action est revendiquée par un mouvement nationaliste, elle doit être traitée par la quatorzième section du parquet de Paris. Les dessaisissements ne sont pas un obstacle au processus de paix, au contraire...

Propos recueillis par Michel Codaccioli et Eric Inciyan

CARNET

DISPARITION

Barney Wilen

Un saxophoniste à la sonorité de velours

LE MUSICIEN et compositeur français Barney Wilen est mort à Paris, samedi 25 mai, des suites d'un cancer, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Né à Nice le 4 mars 1937, de père américain et de mère française, Barney Wilen séjourne aux États-Unis de 1940 à 1946. A son retour en France, il étudie le saxophone alto et se produit très tôt sur la Côte d'Azur, dans un orchestre familial. A seize ans, il monte à Paris et joue au Tabou. Henri Renaud, Bobby Jaspar et le guitariste Jimmy Gourley sont ses premiers compagnons d'armes. Son style l'a choisi : le plus actuel de l'époque, que l'on dit « cool » ou autre, mais délicat, nonchalant et d'une science imprenable. Avant vingt ans, il est l'alter ego des grands musiciens de passage. Ni frontière ni langue, rien ne fait obstacle à sa carrière, qui est simplement sa façon de vivre et de jouer.

Un événement tente de le modifier : sa participation, en 1957, à la légendaire séance de Miles Davis pour *Ascenseur pour l'échafaud*, film de Louis Malle. Avec René Urtreger (piano), Pierre Michelot (basse) et Kenny Clarke (batterie), le groupe improvise directement la musique sur les images en salle de montage. Miles perd un bout de lèvre dans son embouchure et l'on sait la sonorité qui s'ensuit. Le jazz parle alors franco-américain.

Barney se promène comme l'éternel jeune homme que l'on a connu : silhouette d'adolescent, lunettes d'intellectuel, intelligence, drôlerie et finesse aux aguets, il est d'abord sa sonorité, ce velours, et son aisance cultivée qui le fait passer pour désinvolte. A la longue, cette image obsédante d'éternel second de Miles dans *Ascenseur* l'agace. On peut redécouvrir ce soir *Sur l'autoroute* : tout est dit.

Avec Miles, il fait une grande tournée européenne en 1959. A Paris, il se produit avec la fleur de la modernité, Dizzy Gillespie, J. J. Johnson, John Lewis, Bud Po-

well, bien sûr, mais autre chose l'appelle. Quelques traces encore au cinéma (*Les Liaisons dangereuses*, de Vadim, avec Thelma Houston, *Un témoin dans la ville*, de Molinaro), il est un des premiers Européens invités à Newport, puis il disparaît une première fois.

L'art de la disparition que cultivent les musiciens de jazz de cette époque devrait servir de leçon. Le dialogue soutenu de Barney Wilen avec les substances et les expériences limites n'y est pas étranger, mais n'en est pas la raison. C'est aussi un choix, comme d'une retraite esthétique et d'une pause de la pensée.

A la fin des années 60, il ressurgit, brisant son éloignement trop aboulié, pour apparaître comme un des pionniers du free. Il se mêle aux musiciens indiens. Personne ne l'avait fait avant lui. Il signe un disque magique, *Dear Prof Leary* (free, jazz, rock, philosophie), que l'on serait bien inspiré de rééditer. En 1968, hors mode, hors époque, hors tout, il compose une bande-son sidérante sur fond de moteurs pour *Le Destin tragique de Lorenzo Bandini*, pilote de formule 1 mort en course. Et en 1969, il s'en va, s'installe en Afrique, se met à l'écoute, crée ce dont les marchands feront de la guimauve : le métissage en musique. Christophe Colomb n'a pas encore inventé les musiques du monde. Son disque s'appelle *Moshi*. Il est là. Personne ne l'aperçoit.

Silence à nouveau jusqu'aux années 80. Jean-Robert Masson voit juste : « Parté dit-il, par la vague du revival pop, il renoue lui aussi avec ses amours adolescentes, mais ne veut pas se contenter de reproduire un discours ancien. » Puisqu'il est insaisissable, on le prend de biais. Loustal et Paringaux le remettent obliquement en scène, en une belle bande dessinée, *La Note bleue* (1987), sorte d'allégorie très libre de sa vie, qui aboutit à un disque triomphal. Barney a changé de peau, de public, de visée, il n'a pas changé de son. Le

Festival de Paris le reçoit en seigneur la même année. Il retrouve ses compagnons d'antan (Jimmy Gourley), persiste dans sa fidélité au changement, qui le fait se renouveler sans repenti.

Il est l'envers de l'image hétéroclite du renégat. Il est Barney Wilen, « Barney » (titre, en 1959, d'un album avec Kenny Dorham et Duke Jordan), aussi libre de ses mouvements avec des amis d'éternité (Jacques Thollot, Aldo Romano, Alain Jean-Marie, Christian Escudé) qu'avec des inclassables (Mal Waldron, Michel Graillier) ou de nouveaux venus (Laurent de Wilde), sur une scène qu'il aura traversée en dandy faussement détaché. C'est le son, sa façon si légère d'habiller la musique et de dire le mouvement du temps qui restent présents aujourd'hui. Comme si Lester Young, cassé par Rollins, s'était incarné dans une manière qui pourrait à elle seule résumer ce que l'on a appelé, faute de mieux, le jazz.

Francis Marmande

NOMINATION

ASSEMBLÉE NATIONALE
Bernard Seux (PS), élu le 19 mai député de la 9^e circonscription du Pas-de-Calais (*Le Monde* du 21 mai), a fait son entrée à l'Assemblée nationale, où il a rejoint la commission des affaires étrangères.

[Né en mars 1947 à Béthune, Bernard Seux est agent technique supérieur à la Sécurité sociale de Béthune. Il est entré au Parti socialiste en 1971, lors du congrès d'Épigny. Élu conseiller municipal en mars 1977 sur la liste conduite par Jacques Médecin, il sera dès cette date premier adjoint, poste qu'il occupera jusqu'en 8 mars 1996. Depuis l'élection de Claude Lachapelle, le successeur de Jacques Médecin à la mairie, il reste simple conseiller municipal. Elu conseiller général en mars 1985, puis réélu en 1992, il est depuis 1994 vice-président du conseil général chargé des affaires sociales.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Livia
a le grand bonheur d'annoncer la naissance de sa petite sœur

Ariane Sarah,
le 19 mai 1996 à Paris.

Elisabeth et Denis
COHEN-TANNOUDJI,
5 rue Viollet-Le-Duc,
75009 Paris.

Sylvie BRUNEL, Eric BESSON
Alexandra et Guillaume

sont heureux d'annoncer la naissance de

Marianne,
le 20 mai 1996.

La Ferme des Roches,
26290 Donzère.

Décès

— Le Conseil national des universités en sciences de l'éducation (CNU, 70^e section) dont elle était membre depuis 1989, l'Association francophone internationale de recherches en sciences de l'éducation (AFRSE) dont elle était secrétaire générale.

— L'Association des enseignants et chercheurs en sciences de l'éducation (AECSE).

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur collègue, de leur amie

Michèle GENTHON,
professeur à l'université d'Alsace-Provence.

survécu le 23 mai 1996, à l'âge de soixante ans.

— Le président de l'université de Provence, les personnels enseignants, administratifs et techniques.

Le directeur, les enseignants-chercheurs, les enseignants, le personnel administratif et technique du département des sciences de l'éducation,

ont la douleur de faire part du décès de

Michèle GENTHON,
maître de conférences à l'université de Provence.

survécu à Marseille, le 23 mai 1996.

Son rayonnement et sa gentillesse nous manquent.

— Le Centre interdisciplinaire de recherche : apprentissage, didactique, évaluation (CIRADE) de l'université de Provence.

Son directeur, les chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants de 3^e cycle,

ont la douleur de faire part du décès de

Michèle GENTHON,
maître de conférences à l'université de Provence, directeur de recherches doctorales,

survécu à Marseille, le 23 mai 1996.

La solidité de ses recherches a contribué fortement à la fondation des sciences de l'éducation contemporaines.

— Christian Le Marrec,
à la tristesse de faire part du décès de son épouse

Madeline FALSE,
médecienne,

survécu le 13 mai 1996 à Lannion (Côtes-d'Armor).

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Toute personne désire manifestant sa sympathie peut effectuer un don à l'association dont elle était fondatrice : SPA Le chat et la vie, 19 bis rue Grasse, 14000 Caen.

Le Verger,
49, place de la Chapelle, La Clarté, 22700 Perros-Guirec.

— La Baule, Paris, Saint-Nazaire.

M. et M^{me} Maxime Perrault, M. et M^{me} Claude Raoul,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Son petit-enfant, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maximilienne PERRAULT
né ZALESKI,
officier des Palmes académiques,

survécu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 mai 1996, à 11 heures, en l'église d'Élecq, suivie de l'inhumation au cimetière d'Escoubert.

Pas de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, route de la Ville-Halgand, 44300 La Baule.

Condoléances

— L'Association philosophique prend part au deuil de

M. Henri LAMANT,
ancien élève de l'École centrale de Paris,

à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Et adresse ses condoléances et ses meilleurs souvenirs à sa famille.

La Loge maçonnique de Toulouse.

Conférences

— Le Centre de documentation juive contemporaine organise, le jeudi 30 mai à 19 h 30, une conférence-débat sur le thème du *Prélude des œuvres d'art par les nazis*, en présence de M^{me} Françoise Caclin, directrice des Musées de France, M. François Renouard, directeur des archives et de la documentation au ministère des affaires étrangères et M. Hector Feliciano, journaliste et auteur de l'ouvrage *Le Musée du Reich*.

An CDJC, 17, rue Geoffroy-l'Asnien, 75004 Paris.

Tel. : 42-77-44-72. Entrée libre.

Communications diverses

— Le Centre communautaire de Paris RCJ et l'Arche présentent, mercredi 30 mai 1996, à partir de 20 heures, soirées électorales israéliennes à l'hôtel Hilton, 18, rue de Suffren, 75015 Paris. Premières estimations : premiers résultats, tables rondes, débats, avec la participation de journalistes, d'hommes politiques, d'intellectuels et de personnalités communautaires. Réservations : tél. : 49-95-95-92 PAF.

— Maison de l'Ébreux : pour lire en une leçon, comprendre la Bible, la presse et parler israélien en temps-réel. Sages exclusifs du professeur Jacques Bensussan, auteur du dictionnaire. Toutes traductions. Tél. : 47-97-98-22/45-67-39-43 (sauf samedi).

Soutenances de thèse

— M^{me} Zahra Khadra présentera, jeudi 6 juin 1996, à 9 h 30, salle Marcel-Maus, à l'École pratique des hautes études, section des sciences religieuses, 45, rue des Écoles, 75005 Paris, une thèse de doctorat intitulée :

Études coraniques et islamologie dans les traditions attribuées à l'imam Ga'far al-Sadiq.

Cette soutenance est publique.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 28 MAI 1996

SEXUALITÉ si l'usage du préservatif est de plus en plus répandu chez les adolescents - les trois quarts des quinze à dix-huit ans en utilisent lors de leur premier rapport sexuel, -

la consommation de pilules contraceptives stagne. ● UNE CAMPAGNE d'information sur la contraception, à l'initiative de plusieurs organismes et associations, sera organisée du-

rant le mois de juin dans dix villes de France. ● L'AUGMENTATION de l'utilisation chez les adolescents du préservatif comme moyen de prévention du sida et - corollaire - le

moindre recours à la pilule ont des effets pervers : le nombre de grossesses reste stable chez les jeunes filles, qui ont recours plus tôt à l'avortement et sont moins suivies

sur le plan gynécologique. ● DANS LES HAUTS-DE-SEINE, des forums tentent de sensibiliser les adolescents à une approche globale de la prévention sanitaire.

Le recours à la pilule contraceptive stagne chez les adolescentes

En raison de l'utilisation plus fréquente du préservatif comme méthode de prévention contre le sida et du relâchement des efforts d'information sur la contraception, le nombre de grossesses concernant des jeunes filles reste stable tandis que le recours à l'avortement est plus précoce

LA PROGRESSION de l'usage du préservatif par les adolescents aurait-elle des effets pervers ? « *Pilule et capote, les deux c'est top !* » veut en tout cas rappeler une campagne d'information parrainée par le ministère de la santé. Organisée par le Comité français pour l'adolescence (CFA), la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), Aides, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), l'École des parents et des éducateurs, l'un radio et les laboratoires Searle, elle donnera lieu à des colloques de sensibilisation à la contraception. D'ici à la fin juin, dans une dizaine de grandes villes, les adolescents pourront dialoguer avec des gynécologues. Une brochure sur la contraception sera distribuée à 400 000 exemplaires.

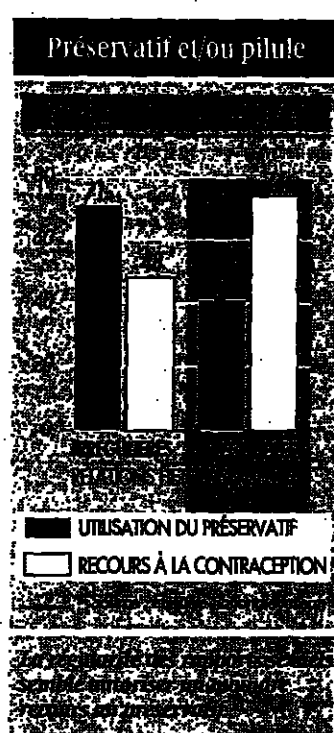
L'usage du préservatif se répand de plus en plus largement chez les jeunes, sous l'effet de campagnes de sensibilisation répétées : en avril 1995, une étude de l'Agence nationale de recherche sur le sida (ANRS) évaluait que les trois quarts des adolescents de 15-18 ans utilisent le préservatif lors de leur premier rapport sexuel.

« Dès qu'ils sont sûrs d'avoir échappé au sida, les adolescents ont un sentiment d'invulnérabilité »

En revanche, la consommation de pilule contraceptive stagne désormais en France, au grand regret des laboratoires pharmaceutiques, l'information aux jeunes étant moins dispensée à son propos. Ce qui commence à poser problème.

« Les adolescentes, qui sont de toute façon obligées d'avoir recours au préservatif pour se protéger du sida, se disent à quoi bon prendre la pilule ? Du coup, les contraceptifs oraux sont passés au second plan », constate le docteur Sauveur Boukris, qui préside le CFA. Dans son enquête sur les 11-19 ans publiée en 1994, Marie Choquet, directrice de la santé et de la recherche médicale (Inserm), estimait ainsi à 20 % les adolescentes ayant des rapports sexuels sans contraception autre que le préservatif et à 10 % ceux qui n'ont recours à aucun mode de contraception.

« Or le seul préservatif masculin, dont les adolescents font fréquemment un usage défectueux et in-



constant, n'est pas d'une efficacité contraceptive suffisante, souligne le docteur David Serfaty, directeur du centre de régulation des naissances de l'hôpital Saint-Louis, à Paris. Au début de leur vie sexuelle, les adolescents le déclinent souvent ou le laissent fuir. Par ailleurs, ils ne

l'utilisent pas de façon très régulière. D'où l'importance de faire passer la notion de double protection, pilule plus préservatif, largement répandue aux Pays-Bas, où le taux de grossesse et d'IVG chez les adolescentes est le plus faible du monde. Selon Marie Choquet, parmi les 56 % de 11-19 ans qui ont recours au préservatif, 27 % l'oublient de temps en temps. « L'utilisation du préservatif ne tient pas très longtemps chez les adolescents », acquiesce Nathalie Marinier, du Mouvement français pour le planning familial. Un jour, ils n'en ont pas sous la main et « craquent » quand même ; un autre jour, les jeux amoureux amènent le garçon à une éjaculation un peu trop rapide... »

Pour le docteur Boukris, le danger vient aussi de ce que, « une fois la relation de confiance instaurée, les jeunes déclinent le préservatif et il faut ensuite six mois avant qu'ils adoptent un contraceptif oral. Dès qu'ils sont sûrs d'avoir échappé au sida, les adolescents ont un sentiment d'invulnérabilité. Ils ne pensent plus à la grossesse, car, depuis quelques années, ils ont totalement focalisé leur sexualité sur le risque du sida ». S'il ne progresse pas, le nombre d'interruptions volontaires de grossesse pratiquées chez des adolescentes est « encore élevé », au yeux du docteur Serfaty. Surtout, l'âge moyen du premier recours à l'avortement chez

les adolescentes a tendance à baisser. « Il se situe aux alentours de quinze ans il y a quelques années, contre treize-quatorze ans aujourd'hui », précise Mary-Belle Obadia, de la MNEF (lire ci-contre).

Autre conséquence fâcheuse du recours plus fréquent au préservatif comme seul contraceptif, le moindre suivi gynécologique des jeunes filles. Plus besoin, désormais, lorsque démarre la vie sexuelle, de passer dans le cabinet d'un gynécologue pour se faire prescrire la pilule. Du coup, les adolescentes échappent au dépistage des maladies sexuellement transmissibles. Or, note le docteur Serfaty, « 31 % des jeunes filles âgées de moins de vingt ans qui viennent à l'hôpital Saint-Louis pour une contraception sont porteuses de

chlamydia [bactérie responsable d'affections urogénitales] ». « Rendre visite au gynécologue permet également d'avoir un interlocuteur pour parler de sexualité, ce qui est souvent difficile en famille, mais aussi de sa santé de manière générale ainsi que d'éventuels problèmes psychologiques », regrette le docteur Boukris.

Chargé de la santé publique auprès du secrétaire d'État à la santé, Hervé Gayraud, Sylvain Picard admet que, depuis quelques années, les campagnes d'information sur la santé destinées aux adolescents se sont peut-être trop limitées à l'évocation des risques du sida. « Aujourd'hui, dit-il, il nous faut rappeler que l'amour ne se résume pas au sida. On pourrait penser qu'en matière de contraception les

efforts sont derrière nous. Mais ce grand combat des années 70 doit être poursuivi. Les campagnes pour enrayer le sida ont déséquilibré les méthodes de contraception qui profitent du préservatif et, chaque année, de nouvelles tranches d'âge sont concernées par la contraception. »

« Depuis 1990, poursuit Mary-Belle Obadia, aucune campagne nationale n'a été organisée sur la contraception orale. Et, comme la médecine scolaire manque de moyens, les adolescentes n'ont guère eu davantage d'informations par ce biais. Même les filles dont les mères appartiennent à la génération qui s'est battue pour la contraception en ont une méconnaissance terrible, car ces dernières pensaient qu'elles y recouraient de façon spontanée, évidente ». Dans un tel contexte, de nouvelles campagnes d'information sur la maîtrise de la fécondité seront donc d'autant plus bienvenues qu'elles permettront d'associer la sexualité à la vie et non plus à la mort, comme c'est le cas chaque fois qu'est évoquée la menace du sida.

Pascal Krémer

* Sur ce thème, on lira avec intérêt *La Pilule et après : deux générations face au contrôle des naissances*, de Sandrine Treiner et Catherine Valabrègue, Stock, 298 pages, 120 F.

« Le préservatif, grand fournisseur d'IVG »

Avec 43 interruptions volontaires de grossesse (IVG) pour mille adolescentes de 15 à 19 ans, la France se situe à un niveau bien inférieur à celui des États-Unis (96 pour mille), équivalent à ceux de la Grande-Bretagne (45 pour mille) et du Canada (44 pour mille), mais dépassant largement celui de la Suède (35 pour mille) ou des Pays-Bas (14 pour mille). « Le préservatif, mal ou irrégulièrement utilisé, est un grand fournisseur d'interruptions volontaires de grossesse. Quelque 27 % des IVG réalisées à l'hôpital Saint-Louis lui sont dues », souligne le docteur David Serfaty, directeur du centre de régulation des naissances dans cet établissement parisien. Il estime par ailleurs que les 6 000 grossesses menées chaque année par des jeunes filles de moins de 18 ans - un chiffre d'une remarquable stabilité - « sont des grossesses à risques pour les adolescentes comme pour les bébés ».

Un forum où, « pour une fois, on nous parle de nous... »

PRESQUE ÉTONNÉ d'être resté jusqu'au bout alors qu'il « pouvait partir avant la fin, c'était même pas fliqué », Hicham, dix-neuf ans, élève en BEP comptabilité, a « appris des choses » : « Pour une fois, ça changeait ». Aurélie, seize ans, acquiesce : « Le sida, on en parle, on en parle, on fait que ça... Là, au moins, c'est bien, on nous parle de nous ». Depuis la fin mars, le département des Hauts-de-Seine propose aux collégiens et élèves des lycées professionnels de prendre part, durant leurs heures de cours, à un forum de prévention-santé qui ne se contente pas d'évoquer la menace du sida, déjà fort présente à l'esprit des adolescents.

Nutrition, hygiène bucco-dentaire, sexualité, contraception, maladies sexuellement transmissibles, toxicomanie, protection maternelle et infantile (avec passage d'un « certificat de baby-sitting ») : les quelque 1 500 élèves qui le fréquentent durant deux jours naviguent librement de « module » en « module ». Chacun leur permet de discuter avec un médecin spécialement formé pour les écouter. Solidaires 92, l'association départementale organisée de ce forum, avait commencé il y a trois ans à faire circuler de ville en ville un « village festif » abordant les thèmes du sida et de la toxicomanie entre deux concours de basket ou de rap.

Cette année, son champ d'action s'est élargi, « car tout est lié dans la prévention », estime Bénédicte Abitbol-de Kerprigent, présidente de l'association. Nous, adultes, cloisonnons notre discours, mais les adolescents parlent du sida puis de leurs dents dans la même phrase. Nous nous sommes aperçus qu'ils sont assez bien avertis des risques de contamination par le virus du sida. En revanche, ils ont un degré d'ignorance inimaginable sur leur propre sexualité, des problèmes de malnutrition et un besoin immense de dialogue sur le thème de la santé, dont personne ne leur parle. Les mères n'ont pas le temps, le médecin de famille n'existe plus, et, à l'école, on travaille.

Alain Dru, éducateur qui sillonne les Hauts-de-Seine à bord de son bus Sida-Parole, plaide lui aussi en faveur d'une « approche globale de la prévention » : « Le sida est tellement lourd à porter qu'il est bien de le replacer parmi d'autres problèmes de santé ». Face à des interlocuteurs dont ils savent qu'ils ne les reverront pas, les jeunes font preuve d'une franchise qui étonnerait les médecins scolaires. Au stand nutrition, un collégien raconte qu'il grignote tout le temps devant la télévision. Des chips, des gâteaux apéritifs, du pop-corn... parce que ça occupe, ça fait bouger. Une jeune fille filiforme avoue qu'elle ne

déjeune pas le matin « parce que, sinon, il faudrait se lever encore plus tôt », mange « un petit truc, n'importe quoi », le midi, puisqu'elle n'est pas inscrite à la cantine, et s'achète « parfois » des cigarettes avec l'argent du repas.

BAUINALISATION DE LA DROGUE

Autre étonnement des praticiens : la consommation croissante de cigarettes par les jeunes filles, qui fument désormais davantage que les garçons. « Les campagnes de prévention étaient jusqu'à présent adressées à eux seuls. Il s'agirait de les féminiser », souligne M^{me} de Kerprigent, qui s'inquiète par ailleurs de ce que ces mêmes jeunes filles prennent de plus en plus facilement des tranquillisants. « Au moindre chagrin d'amour, à la moindre petite déprime, elles prennent du Temesta ou du Lexomil parce que leurs mères font de même, que c'est entré dans leur univers quotidien. »

Catherine, infirmière, qui explique inlassablement le fonctionnement des organes génitaux, entend régulièrement parler de la trompe de Fallope, réminiscence des cours de biologie, mais provoque un silence gêné lorsqu'elle demande simplement à quel sert le vagin ou ce qu'est le cycle menstruel. « Les jeunes filles ne connaissent pas leur corps, remarque-t-elle.

Il y a toujours des mots difficiles à prononcer dans les familles parce qu'ils ont une connotation sexuelle importante. Finalement, les choses n'ont pas tellement évolué... »

Côté préservatif aussi, les évolutions sont lentes. Hervé, médecin généraliste, a l'impression d'avoir dialogué sur son stand avec bien des garçons « qui vivent la capote comme une atteinte à leur virilité ». « Le premier rapport est protégé mais on est encore très loin de l'usage continu du préservatif », confirme Alain Dru, qui s'inquiète encore davantage de la manière dont la drogue se banalise.

« Un polier supplémentaire, dit-il, a été franchi. L'ecstasy progresse terriblement. Avec son apparence de médicament, il a l'air inoffensif, mais il fait entrer dans le monde de la drogue des jeunes qu'on croyait préservés. Quant au haschisch, il est devenu aussi banal que la cigarette ou l'alcool. On fume un joint à douze-treize ans comme jadis une première cigarette, pour marquer son entrée dans l'adolescence. » D'un éclat de rire, Samia, dix-sept ans, qui vient de Villeneuve-la-Garenne, donne raison à l'éducateur. Lui demande-t-il si son se drogue dans son entourage qu'elle répond, presque moqueuse : « Logique ! J'habite pas un beau pavillon dans un quartier de riches ! »

P. Kr.

Alain Carignon, entre l'abus de biens sociaux et la corruption

LYON de notre envoyé spécial Les débats devant la 7^e chambre de la cour d'appel de Lyon se sont achevés, le réquisitoire est attendu pour mardi 28 mai. Mais l'absence de Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des eaux, n'aura pas cessé, vendredi 24 mai, de peser sur l'atmosphère. « J'aurais voulu qu'il puisse confirmer ou infirmer ce que je dis, soupire Alain Carignon, on s'est vus plusieurs fois, jamais je ne lui ai demandé une contrepartie quelconque en échange de la concession de la gestion de l'eau de Grenoble. » En une phrase, l'ancien ministre RPR a résumé le procès qui lui est fait. Citant un extrait du jugement du tribunal correctionnel qui l'a condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis, M. Carignon ajoute : « On dit que c'est l'acte le plus grave pour un élu,

et je suis bien d'accord sur ce point, mais ce contrat est normal. »

Le tribunal en avait décidé autrement en condamnant Jean-Jacques Prompsy, directeur commercial à la Lyonnaise des eaux, à quatre ans d'emprisonnement avec sursis pour corruption active. Or Alain Carignon ne comprend pas cette logique. Il connaît M. Monod depuis longtemps et ses différents mandats l'ont amené à le rencontrer souvent. Aussi, il s'étonne : « Depuis 1976, je n'ai jamais cessé de le voir ; si j'avais décidé d'être un corrompu, je n'aurais pas négocié avec M. Prompsy. » Puis, il évoque le déjeuner du 3 octobre 1987 au conseil général de l'Isère, auquel participait notamment M. Monod, où aurait été scellé, selon l'accusation, le « pacte de corruption » : « Je ne l'aurais pas fait en réunissant sept ou huit personnes autour d'une table. » Dans la même logique, le bâtonnier Guy Danet lance : « Ou l'on croit M. Monod quand il dit que ce contrat de concession est normal, ou on ne le

croit pas et on le met en examen. » L'instruction s'est arrêtée à M. Prompsy, mais le jugement du tribunal a fait bénéficier celui-ci du sursis, en se demandant s'il est « le corrupteur unique » ou « l'exécutant d'une politique de corruption définie à un autre niveau ».

PAS DE TRACES ÉCRITES

L'une des contreparties au contrat de l'eau serait constituée par l'appurement, en août 1989, du passif du groupe Dauphiné News par la Lyonnaise des eaux. Le contrat de l'eau est alors déjà signé, et Alain Carignon s'insurge : « Ainsi, j'aurais vendu mon mandat en 1987 pour que le déficit d'un journal qui n'existait pas encore soit comblé ? C'est absurde ! » De son côté, Jean-Jacques Prompsy explique que, dans le cadre d'une politique de diversification, il avait décidé de s'attacher les services de Frédéric Mongeolles, spécialiste de la gestion des journaux municipaux et PDG du groupe Dauphiné News. Mais l'opération nécessitait d'apurer le passif de l'entreprise,

qui s'élevait à 5 millions de francs. C'est le point faible de la démonstration, mais M. Prompsy estime que cet « investissement » était pleinement justifié puisque la société créée par M. Mongeolles avec la participation de la Lyonnaise est largement bénéficiaire. M. Prompsy assume la responsabilité de la décision, se plaçant ainsi en écran devant la direction de la Lyonnaise.

La cour s'est longuement penchée sur tous les aspects du dossier où la Lyonnaise des eaux est accusée d'avoir joué un rôle. En l'absence de traces écrites établissant formellement la corruption, l'accusation repose sur une foule d'éléments qui seront énumérés dans le réquisitoire. La tâche de la cour consistera à déterminer la qualification qu'ils méritent. Alain Carignon admet que certains sont des abus de biens sociaux résultant des mœurs politiques de l'époque. Pour l'accusation, il s'agit, là aussi, de corruption.

Maurice Peyrot

DÉPÊCHES

■ VIOLENCES : les incidents ayant opposé 200 habitants du quartier Saint-Jean de Châteauneuf (Indre) et les forces de l'ordre se sont terminés, lundi 27 mai vers 2 heures, par sept interpellations, après six heures d'affrontements. Au cours de la nuit de samedi à dimanche, une soixantaine de jeunes avaient commis d'importantes dégradations dans le centre commercial pour venger l'un des leurs, qu'ils croyaient avoir été assassiné. Garib Alt Alla, dix-huit ans, avait en fait été victime d'un accident de la circulation, la veille, à la suite d'un incident survenu à la sortie d'une boîte de nuit.

■ JUSTICE : Maurice Bidermann a interjeté appel, lundi 27 mai, du mandat de dépôt délivré à son encontre, le 25 mai, par le juge d'instruction Eva Joly. L'ancien PDG du groupe textile Bidermann est l'objet de plusieurs mises en examen, relatives aux conditions dans lesquelles ses sociétés avaient été rendues par Elf Aquitaine, alors présidé par Loïc Le Floch-Prigent (Le Monde daté 26-27 mai).

■ GENDARME : trois mineurs soupçonnés d'avoir gravement blessé un gendarme, dimanche 26 mai à Ostwald (Bas-Rhin), en fonceant sur un véhicule qu'il était en train de contrôler, ont été interpellés et placés en garde à vue.

■ HANDICAPS : une association baptisée César vient d'être créée à Neuhwiller (Alsace), à l'initiative de Roland et Nadine Muller, parents d'un enfant gravement polyhandicapé, dans le but de récupérer 450 000 francs récoltés en 1986 auprès de donateurs (Le Monde du 22 février 1994). Les dons, d'un montant global de 700 000 francs, avaient permis à leur fils Jean-Marc d'être opéré avec succès aux États-Unis, mais la reddition des comptes n'a pu, malgré plusieurs procédures, être encore obtenue.

■ FAIT-DIVERS : un incendie s'est déclaré dans la nuit de dimanche à lundi au second étage de Fort Boyard, situé au large de l'île d'Oléron (Charente-Maritime), où sont tournées les séquences du jeu télévisé diffusé sur France 2. Le feu a vraisemblablement été provoqué par un court-circuit d'origine électrique.

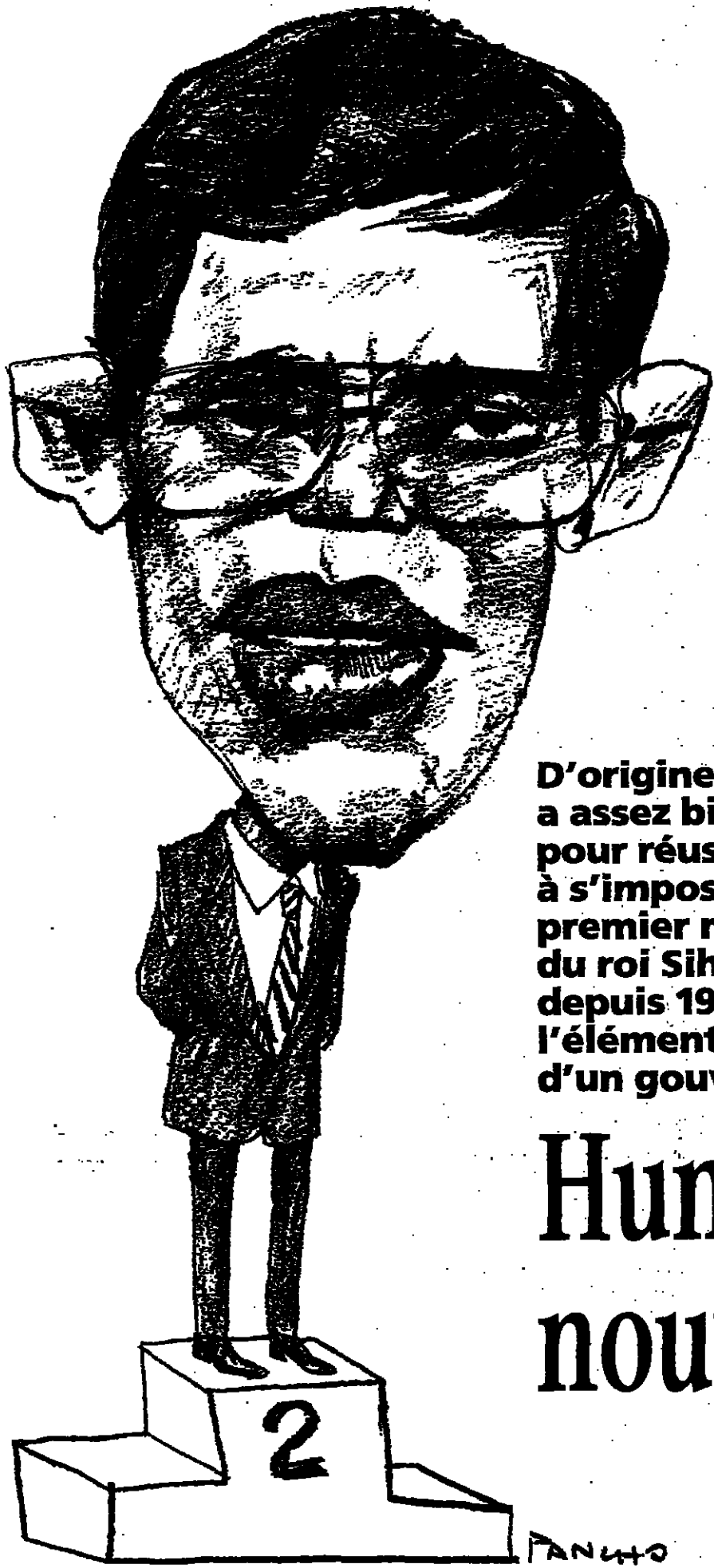
LES deux routes qui conduisent à Oudong, capitale du Cambodge avant l'arrivée des Français au milieu du siècle dernier, ont leur légende. Un habitant de la région aurait exigé leur construction en échange de sa fille, d'une grande beauté. « Je ne la donnerais pas même à un prince, aurait précisé l'homme. Voilà pourquoi vous avez deux routes. Donnez vos voix comme le père a donné sa fille. Votez pour les partis qui travaillent pour vous. » Tel est le conseil appuyé donné par Hun Sen à une foule de trois ou quatre mille personnes rassemblées pour l'écouter autour d'une tribune improvisée, là où se dressait autrefois le Waing-Chah, l'ancien palais royal entouré d'étangs à crocodiles. Il vient d'y poser les premières pierres d'une pagode et de deux bâtiments scolaires. Ils seront baptisés Waing-Chah-Hun Sen.

Deuxième premier ministre du gouvernement royal du Cambodge formé à la suite des élections organisées par l'ONU en 1993, Hun Sen ne chôme pas. En dix-huit mois, il a déjà inauguré 240 écoles, des temples, des cliniques, des ponts, 300 kilomètres de pistes. Aux habitants d'Oudong, qui n'est plus qu'un chef-lieu de district pauvre, situé à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Phnom-Penh et dominé par une colline réservée aux mausolées des anciens rois, il annonce également, provoquant des applaudissements bien évidemment fournis, la construction de quatre autres écoles communales, d'une école de bonzes et de deux retenues d'eau pour irriguer les rizières en saison sèche. « Et moi, je tiens mes promesses, tout en sachant que le proverbe dit que dix fleuves ne remplissent pas un océan. »

Peut-être pour éviter tout malentendu et sûrement par penchant naturel, Hun Sen raconte tout. « Ce n'est pas mon argent mais le leur », dit-il, en montrant du doigt des personnalités, dont un homme d'affaires indonésien, assises derrière lui. Au Cambodge comme ailleurs dans la région, politique et affaires font bon ménage. Ainsi Hun Sen, qui est également le vice-président et le ténor du deuxième parti de la coalition gouvernementale, le Parti du peuple cambodgien (PPC), finance ses propres projets de développement sans faire appel aux fonds de l'Etat. A Kandal, il a déjà réuni, de cette manière, 3 millions de dollars pour financer son projet-pilote de développement rural. La méthode a fait ses preuves, notamment dans la Thaïlande voisine.

Comme le PPC, dont il a été le premier ministre de 1985 à 1993, Hun Sen revient de loin. Le Funcinpec, mouvement royaliste présidé par le prince Norodom Ranariddh, l'un des fils du roi, est arrivé en tête lors des élections de l'ONU, obtenant 58 sièges au sein d'une Assemblée nationale qui en compte 120. Le PPC, qui a longtemps géré le Cambodge sous la protection d'un corps expéditionnaire vietnamien, n'est arrivé qu'en deuxième position, avec 51 députés, les onze derniers sièges revenant au Parti libéral démocratique bouddhiste (PLDB, dix députés) et au Molinaka (un seul). La déception du PPC a été profonde. Mais il tenait l'administration et l'essentiel des forces militaires. Pour éviter l'épreuve de force entre, selon la formule d'un observateur, « les votes et les fusils », un compromis a été négocié : les quatre formations représentées à l'Assemblée formeraient un gouvernement d'« union nationale » transitoire « à deux têtes », ainsi qu'on le qualifie ici. Ranariddh est depuis lors le premier ministre et Hun Sen le second.

MAIS, pour le PPC – et surtout pour Hun Sen –, la pente à remonter s'est avérée très rude. Hun Sen a été l'un des trois dirigeants de l'ancien régime anoblis lorsque Sihanouk est remonté sur son trône en 1993. Il porte depuis le titre de *samdach*, « monseigneur ». Il n'en a pas moins dû surmonter, en juillet 1994, un coup de force fomenté par des membres du PPC. Dans la foulée, les Khmers rouges ont été mis hors-la-loi, le PPC a refait son unité autour de Hun Sen, et le



D'origine modeste, Hun Sen a assez bien manœuvré pour réussir, à 44 ans, à s'imposer. Deuxième premier ministre du roi Sihanouk depuis 1993, il est devenu l'élément incontournable d'un gouvernement en crise

Hun Sen, nouvel homme fort du Cambodge

Funcinpec a commencé à se diviser. Sam Rainsy, qui a jeté les fondements de la réhabilitation économique d'un pays ruiné par vingt ans de guerres, a été limogé du ministère des finances et exclu du Funcinpec, puis de l'Assemblée.

Plus récemment, après avoir démissionné de ses fonctions de ministre des affaires étrangères, le demi-frère du roi, le prince Norodom Sihanouk, a été contraint de s'exiler après la levée de son mandat parlementaire et avant d'être condamné, par contumace, à dix ans de prison. Depuis, il a été remplacé par un partisan de Ranariddh au secrétariat général du Funcinpec.

Entre-temps, Hun Sen a entrepris, à la manière d'un laboureur, un intense travail pour réorganiser et prendre le PPC en main tout en imposant son autorité au sein du gouvernement. La réception, par exemple, qui lui a été réservée à Oudong a demandé deux semaines de préparatifs à ses conseillers et à l'unité d'élite qu'il a créée en 1987 pour veiller sur sa sécurité. La veille de sa venue, le groupe artistique de ce bataillon a offert un spectacle à la population. Hun Sen est lui-même arrivé à bord d'un Ecureuil de l'armée de l'air. Sa suite l'avait précédé à bord d'un autre hélicoptère.

Se situant dans la tradition des bons orateurs de langue khmère, marquée par une forte tendance à entretenir un dialogue avec son auditoire, Hun Sen parle souvent

sans notes, ne sortant que de temps à autre d'une poche une fiche préparée par ses conseillers. Aux ruraux d'Oudong, il a rappelé ses origines. « Fils de paysan pauvre » de la province de Kompong-Cham, il a passé une partie de son enfance comme aide-bonze au Wat Neak Voan, une pagode du quartier de Tuol Kork à Phnom Penh. Né en 1952 – « un an après la fondation du parti », dit-il – il n'avait donc que dix-huit ans en 1970 quand il s'est en-

Un moment menacé par l'anarchie, le pays n'échappera vraisemblablement pas, quoi qu'il advienne, à une phase autoritaire

gagé dans la « résistance », répondant ainsi, dit-il, à l'appel lancé de Pékin par Sihanouk. Le voilà Khmer rouge. Il perd un œil au combat. Lors de la victoire d'avril 1975, il commande un régiment dans l'est frontalier du Vietnam. La suite est mieux connue : pour échapper aux purges de Pol Pot, il se terre dans la forêt en 1977, avant de se réfugier au Vietnam, qui finit par l'accueillir après avoir hésité. En 1978, il figure, à vingt-six ans, sur la liste des dirigeants du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchéa, couverture politique de l'intervention

militaire vietnamienne au Cambodge.

Voilà moins de deux ans, Hun Sen a quitté le centre de Phnom Penh pour s'installer à 15 kilomètres de là, dans une modeste maison de campagne acquise en 1989 et aménagée pour la circonstance. A 200 mètres de sa villa se trouve la base de son unité de sécurité, dotée d'un hélicoptère et du PC, tout neuf, réservé à son état-major. « De là, je peux commander les troupes même sur le front de Pailin », explique-t-il. Des alliés

l'ont aidés à se défendre, à long terme, à l'appel lancé de Pékin par Sihanouk. Le voilà Khmer rouge. Il perd un œil au combat. Lors de la victoire d'avril 1975, il commande un régiment dans l'est frontalier du Vietnam. La suite est mieux connue : pour échapper aux purges de Pol Pot, il se terre dans la forêt en 1977, avant de se réfugier au Vietnam, qui finit par l'accueillir après avoir hésité. En 1978, il figure, à vingt-six ans, sur la liste des dirigeants du Front d'union nationale pour le salut du Kampuchéa, couverture politique de l'intervention

dallées, qui traversent un verger et longent un étang à poissons, lui permettent de gagner son hélicoptère à bord de deux petites voitures électriques pour joueurs de golf. Il se rend en ville, où son cabinet occupe son ancienne villa, à bord d'une Mercedes blindée – cadeau de courtisans – protégée par une importante escorte.

Pour le reste, il a gardé des goûts simples. Travaillant tôt le matin et tard le soir – « Je me couche à 2 heures du matin » –, il marque une longue pose en milieu de journée. La nourriture de l'intéressé pas et il boit rarement. En

revanche, il avoue fumer deux paquets de cigarettes par jour. Il écoute volontiers des chansons populaires khmères et regarde de temps à autre un film. Il réserve ses dimanches matin « à la famille ». Son fils aîné est mort sans avoir quitté la maternité. Le deuxième, fier de la famille, a été admis à l'académie militaire de West Point. Une fille poursuit également des études aux Etats-Unis, tandis que l'autre est à Singapour et que ses deux derniers garçons étudient en France. Lui-même et son épouse n'ont auprès d'eux que la plus jeune, une enfant adoptée.

L'an dernier, il a accédé à la présidence de la commission électorale du PPC, une responsabilité à laquelle il consacre d'autant plus de temps que les prochaines élections générales sont prévues au plus tard dans deux ans. Comme d'autres formations politiques, mais de façon très méthodique, le PPC s'est mis en campagne. Outre ses tournées en province, Hun Sen a déjà présidé dix réunions au cours desquelles 3 156 étudiants ont été admis dans les rangs du parti. Sur les dix mille étudiants du Cambodge, huit mille ont déjà leur carte du PPC. Lors de la dernière séance d'adhésion, le 18 mai,

par les Vietnamiens, il ne véhicule plus d'idéologie et, ouvert à tous ceux qui souhaitent le rejoindre, se donne pour objectif la victoire électorale en 1998.

Hun Sen a assez bien joué une partie très serrée pour se retrouver aujourd'hui dans la position de défenseur des institutions : il est servi par la stricte application de la Constitution monarchique de septembre 1993, qui prévoit que « le roi règne mais ne gouverne pas » et que l'Assemblée ne peut être dissoute qu'en cas de changement, à deux reprises, de gouvernement en l'espace d'un an ou si les deux tiers des députés en émettent le vœu. Or le gouvernement n'a été que légèrement remanié en plus de deux ans, et le PPC calcule que, le cas échéant, une proposition de dissolution de l'Assemblée ne rassemblerait « pas plus de vingt voix » sur cent vingt.

DEPUIS que le prince Ranariddh a menacé, en mars, de se retirer du gouvernement – une hypothèse sur laquelle il est revenu depuis –, le message de Hun Sen est clair : son propre poids politique est suffisant pour que la coalition actuelle continue de gouverner « pendant dix ou quinze ans », « avec ou sans le prince Ranariddh ». Le PPC parle d'une tendance dominante au sein du Funcinpec, qualifiée de « neutre » et favorable au statu quo. La crise ouverte en mars a beau paraître profonde et durable, le deuxième premier ministre donne également l'impression de souhaiter que Ranariddh reste en place. Dans la même veine, il doit se féliciter que le roi Norodom Sihanouk revienne, en principe dès mercredi, au Cambodge après six semaines d'absence.

La politique, au Cambodge, conserve un fond de dureté que la guerre et les massacres des années 70 n'ont sûrement pas contribué à effacer. Les ames, que l'ONU n'a jamais confisquées – ce qui était pourtant sa mission essentielle –, traînent dans toutes les poches. Renaissance à l'époque de l'ONU, la presse, peu professionnelle et très vite partisane, a traité dans la boue les dirigeants du régime, les milieux d'affaires et les chefs militaires. La corruption s'étale prati-

quement partout et les renversements d'alliance sont fonction d'intérêts bien précis. Les gens continuent de régler eux-mêmes leurs comptes, et des lycéens figurent aujourd'hui parmi les auteurs de vols à main armée à Phnom-Penh.

C'est dans cet environnement que Hun Sen a dû tracer son chemin. Premier ministre à trente-trois ans, il a appris à gouverner sur le tas. La négociation de l'accord de paix signé à Paris en 1991 a été une dure épreuve pour un homme placé sur une corde raide : comment concilier les exigences du bureau politique du PPC, qu'il était alors loin de contrôler et qui réclamait un minimum de concessions, et celle d'une société internationale qui traitait par le mépris le régime de Phnom Penh ? Depuis, il a été contraint de surmonter trop d'obstacles supplémentaires pour définir sa vision de l'avenir d'un pays dont la reconstruction ne s'annonce que bien lentement. Il est vrai qu'il n'est pas en position de le faire en tant que numéro deux du gouvernement et que la crise gouvernementale constitue une priorité.

Un moment menacé par l'anarchie, le Cambodge n'échappera vraisemblablement pas, quoi qu'il advienne, à une phase de gouvernement autoritaire. Mais il reste sans doute encore à lui donner un sens.

Jean-Claude Pomonti
Dessin : Pancho

Andrzej Szczypiorski, écrivain

La Pologne « s'est révélée beaucoup plus laïque qu'on ne le croyait »

Figure de proue de l'intelligentsia démocrate de Varsovie, Andrzej Szczypiorski analyse l'évolution politique et sociale de son pays et plaide pour son entrée dans l'Union européenne

« La Pologne se développe rapidement, se modernise. Et pourtant, on entend une multitude de réflexions amères: le pays aurait cessé de se réformer, aurait perdu son élan, ses idéaux. Vous-même avez écrit récemment, à propos des cent premiers jours de la présidence d'Alexandre Kwasniewski: « Cent jours sans Waterloo, et pourtant une défaite ». Qu'est-ce qui se passe ?

La réponse est à la fois très simple et très compliquée. En 1989 a commencé ici une révolution. La date du 4 juin 1989, les premières élections démocratiques, perdues par les communistes, c'est une date symbolique, comme le 14 juillet 1789. Cette révolution a abouti très rapidement à la chute du mur de Berlin, à la réunification de l'Allemagne et à la fin du système communiste.

Cependant, la manière de penser des gens n'a pas changé si vite, et en ce sens la révolution continue. Pas seulement à l'Est d'ailleurs: à l'Ouest aussi, les structures du monde ancien ne fonctionnent plus. Avec la disparition de la menace soviétique, l'Occident a poussé un immense soupir de soulagement, cessé de se faire du souci. Mais, par là même, la discipline interne qui tenait ces sociétés s'est distendue.

En Pologne, on a réalisé d'immenses changements de fond, grâce aux gouvernements issus de Solidarité. Mais cette transformation a coûté très cher, en termes matériels d'abord, pour les classes défavorisées. Mais elle a aussi provoqué une surcharge psychologique que l'Occident, naturellement, ne comprend pas bien. A l'Ouest, le chômage est depuis longtemps plus ou moins normal. En Pologne, il n'existait pas. Et puis, il y a l'armée des ouvriers de la grande industrie, qui ont encore du travail, mais ont perdu leur rang, leur position d'aristocratie ouvrière. Tout le mouvement de Solidarité, à ses origines, est un mouvement ouvrier destiné à imposer au pouvoir un véritable socialisme. Il n'était pas question de capitalisme, dont les ouvriers n'avaient d'ailleurs aucune idée.

Ce que vous dites est également vrai pour des gens comme Jack Kuron ou Bronisław Gerecht, ou alors faut-il croire que ces intellectuels ont trompé les ouvriers qu'ils « conseillaient » ?

Mais non. Eux non plus n'avaient absolument pas en tête le capitalisme. Il n'était question que d'agir dans le cadre d'une souveraineté limitée, aux confins de l'empire soviétique. Et c'était encore vrai en 1989. Jaruzelski a été élu président de la République en juillet, par un vote du Parlement, à une voix de majorité. Solidarité ayant discrètement fait en sorte qu'il passe, j'avais juste été élu sénateur. J'ai voté contre, mais j'avais peur d'être contraint de voter pour. Ceux dont les noms commencent par les dernières lettres de l'alphabet ont dû voter pour Jaruzelski, pour éviter qu'il ne soit battu. On avait peur que tous nos acquis, obtenus pendant les négociations de la



« table ronde », soient remis en cause.

Ne fut-ce pas une erreur ?

Non. Selon l'expression d'un élu de Solidarité, on entendait « le grondement des tanks dans la rue ». On sentait peser sur nous une responsabilité énorme.

Cette prudence de l'époque, que beaucoup vous reprochent aujourd'hui, en particulier à droite, était donc justifiée ?

Oui. D'ailleurs, à ma grande surprise, Jaruzelski s'est comporté à l'époque de manière remarquablement loyale, et il n'a pas gêné Tadeusz Mazowiecki (le premier chef de gouvernement issu de Solidarité). Mais les communistes

Je crois que oui. A partir de ce moment, il s'est comporté comme une sorte de garant, face aux Soviétiques et aussi à l'appareil du parti polonais. Et puis sans cette politique du « gros trait » — une formule de Tadeusz Mazowiecki, selon laquelle on tirait un trait sur le passé de ceux qui acceptaient désormais de jouer le jeu de la démocratie — sans cette politique aujourd'hui si décrite par une partie de l'opposition parce qu'elle a permis aux ex-communistes de refaire surface, il aurait été impossible de prendre le pouvoir. Il y aurait eu une mer de sang. On ne pouvait pas faire autrement.

Ceux qui, comme Olszewski

« Nous sommes devenus un pays souverain en nous comportant de manière remarquablement raisonnable. Un exploit »

contrôlaient toujours le ministère de l'intérieur, la défense. Je ne supporte pas d'entendre les imbécillités de ces gens de vingt ans qui ne connaissent rien à cette époque, et nous disent aujourd'hui qu'il fallait faire autrement.

Comment expliquez-vous ce comportement de Jaruzelski ? On a pu avoir l'impression, tout au long des années 80, que le ressort de son attitude, de sa décision d'imposer l'état de guerre, c'était une peur profonde des Russes, acquis sans doute pendant la période où sa famille avait été déportée en URSS. A-t-il soudain cessé d'avoir peur ?

(ancien premier ministre, dirigeant d'une formation de droite radicale), parlait à propos de la Pologne d'aujourd'hui de « Pologne populaire bis », ceux-là me mettent hors de moi. Nous sommes devenus un pays souverain, et les Polonais se sont comportés de manière remarquablement raisonnable. Ce fut un exploit.

Et pourquoi, alors, ce sentiment d'angoisse ?

Quelle chose, en effet, s'est brisée en Pologne, mais nullement à cause d'une prétendue erreur commise en 1989. C'est plutôt la déception des ouvriers, des paysans aussi, qui représentent une

part très importante de la société. Nous qui nous vantions, à l'époque communiste, d'avoir conservé une importante agriculture privée, faite de toutes petites exploitations individuelles, nous en souffrons aujourd'hui. Désormais, le Parti paysan, allié des postcommunistes au sein de la coalition au pouvoir, est le plus conservateur, le plus à droite.

Et puis, au-dessus, il y a les « élites » politiques, qui appartiennent à deux catégories. Les élites de l'ancien Parti communiste, qui, à l'époque, avaient tout de même appris quelque chose dans l'art de gouverner. Et les gens de Solidarité, qui pour la première fois ont goûté au pouvoir sans trop savoir comment cela se mangeait. Malheureusement, nous n'avons qu'un tout petit nombre d'hommes politiques de haut niveau.

C'est la raison majeure de l'impasse actuelle de l'opposition ?

Il y a aussi d'incroyables conflits internes. Et puis il y a l'attitude à l'égard de l'Eglise. Une partie du clergé, consciente de ses mérites — considérables — dans le renversement du régime communiste, a voulu ensuite prendre une part importante au pouvoir. Mais la société polonaise s'est révélée beaucoup plus laïque qu'on ne le croyait. Elle se regroupait autour de l'Eglise tant que l'Eglise symbolisait l'opposition au régime. Aujourd'hui, son rôle politique est tout à fait marginal. Les gens vont à la messe, mais de là à écouter ce que dit le curé en chaire... Et la partie la plus bruyante du clergé a même suscité une allergie à tout ce qui paraît lié à l'Eglise. En un sens, voter contre Waleśa, en novembre dernier, c'était voter contre l'Eglise, parce qu'il porte la Sainte Vierge au revers de son veston.

Lui-même pourtant était conscient du tort que pouvait lui causer une association trop voyante avec l'Eglise ?

Oui, mais c'était trop tard. Et en plus, l'Eglise l'a trahi, en soutenant longtemps un de ses adversaires de droite. Son échec est aussi dû à la lassitude des gens face aux constantes disputes au sein de l'opposition. Et au développement d'une hostilité à la personne de Waleśa, ancien dirigeant bien-aimé de la Pologne des ouvriers et des paysans, mais devenu insupportable aux yeux de ces mêmes gens qui estiment que le président doit être un homme « respectable », pas un ouvrier comme eux.

Kwasniewski a gagné en jouant sur son look moderne et respecté, mais aussi en apparaissant, auprès des petites gens, comme un homme issu de l'ancien système, et qui donc freinerait les réformes nécessaires. En fait, il a joué et ga-

gné sur deux tableaux à la fois. Mais, malheureusement, il n'est qu'un efficace technicien de la politique. Il n'a pas le courage politique de dire des choses impopulaires, cette force que Waleśa avait, incontestablement.

Kwasniewski semble au moins avoir efficacement géré la crise suscitée par l'affaire Oleksy, les accusations d'espionnage lancées contre l'ancien premier ministre, auxquelles le parquet militaire a décidé de ne pas donner suite.

Cette affaire n'est pas terminée. Le problème posé par le comportement d'Oleksy, qui a bu et chassé pendant dix ans avec un agent soviétique, n'est pas réglé, et si Oleksy et ses amis ne le comprennent pas, c'est qu'ils n'ont rien compris à rien.

Certains observateurs polonais décrivent l'actuelle situation du pays en parlant de « maladie », de pathologie typiquement polonaise, de comportements autodestructeurs, en particulier au sein de l'opposition.

Ce n'est pas vrai. La Pologne n'est pas condamnée à un quelconque sort funeste. Et rien de ce qui se passe aujourd'hui n'est si tragique. On a seulement un président pas très satisfaisant, et un premier ministre plutôt meilleur

« Si nous ne sommes pas intégrés à l'Union européenne, dans trente ans il y aura un gouverneur russe à Varsovie »

que les deux précédents. Bien sûr, le pouvoir s'efforce de reprendre le contrôle des médias, de la télévision, mais ce n'est pas la fin du monde, et les journalistes ne se laisseront pas dicter leur attitude.

On peut reprocher à l'actuelle coalition de freiner les réformes. Et peut-être, à cause d'elle, ratera-t-on le premier train vers l'adhésion à l'Europe et à l'OTAN. Mais pas la deuxième. Il n'y aura pas d'OTAN sans la Pologne, et pas non plus d'Union européenne sans la Pologne. Le temps perdu nous coûtera cher, mais il est faux de dire que les « cinq minutes » dont disposait la Pologne à l'échelle historique sont passées. Nous représentons un marché énorme, un potentiel considérable.

Fortement, l'Allemagne, qui passait pour votre plus énergique soutien dans votre marche vers l'Europe, semble avoir per-

du un peu de son enthousiasme.

Oui, un peu. Mais elle reste le moteur de cette intégration. Si on devait compter sur les Français... Cette baisse d'enthousiasme est cependant réelle. Le chancelier Kohl m'a assuré qu'il ne s'agissait pas d'un quelconque refroidissement des sentiments à l'égard de la Pologne, mais la conséquence des très grands problèmes suscités par l'absorption de l'Allemagne de l'Est. Tout dans cette ancienne RDA est pour, plus pour qu'ici. La pénétration de la société par les services secrets était dix fois pire qu'en Pologne.

Cette intégration, si difficile pour une ex-RDA soutenue à bout de bras par la riche Allemagne, ne sera-t-elle pas encore beaucoup plus ardue pour le reste de l'ancien camp socialiste ?

Le problème n'est pas le même. Eux doivent rapidement unifier le pays, l'équilibrer. C'est tout autre chose d'intégrer la Pologne à l'Union européenne: il ne

Bibliographie

Plusieurs livres d'Andrzej Szczypiorski ont été traduits en français: *Une messe pour la ville d'Arras*, roman traduit du polonais par François Rosset, auteur également d'une postface (éd. L'Age d'homme, 1987; UGE 10/18, 1992); *La Joie Madame Seidenman*, roman traduit par Gérard Conio (éd. de Fallois/L'Age d'homme, 1988); le Livre de poche-Biblio, avec une préface de Linda LA (1991); *Nuit, jour et nuit*, roman traduit par Katarzyna Skansberg (éd. Liana Levi, 1994); *Autoportrait avec femme*, roman traduit par Katarzyna Skansberg (éd. Liana Levi, 1995); *Whisky américain*, nouvelles traduites par Isabelle Hausser-Duclos (éd. Liana Levi, 1995).

s'agit pas de donner aux Polonais le niveau de vie des Français. Les Portugais, non plus, ne l'ont pas.

Donc, pas de danger du côté allemand ?

Je ne dirais pas ça. La meilleure garantie contre le risque, c'est l'intégration. Dans une Europe intégrée, l'Allemagne est européenne. Dans une Europe non intégrée, la domination allemande devient une menace. Pas seulement pour la Pologne, mais aussi pour la Hollande et pour la France. Il y a, notamment en Allemagne de l'Est, des tendances dangereuses, antipolonoises, antisémites aussi. Pour l'instant, la démocratie allemande s'est avérée une remarquable réussite, mais elle n'a pas subi l'épreuve de vérité.

Même si l'Europe unie intègre la Pologne, vous vous retrouverez en « deuxième classe », ou en troisième.

Mais c'est aussi vrai pour le Portugal. Et nous, nous avons 40 millions d'habitants. C'est précisément ce que m'a dit Kohl: « Les gens ne comprennent pas que Varsovie et Prague sont plus importantes que Copenhague, par leur situation géographique. » Juste après le Bug, cette petite rivière étroite, commence l'empire. Et si nous ne sommes pas intégrés, dans trente ans il y aura un gouverneur russe à Varsovie.

Les Allemands ont besoin d'un tampon entre eux et l'empire; il est d'une importance colossale pour eux que la Pologne soit un pays souverain. Ils ont peur de la Russie, et en connaissance de cause. Pendant quarante ans, leur capitale a été une ville de garnison soviétique. La France n'a pas cette crainte.

Quant aux Américains, ils regrettent un peu le partenariat avec qui ils réglaient tranquillement les affaires du monde, et ils font tout pour renforcer la Russie. Si l'empire se reconstruit, ce ne sera pas sous l'effet de ses propres efforts, mais à cause de l'insupportable bêtise de l'Occident.

L'optimisme que vous revendiquez tout à l'heure est tout de même bien assumé.

Peut-être. Mais en même temps je crois que les Russes, eux aussi, finiront par changer.

Propos recueillis par Jan Krauze

Une voix forte dans le monde intellectuel polonais

ÉCRIVAIN RECONNU, tant en Pologne qu'à l'étranger, Andrzej Szczypiorski, à soixante-deux ans, campe depuis des décennies au cœur de la vie intellectuelle polonaise. Emprisonné à Sachsenhausen par les Allemands pendant la guerre, il fut interné en décembre 1981, à l'époque de la mise hors la loi de Solidarité par le général Jaruzelski. Il fut élu sénateur en 1989 sur la liste parrainée par Lech Waleśa, au cours des premières élections libres qu'ait connues la Pologne depuis la guerre.

Esprit caustique, il écrit d'une plume acérée, parle d'une voix forte et sans mâcher ses mots, au milieu de ses cinq chiens et six chats, dans sa maison en pleine campagne. Il dit et fait tout le mal qu'il pense de l'actuelle équipe au pouvoir tout le mal qu'il pense de l'actuelle équipe au pouvoir. Formée dans les années 70 et 80, à une époque où le Parti communiste n'était rien d'autre qu'un « syndicat professionnel des fonctionnaires du pouvoir », il n'est pas tendre avec l'actuel président, Alexandre Kwasniewski, un homme sans aucune conviction apparente, qui dit des choses « lisses et aérodynamiques », selon l'expression utilisée dans un texte récemment publié par le quotidien *Gazeta*.

Tout naturellement, il regrette l'époque, pas si lointaine, où la Pologne était habitée de personnages plus romantiques, qui mettaient leur pays et leurs idées au-dessus de leur propre personne. Mais qu'on ne compte pas sur lui pour se joindre au chœur bruyant de ceux qui croient qu'une purge anti-communiste, appliquée en temps utile, juste après l'arrivée au pouvoir de Solidarité, aurait évité à la Pologne ses difficultés actuelles. Distribuait ses coups à droite et à gauche, il est sans grande illusion sur l'avenir de l'Union de la liberté, le parti « centriste » qui abrite ses amis intellectuels libéraux rescapés de l'époque de Solidarité, et auxquels il suggère de renoncer à la politique, à présent qu'ils ont fait leur temps.



ANDRZEJ SZCZYPORSKI

Germanophone, connu et apprécié en Allemagne, où ses livres sont des succès de librairie, il place la réconciliation polono-allemande au centre de ses préoccupations. Mais sans angélisme ni optimisme béat, conscient qu'un vent mauvais pourrait recommencer à souffler si, par malheur, l'Europe ne réussissait pas son intégration.

J. K.

Pilotes, encore un effort...

par Gabriel Weishaupt

LE MONDE a bien eu raison de publier (18 mai) la tribune du représentant des pilotes au conseil d'administration d'Air France Europe (ex-Air Inter). Cela permet en effet de mesurer le chemin que les personnels, et plus particulièrement les pilotes, doivent encore parcourir pour saisir leur environnement nouveau: celui de la concurrence.

Que disait ce pilote? Qu'Air France Europe a tout faux en matière stratégique, ce qui explique sa déconfiture. Il y aurait un moyen tout simple de répondre efficacement au nouveau contexte: augmenter la taille moyenne des avions en utilisant des gros porteurs, ce qui permet de répartir les frais fixes d'un vol (coût des équipages, des opérations à l'escale, des redevances d'aéroport...) sur un plus grand nombre de sièges ou de passagers. Ainsi peut-on réduire mécaniquement le coût au siège sans avoir à prendre aucune mesure de restructuration - par exemple, la modification des conditions de rémunération des pilotes.

Le seul inconvénient d'une telle stratégie, c'est qu'elle n'est pas jouable en régime de concurrence. L'entrée de nouveaux concurrents diminue la part de marché captée par l'opérateur qui était jusqu'alors unique ou dominant.

La seule parade est alors d'augmenter la fréquence, c'est-à-dire le nombre de vols par destination. Du même coup, il devient impossible d'obtenir des économies d'échelle par l'allongement des séries (dans l'industrie) ou, en l'occurrence, par la mise en ligne d'avions gros porteurs. Bref, par l'effet volume.

Exemple: admettons qu'un avion de 100 places coûte 7 francs au siège alors qu'un avion de 300 places coûte 5 francs au siège, soit un coût unitaire inférieur de 28 %. Le coût total du premier est de

700 francs, celui du second de 1 500 francs.

Si le marché total est de 180 passagers, à 10 francs la place, l'opérateur en monopole qui a 100 % de parts de marché a intérêt à mettre en ligne un gros porteur: cela lui rapportera 300 francs de bénéfice (1 800 francs de recette - 1 500 francs de dépense).

Si, par suite de l'arrivée de concurrents, sa part de marché est ramenée à 50 % du trafic total (90 passagers), l'avion de 100 places lui rapportera 200 francs de profit (900 francs de recette - 700 francs de dépense), l'avion de 300 places lui occasionnera une perte de 600 francs (900 francs de recette - 1 500 francs de dépense).

Avec, en moyenne, un salaire mensuel de 80 000 francs et 45 heures de vol par mois, les pilotes d'Air France Europe ont un coût à l'heure de vol de plus 100 % par rapport à celui de leurs collègues de Lufthansa en court-courrier

La dérégulation en Europe aujourd'hui, comme aux Etats-Unis hier, entraîne, au moins dans un premier temps, une baisse de la taille moyenne des avions sur le court-courrier, sous l'effet conjugué de pertes de parts de marché et de l'augmentation des fréquences. Cette baisse engendre une augmentation mécanique du coût d'exploitation au siège. Or, dans le même temps, la concurrence induit également une baisse des tarifs, donc de la recette au siège.

Si elles ne réagissent pas à cet effet de ciseaux - hausse du coût et baisse de la recette au siège - les compagnies sont condamnées. On peut s'en plaindre quand on est pilote et qu'on est menacé de voir ses conditions de

travail corrigées à la baisse. On peut s'en réjouir quand on est consommateur et bénéficiaire au premier chef de l'amélioration des horaires et de la qualité ainsi que de la baisse des tarifs sous l'effet de la concurrence.

Mais, en tout état de cause, on ne peut y échapper. La concurrence est synonyme, pour l'opérateur qui était auparavant en situation de monopole, de baisse et des parts situation de marché et des tarifs, donc d'impératif catégorique de réduction des coûts. La libéralisation entraîne nécessairement la restructuration.

Dans les coûts, le poste « pilote » n'est pas négligeable. Il ne représente certes que 10 % en moyenne des coûts d'exploita-

tion d'une compagnie et 20 % de la masse salariale: en réglant cela, on ne règle pas tout. Mais, si on ne réduit pas ce poste, la compagnie a peu de chances de s'en sortir.

Dans quelle proportion peut-on les réduire? Air France Europe a la chance, dans son malheur, d'avoir été précédée sur le chemin de la restructuration par la plupart des grandes compagnies américaines et européennes. On sait donc ce qu'elles ont pu faire, en accord avec leurs pilotes, et sans compromettre ni la sécurité des vols ni l'équilibre social de l'entreprise.

Avec des salaires mensuels en moyenne de 80 000 francs, et avec 45 heures de vol en moyenne par mois, les pilotes

d'Air France Europe ont un coût à l'heure de vol qui est de plus 100 % par rapport à celui de leurs collègues de Lufthansa en court-courrier: si un pilote allemand coûte 1 000 francs à l'heure de vol, un pilote d'Air France Europe coûte 2 000 francs. Encore les coûts des pilotes allemands sont-ils plus élevés que ceux des compagnies à bas coûts qui vont apparaître sur le marché européen dans les années 90, comme Southwest est apparue sur le marché américain dans les années 80.

On peut donc dire que le coût des équipages techniques d'Air France Europe doit être divisé par deux à travers l'augmentation du nombre d'heures de vol par tête et la baisse des rémunérations. Cela n'est pas agréable pour les pilotes. Tout le monde peut le comprendre. Mais, d'une part, même si l'on divisait par deux leurs émoluments, ils continueraient d'être dans les 10 % de Français les mieux rémunérés et, d'autre part, ils ont bénéficié pendant de nombreuses années d'une rente de monopole qui s'apparente à un impôt forcé sur les consommateurs et qui, en bonne logique, n'aurait pas dû exister. Pour le salaire moyen d'une carrière complète, s'agissant des pilotes actuellement dans l'entreprise, le sacrifice à venir est donc tempéré par les « surémoluments » du passé.

Si les pilotes d'Air France Europe ne comprennent pas cet environnement nouveau et ses conséquences, il est à craindre qu'ils ne puissent plus dissuader des stratégies économiques dans le transport aérien qu'à l'occasion de séminaires de reconversion pour navigants techniques au chômage.

Gabriel Weishaupt est inspecteur général honoraire de l'aviation civile et ancien directeur du diplôme d'études supérieures spécialisées de transport aérien.

Pour assumer l'Histoire: la loi

par Charles Korman

FAUT-IL donc se contenter de clamer comme tous les beaux esprits qu'il convient d'abroger la loi de 1990 sur les fausses dates de l'Histoire, la loi baptisée du nom de son auteur, M. Gayssot?

Peut-on se contenter de stigmatiser « la loi liberticide » et renvoyer aux seules vertus de la science historique le soin de combattre les menteurs? Comme en affectant de croire qu'il ne s'agit ici que de combattre l'obscurantisme, que les menteurs n'ont d'autres fins que leurs mensonges? L'enjeu n'est-il donc que celui de la science bafouée?

Au fond de cette affaire de trafic d'Histoire est-ce d'abord - une insupportable souffrance. Une souffrance qui, en effet, dépasse les limites du supportable, parce que doublée, à l'endroit des victimes, d'affront, d'outrage, d'injure en ce que, explicitement ou implicitement, elles se voient soupçonnées, interpellées et traitées au mieux de fabulantes et au pis de menteuses ou d'escrocs.

On ne peut détourner son regard de la souffrance de ceux qui portent dans la chair et l'esprit, au profond de leur mémoire, cette Histoire-là. Ce silece d'épouvante n'a-t-il pas justement, à présent, pour destin premier d'assumer tout entier la souffrance et l'outrage?

Certains hommes politiques l'ont fait, de Willy Brandt à Jacques Chirac. Leurs gestes, leurs paroles, avaient précisément cette fonction éminente de signifier publiquement que l'épouvante est assumée. Pour préserver l'avenir.

N'en déplaise aux beaux et forts esprits, face à cette ignominie-là, cette nécessité d'assomption par la société ne peut passer que par ce qu'elle exprime au mieux dans une société démocratique: la loi. Parce que la loi, avant même d'être sanction, est d'abord une manière d'assumer un problème de la société et une pédagogie. Uniquement par la vertu de son existence.

L'évidence est qu'aucun historien, aussi prestigieux et aussi éminent soit-il, ne peut remplir

cette fonction qui se place au-delà du savoir. Il importait donc de légiférer. Absolument.

C'est ensuite une autre question - technique et philosophique - de savoir et de déterminer le contenu approprié de cette loi. De trouver l'instrument juridique qui assure l'équilibre entre la liberté d'expression et les nécessités de la protection d'autrui et de la société. De savoir caractériser « l'abus » qui, conformément aux grands principes de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, autorise qu'une limite soit apportée par la loi (c'est une exigence de la convention) à cette liberté, à l'instar de toutes les autres.

La réponse n'est pas facile. Pour l'approcher, on peut utilement chercher l'inspiration dans les motifs des premières condamnations des tribunaux français et, à l'aide de leurs analyses fort pertinentes, trouver que la solution technique existe. Dans la Convention internationale pour l'élimination du racisme, ratifiée par la France et qui prescrit aux Etats signataires d'instaurer, notamment, pour réprimer le racisme sous ses formes diverses, un délit condamnant « toute propagande (...) d'idées ou de théories fondées sur la supériorité d'une race (...) ou qui prétendent justifier ou encourager toute forme de haine et de discrimination raciales » (article 4).

La propagande en faveur du racisme, qui s'exprime notamment par les tentatives des faussaires de l'Histoire, n'est-elle pas aussi condamnable que la propagande en faveur du suicide, du tabac ou de l'alcool?

On peut donc légiférer. Et si l'on doit admettre que la définition, qu'avec un peu trop de hâte le législateur de 1990 a adoptée, n'est certes pas la meilleure, ni la plus appropriée, alors changeons-la. Changeons-la sans la condamner avec tant de dédain. Mais faisons-le sans tarder afin d'éviter un pourrissement préjudiciable à notre société.

Charles Korman est avocat au barreau de Paris.

De la monnaie unique à l'Europe de la croissance

Suite de la première page

Légitimée par la pensée libérale, la concurrence généralisée exerce aujourd'hui une pression sans précédent sur les entreprises: faute d'expansion, pour rester compétitif, il faut sans cesse augmenter la productivité, laquelle s'obtient au prix de la réduction du nombre des hommes au travail.

Cette logique suppose implicitement que l'homme est désormais devenu un frein à la production. Fusions, absorptions, délocalisations: les grandes entreprises américaines se vantent de leurs « dégraissages » d'effectifs autant que de leurs exploits boursiers.

Dans le même temps, les piliers de la société civile commencent d'être ébranlés. Dans tous les pays de l'OCDE, les inégalités sociales s'aggravent: de 10 % à 20 % de la population aisée voient leur revenu augmenter sensiblement, alors que celui de 40 % de la population pauvre décline. Tandis que 15 % de la population de l'OCDE vivent en dessous du seuil de pauvreté, 20 % vivent à peine au-dessus de ce seuil. Certes, on s'emploie depuis vingt ans et de toutes parts à imaginer des solutions pour réduire le chômage et l'exclusion, mais sans succès vraiment significatifs. De-ci, de-là, quelques améliorations, mais rien qui soit comparable à ce que provoquerait une croissance durable et forte.

Comme les perspectives de croissance demeurent désespérément timorées (de 1 % à 2 % au maximum par an, pour l'ensemble des pays de l'Union), certains se sont déjà résignés: ils estiment que seule la gestion de la crise est à l'ordre du jour et appellent à la réduction du temps de travail. Il s'agit là d'une philosophie du déclin et de l'abandon. Si la diminution du temps de travail constitue effectivement une

conséquence historique heureuse du progrès économique, elle ne représentera jamais, hélas, un moteur ou un stimulant.

Nous ne sommes encore cependant que dans l'antichambre d'une mondialisation qui produit simultanément richesse et pauvreté. Une grande espérance continue néanmoins d'habiter les esprits européens à la recherche de la croissance perdue: celle de développer leur économie vers des marchés pauvres, où le capitalisme s'alimenterait, de nouveaux réservoirs de croissance.

Avec les pays très pauvres, comme ceux d'Afrique, les échanges risquent fort de rester marginaux pendant longtemps encore. Avec les autres pays en développement, le jeu commercial s'effectue à somme nulle ou presque. Avec les nouveaux pays où l'industrialisation s'installe en

lars chaque année. Avec la Chine enfin, et malgré notre déficit actuel, on pense renverser la tendance: les belles métaphores sur le géant qui s'ébranle suffiront-elles à nous procurer un réservoir de croissance pour le siècle à venir? Car tout est là: comment assurer cette croissance?

Que pourrait apporter la promotion des échanges extérieurs? Les grands acteurs de ces échanges sont les entreprises multinationales, mais leur stratégie consiste précisément à s'éloigner du continent européen pour asseoir leur suprématie sur d'autres territoires. Certes, les multinationales peuvent nous apporter des ressources financières et nous permettre d'atteindre le meilleur niveau technologique dans leur spécialité, mais leur développement s'effectue à partir de l'implantation de filiales dans le monde entier, afin d'assurer sur place production et distribution.

Le développement des multinationales n'apporte donc pas de solution à l'emploi européen, d'autant plus qu'elles contri-

buent par leurs implantations locales à l'enrichissement des pays pauvres et à l'émergence de nouvelles zones concurrentielles. Il va donc nous falloir lutter d'arrache-pied pour être très performants, afin que l'équilibre général entre nos importations et nos exportations reste satisfaisant. En résumé, la puissance du moteur externe de la croissance est trop faible pour tirer le lourd véhicule européen. Tournerons-nous alors vers l'autre solution, celle du moteur interne.

Même si pour l'ensemble de l'Union européenne le taux d'ouverture sur l'extérieur avoisine 10 % du PIB, les échanges à l'intérieur de la communauté européenne pour la plupart des membres de l'Union atteignent

des taux supérieurs à 25 %. Chaque pays membre offre donc au moins 25 % de son marché intérieur aux partenaires et concurrents, principalement européens. Aux Etats-Unis, ce taux ne dépasse pas 10 %: la croissance américaine des dernières années, alimentée par le redressement de l'industrie manufacturière, mais surtout fondée sur un exceptionnel développement des services, s'est ainsi déroulée d'abord sur un immense marché intérieur (90 %). L'Europe, elle, se déchire au lieu de faire bloc.

Si l'Europe s'appuie sur l'extension de son marché (plus large que celui des Etats-Unis), elle pourra lutter plus efficacement contre le chômage. Or, qu'est-il proposé aux peuples européens? De passer à la monnaie unique. Fort bien. Mais dans quel but? C'est là une question décisive. S'il s'agit de mettre en œuvre l'union monétaire unique parce que le traité de Maastricht le préconise, que vaut cet argument? Si la monnaie unique permet de combattre le chômage et d'élever le niveau de vie des Européens, tout est différent.

Dans l'état actuel des choses, tout se passe comme si la monnaie unique représentait une fin en soi. Les questions techniques semblent l'emporter sur toute autre considération: on ne parle que de réduction des dépenses publiques, de critères de convergence, de taux de change. Soit! Mais dans quelle perspective? La création d'une Banque centrale européenne est acquise, mais, là encore, dans quel but?

Malgré notre adhésion au processus, nous posons une question simple: tout cela s'opère-t-il au bénéfice de chacun d'entre nous? C'est parce que nous sommes convaincus que la réponse peut être positive que nous insistons sur l'enjeu fondamental sous-jacent. La monnaie unique n'a de sens que si elle est mise au service des hommes et si elle permet à l'Europe de libérer des forces de progrès économique et de progrès social.

Au lieu d'anticiper l'avenir en s'appuyant sur les vieux schémas

du passé, il serait plus judicieux d'encourager une politique volontariste répondant aux innombrables besoins encore insatisfaits. L'Europe doit entreprendre et pas seulement gérer.

Entreprendre, c'est prendre des risques, se projeter dans le futur, imaginer, promouvoir des innovations, croire dans l'inventivité humaine, parler tout à la fois sur l'homme et sur l'avenir.

Il est indispensable de déclencher des chocs monétaires pour enclencher des mécanismes de croissance. Un tel choc est aujourd'hui vital

Jadis, quand les voitures s'es-soufflaient, il fallait provoquer une avance à l'allumage. Comment pourrait-on créer ce nouveau démarrage dont l'Europe a aujourd'hui tant besoin? Grâce à un choc monétaire.

Tout se passe comme si nos sociétés ignoraient encore qu'elles ont mis au point une arme décisive: la création monétaire. Mécaniquement, on sait aujourd'hui créer autant de monnaie que de besoin.

L'idéal serait une prise de conscience universelle des mécanismes qui nous permettent de nous doter de toute la monnaie dont nous avons besoin pour provoquer l'avance à l'allumage nécessaire à la création de nouvelles réalités économiques. La toute prochaine Banque centrale européenne n'autorisera pas seulement une stratégie de change, notamment vis-à-vis du dollar et du yen, elle permettra surtout de dessiner un autre avenir que celui proposé par le malheureux schéma actuel. L'Europe ne doit donc pas se doter d'une Banque centrale pour seulement réguler l'offre de monnaie, mais pour orienter cette offre conformément aux besoins humains du continent.

La lancement d'une Banque centrale européenne et d'une monnaie unique sous sa responsabilité est une affaire fonda-

mentale: il ouvrira sur ce que pourrait être une politique de création monétaire à l'échelle européenne, libératrice d'activité, combinée à des mesures de promotion du marché intérieur européen. Cette politique ne sera possible que dans le cadre d'une monnaie unique, sous réserve que celle-ci ne soit pas utilisée comme une camisole de force, mais comme un appel à l'air.

Nous savons bien que la création monétaire pure et simple est infiniment dangereuse. Cela est vrai, démontré, prouvé par l'Histoire, de John Law à la République de Weimar en 1923. L'excès de création monétaire débouche sur l'inflation, qui fait galoper vers les drames. D'un autre côté, où trouver la monnaie dont se nourrit tout progrès économique? Comment procurer ce liquide vital au développement du capitalisme? Avec Karl Marx, Fernand Braudel, Joseph Schumpeter et John Maynard Keynes, nous pensons qu'il est indispensable de déclencher des chocs monétaires pour enclencher des mécanismes de croissance. Un tel choc est aujourd'hui vital. Non pas dans un seul pays, mais globalement, sous l'égide de l'Union. Le passage à la monnaie unique doit être suivi d'un acte volontariste majeur: l'expansion économique du continent européen.

Deux voies se présentent donc à l'Europe: la croissance externe et la croissance interne. Elles ne sont pas antagonistes, mais la seconde est impérative, bien que son importance soit encore très insuffisamment reconnue et affirmée dans le langage d'aujourd'hui.

François Dalle et François Rachline

Pour assumer l'Histoire la loi par les Normes

F

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur adjoint : Dominique Auzan
Directeur de la rédaction : Fabrice Proust
Directeur de la diffusion : Fabrice Proust
Directeur de la publicité : Fabrice Proust
Directeur de la circulation : Fabrice Proust
Directeur de la technique : Fabrice Proust
Directeur de la comptabilité : Fabrice Proust
Directeur de la logistique : Fabrice Proust
Directeur de la maintenance : Fabrice Proust
Directeur de la sécurité : Fabrice Proust
Directeur de la santé : Fabrice Proust
Directeur de l'environnement : Fabrice Proust
Directeur de la culture : Fabrice Proust
Directeur de la sport : Fabrice Proust
Directeur de la jeunesse : Fabrice Proust
Directeur de la famille : Fabrice Proust
Directeur de la vieillesse : Fabrice Proust
Directeur de la handicap : Fabrice Proust
Directeur de la diversité : Fabrice Proust
Directeur de la citoyenneté : Fabrice Proust
Directeur de la démocratie : Fabrice Proust
Directeur de la justice : Fabrice Proust
Directeur de la police : Fabrice Proust
Directeur de la justice pénale : Fabrice Proust
Directeur de la justice civile : Fabrice Proust
Directeur de la justice administrative : Fabrice Proust
Directeur de la justice constitutionnelle : Fabrice Proust
Directeur de la justice internationale : Fabrice Proust
Directeur de la justice européenne : Fabrice Proust
Directeur de la justice nationale : Fabrice Proust
Directeur de la justice régionale : Fabrice Proust
Directeur de la justice locale : Fabrice Proust
Directeur de la justice communale : Fabrice Proust
Directeur de la justice cantonale : Fabrice Proust
Directeur de la justice fédérale : Fabrice Proust
Directeur de la justice internationale : Fabrice Proust
Directeur de la justice européenne : Fabrice Proust
Directeur de la justice nationale : Fabrice Proust
Directeur de la justice régionale : Fabrice Proust
Directeur de la justice locale : Fabrice Proust
Directeur de la justice communale : Fabrice Proust
Directeur de la justice cantonale : Fabrice Proust
Directeur de la justice fédérale : Fabrice Proust

L'islam entre la violence et le sacré

LES MOINES, a dit un jour l'écrivain américain Thomas Merton, qui était lui-même cistercien, sont « comme les arbres qui existent silencieusement dans la nuit et grâce auxquels l'atmosphère devient respirable ». C'est une nouvelle source d'oxygène, dans une Algérie où elles font tant défaut, que des terroristes viennent de tarir. Et de quelle manière ! Au-delà de l'horreur de leur crime, savaient-ils qu'en égorgant les sept moines trappistes français de l'Atlas ils brisaient presque un ultime tabou, leur dernier lien avec l'humanité ?

Leurs victimes religieuses auraient dit que tous les hommes sont égaux devant Dieu et que leur vie n'a pas plus de prix que celle des dizaines de journalistes, de médecins ou d'enseignants qui ont déjà payé le tribut à cette folle terreur. Pourtant, en tuant des moines, les islamistes algériens ont frappé l'un des symboles les plus sacrés de la société, qu'elle soit traditionnelle ou moderne, croyante ou sécularisée, musulmane ou chrétienne. Le moine est une figure paradigmatique. Il incarne le droit de l'homme au refuge et au silence, le goût de l'étude et de la prière, une certaine idée de la civilisation et de la paix entre les hommes. Les musulmans et les chrétiens l'ont bien compris, qui, tout au long du week-end, se sont - parfois ensemble - recueillis.

L'islam a une tradition contemplative (le soufisme) ou érémitique, mais non monacale, à la différence du christianisme ou du bouddhisme. Mais ses textes sacrés, sa jurisprudence, sa théologie, l'enseignement de ses oulémas et de ses sultans n'ignorent pas le monachisme. Ils imposent le respect du prêtre, du moine et de tous les hommes « dont le cœur ne s'enfle pas d'orgueil et dont les yeux s'inondent de larmes à la récitation de la Parole de Dieu » (cinquième sourate, verset 82). Ainsi le viol des textes par les islamistes est-il devenu trop flagrant.

L'assassinat des moines de Tibéhirine a suscité jusqu'à la condamnation du régime branlé, passé maître pourtant dans l'instrumentalisation politique de l'islam, et du FIS algérien, responsable d'avoir transposé dans les mosquées une protestation sociale. Les criminels sont mis au ban de la communauté islamique et de toute l'humanité.

Les plus humbles des musulmans se disent eux-mêmes frappés par les références scripturaires du GIA, citant, dans la communication qui annonce l'exécution des moines-otages, la fameuse sourate de l'immunité, qui fait au fidèle un devoir de « combattre ceux qui ne croient pas en Dieu et au jour dernier, ceux qui, parmi les gens du Livre, ne pratiquent pas la vraie religion » de « les combattre jusqu'à ce qu'ils soient humiliés ». On reste confondu par une telle myopie. Dans le Coran, qui comprend 6 236 versets, moins de 200 donnent de l'islam cette image guerrière, largement corrigée par tout le reste, qui est invocation du nom de Dieu, amour du créateur pour sa créature, appel à la miséricorde et à la paix.

Mais qui a l'autorité suffisante pour dire qu'une religion qui a sacrifié, même aux pires moments de son histoire, le sang des vieillards, des femmes et des enfants, des prêtres et des rabbins ne peut servir de caution à un tel meurtre d'hommes pieux, âgés, qui se seraient gratuitement des popula-

tions ? L'absence dans l'islam de toute institution cléricalise exprime la liberté et la responsabilité de l'homme seul devant son Dieu, mais elle ne peut dispenser le croyant d'un travail d'herméneutique, c'est-à-dire d'interprétation de textes qui, appliqués au pied de la lettre, conduisent tout droit au fanatisme.

Or les islamistes font semblant d'ignorer qu'il existe, en islam aussi, toute une tradition d'exégèse historique-critique qui relativise les écrits en fonction de leurs métaphores et de l'époque. Ceux qui ont le devoir de leur rappeler sont étrangement silencieux, et c'est ce qu'a voulu signifier le cardinal Lustiger quand il a appelé les autorités coraniques à réagir, à « dire clairement à tous leurs fidèles que le respect des droits de l'homme, et particulièrement de la liberté religieuse, n'est pas contraire au Coran » (Le Monde daté 26-27 mai).

LA MORT « COMPAGNE ASSIDUE »
Mais le corps des oulémas, seul habilité à interpréter les textes et la législation coraniques, est soit aux bords des monarchies, comme dans les pays du Golfe et en Arabie saoudite, soit muselé, comme en Égypte, au Maroc ou en Tunisie. A Paris même, dans une communauté musulmane nombreuse qui cherche à s'organiser, mais peine à s'émanciper de ses bailleries de fonds étrangers, quelle parole libre et crédible peut venir d'une instance comme la Grande Mosquée, financée à 80 % par les autorités d'un pays comme l'Algérie ?

Tant que l'islam n'aura pas fait son propre travail d'aggiornamento, ni condamné sans ambiguïté ceux qui usent et caricaturent ses propres principes, il ne sera guère possible de dissuader les islamistes. C'est servir la cause de l'islam modéré que de répéter cette exigence, à un moment où le rejet de la violence n'est jamais apparu aussi unanime dans le monde arabo-islamique.

Des moines en terre d'islam avaient accepté un détachement complet par fidélité à leur vocation chrétienne et par amour des hommes et des femmes d'Algérie. Si leur assassinat devait avoir l'effet d'un coup de semelle sur le souhait d'être continué à partager les souffrances d'un peuple, les criminels auraient alors obtenu leur plus beau succès. La correspondance la plus récente des moines témoigne que la mort était devenue leur « compagne assidue », dans ce lieu du GIA où ils avaient vécu et choisi de demeurer. La perspective du martyre elle-même avait été acceptée, certes comme une situation-limite, mais aussi comme un ultime témoignage à donner.

Malgré cette tragédie et les mises en garde « solennelles » des autorités françaises, les évêques, les prêtres et les religieux encore présents en Algérie affirment vouloir rester au milieu de ceux qui n'entendent pas céder au chantage quotidien de la violence.

La crise actuelle fait d'eux pratiquement des otages, mais qui reprochera à des complaisants de rester au milieu d'un brasier ? Si la logique de la haine devait l'emporter sur leur logique de paix et les contraindre à se replier, ce serait un échec non seulement pour ce pays perdu d'épreuves, pour la rencontre entre le christianisme et l'islam, mais aussi pour l'équilibre de l'humanité.

Henri Tincq

Le Monde

EDITORIAL

Les choix d'Israël

ISRAËL vote mercredi 29 mai pour élire un premier ministre et renouveler les cent vingt députés de la Knesset. Les thèmes de la campagne ont été l'importance de l'enjeu - la sécurité, la paix - et l'issue s'annonce serrée que jamais. C'est la première fois, dans la courte histoire du pays, que le chef du gouvernement sera directement désigné par les électeurs. Ce nouveau mode de scrutin impose des choix clairs et c'est fort opportun : les deux candidats défendent des politiques radicalement différentes, comme l'a montré le débat télévisé qui les a opposés dimanche soir.

D'un côté, le vieux chef socialiste Shimon Pérès, soixante-trois ans, qui porte le lourd manteau de la succession d'Yitzhak Rabin, tombé sous les balles d'un extrémiste juif le 4 novembre dernier. M. Pérès a beaucoup de défauts. Négociateur retors et acharné, aux discours ampoulés, il a un « problème d'image » : « Shimon » n'inspire pas toujours confiance. Civil qui n'a jamais revêtu l'uniforme, confronté à la vague d'attentats-suicides de mars dernier et aux tirs de roquette sur le nord du pays, il a eu la main lourde : l'effroyable bouclage des territoires palestiniens, désastreuse opération « Raisins de la colère » au Liban. Comme s'il lui fallait toujours en faire plus pour compenser un déficit de crédibilité en matière de sécurité.

Mais Shimon Pérès affiche un autre profil et un autre bilan, plus importants. Depuis plusieurs années, il est, du côté israélien, l'homme-clé d'une évolution fondamentale, lente, trop lente, mais seule route vers la paix : le dialogue avec l'OLP de Yasser Arafat, le glissement progressif vers une entité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, l'incontestable intégration d'Israël dans la région. Laborieusement, dans la peine et dans le doute, Shimon Pérès incarne l'espoir de voir se poursuivre ce processus.

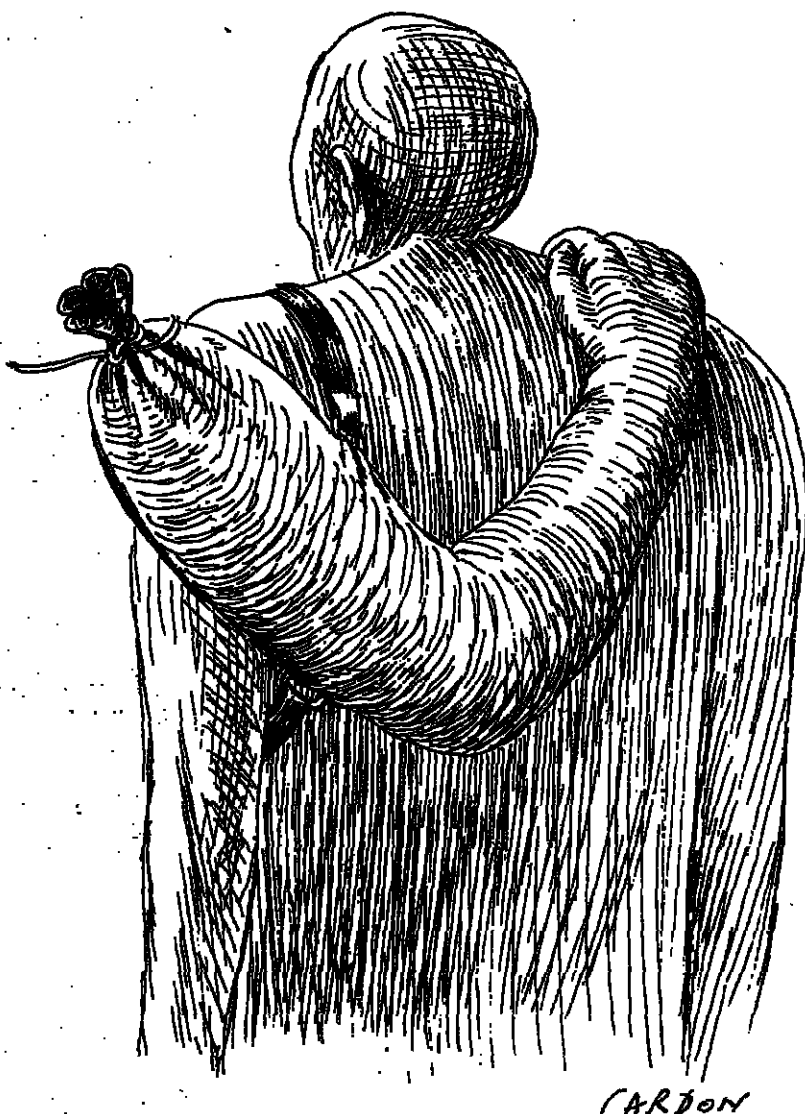
D'autres avancent que son adversaire,

le flamboyant Benjamin Netanyahu, jeune (46 ans) patron de la droite nationaliste, n'aurait, pressé par Washington, d'autres choix au pouvoir que d'en faire autant. Et d'assurer que « Bibi » serait même mieux armé que les travaillistes pour aller plus avant vers la paix : ce n'est pas lui qu'on soupçonnera de brader quoi que ce soit de la terre ou de la sécurité d'Israël.

D'ailleurs, n'a-t-il pas dit, ces dernières semaines, qu'il continuerait à parler avec Yasser Arafat (qu'il conspuait il y a deux mois) ? Il a cherché à se donner l'image d'un pragmatique, vaporisant dans le flou tout ce qu'il entendait faire avec les Palestiniens et les Syriens.

Pourtant, il faut en revenir, et s'en tenir, à tout ce qu'il n'a cessé d'incarner et de proclamer avant l'assassinat de Rabin. L'ensemble forme le programme d'un homme de conviction, non d'un pragmatique : opposition résolue à tout nouveau retrait d'Israël des territoires, volonté affirmée d'y développer encore la colonisation - deux positions qui casseraient net le processus de paix. Sous les palmettes d'une facilité médiatique « à l'américaine », Benjamin Netanyahu incarne la nostalgie d'un passé révolu.

L'amitié par Cardon



CARDON

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Jacques Amalric

■ Le meurtre des moines, tout comme le détournement de l'Airbus d'Air France en décembre 1994, va rallumer des braises mal éteintes (...). On peut faire confiance au GIA pour jeter de l'huile sur le feu ces prochains jours en multipliant les « révélations » sur ses contacts, officiels et officieux, avec les autorités françaises. Une nouvelle crise franco-algérienne s'en suivra. Ainsi vont depuis plus de vingt ans les rapports, aussi inégaux que malsains, institués entre la France et l'Algérie du FLN et des caciques de l'armée. Le plus grave, c'est que tous les présidents français ont accepté de financer et de bénir la faillite de l'économie algérienne, le règne du parti unique et des prébendes et la course à la catastrophe actuelle. Un bilan globalement négatif pour la France, mais aussi, et surtout, pour la grande masse des Algériens.

FRANCE INTER

Bernard Guetta

■ Boris Eltsine a beau avoir toutes les chaînes de télévision et la plupart des journaux à sa disposition, sa cote n'en souffre pas moins de cette guerre de Tchétchénie où meurent par milliers - et pour rien - de jeunes conscrits précipités dans des combats sanglants (...). D'ici au premier tour de la présidentielle, le 16 juin, Boris Eltsine n'a, en conséquence, plus que trois semaines pour montrer qu'après avoir été le fauteur de guerre, il peut être l'homme qui ramènera la paix. Un véritable accord étant exclu en un si court délai, l'objectif pour lui est d'arriver aussi vite que possible - si possible aujourd'hui - à un cessez-le-feu qui arrête l'effusion de sang et fasse entrevoir un espoir de paix (...). C'est aujourd'hui que les Tchétchènes peuvent obtenir des concessions de Moscou, aujourd'hui et pas demain, car personne - ni Boris Eltsine, une fois réélu, ni son adversaire communiste Guennadi Ziouganov, s'il devenait président - ne leur concèdera autant que le candidat Eltsine.

Europe et « vaches folles » : le scénario de l'apaisement

DEVANT la menace anglaise, suivie d'un timide début d'exécution, de bloquer l'activité communautaire, tant que la levée de l'embargo imposée par l'Union sur leurs exportations de viande bovine ne sera pas clairement programmée, la Commission européenne affiche la plus grande sérénité. Avec raison, car, au-delà des gesticulations londoniennes, l'aggravation de la crise de la vache folle n'est pas encore acquise. Si elle survenait - ce que Bruxelles, appuyé par une majorité d'États membres, au premier rang desquels la France, chercherait à éviter avec détermination - la capacité de résistance effective du gouvernement britannique n'est pas forcément considérable.

John Major a durement réagi, le 20 mai, le refus du Comité vétérinaire permanent (CVP) d'approuver la proposition de la Commission, qui recommandait d'autoriser à nouveau les exportations britanniques de gelatines, de suifs et de sperme. Les ministres de l'Agriculture rouvriront le dossier, les 2 et 3 juin à Luxembourg. Bon nombre d'observateurs n'espèrent pas que la proposition de la Commission puisse être, cette fois, ratifiée.

Apparemment, même les Allemands, parmi les plus crispés dans cette affaire, pourraient bouger s'ils acquiesçaient la certitude que les conditions posées par la Commission (sur les méthodes de fabrication des gelatines et des suifs) sont scrupuleusement res-

pectées par l'industrie britannique. D'autres États membres, comme l'Espagne et le Portugal, dénoncent le caractère imprécis du plan britannique d'abattage des troupeaux à risque et réorienter probablement leur position s'ils obtenaient satisfaction sur ce point.

C'est dire que beaucoup dépend des efforts que consentiront les Anglais. Le maintien, le 3 juin, d'une mise en quarantaine ne réduira pas l'ambiance, mais, telles que sont les procédures communautaires, n'empêcherait probablement pas la Commission de décider elle-même la levée partielle de l'embargo, ainsi qu'elle l'a recommandé. Certains, comme l'Espagne, ont suggéré de régionaliser l'embargo : on pourrait envisager, moyennant la mise en place de contrôles appropriés, sa levée au profit des troupeaux d'Irlande du Nord, isolés géographiquement, où les animaux sont parfaitement identifiés et enregistrés ; ou encore une dérogation de même nature en faveur des producteurs de viandes de qualité d'Écosse (Aberdeen-Angus), lesquelles sont labélisées et étroitement surveillées.

Les autorités de Londres ne sont pas favorables à une telle approche, qui laisserait le poids de l'embargo peser sur les viandes d'Angleterre, c'est-à-dire le tout-venant de la production bovine, mais aussi les régions électorales les plus proches des conservateurs. Elles préféreraient que la

sollicitude des autorités vétérinaires de l'Union joue d'abord en faveur des troupeaux exempts de tout cas d'EBS (encéphalopathie spongiforme bovine), un concept qui ne donne pas, compte tenu de la durée d'incubation de la maladie, une garantie sanitaire absolue.

Quoi qu'il en soit, une marge de manœuvre existe pour la négociation d'un allègement progressif de l'embargo, même si celui-ci n'a guère de chance d'être complètement supprimé avant de longs mois. C'est dire que la crise pourrait être gérée, à condition que les Anglais retrouvent leur légendaire sang-froid et que les conservateurs renoncent à la démagogie anti-européenne comme arme électorale.

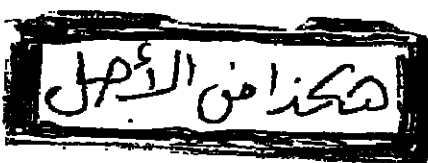
SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE
La Commission, suivie sans doute par l'ensemble du Conseil, évitera toute provocation, toute riposte un peu sigre, à l'égard de Londres. Les sommes promises fin mars à Turin (1,3 milliard de francs pour 1996) pour indemniser les fermiers britanniques, dont les animaux sont abattus, seront versées par Bruxelles sans rechigner. On l'oublie à Londres, la solidarité communautaire joue, et elle est coûteuse !

Philippe Lemaître

peser de manière quasi permanente sur le projet d'Union monétaire, il serait malvenu, pense-t-elle, d'élargir encore le climat par une crise institutionnelle. Au-delà de ces raisons immédiates, les Français cherchent à éviter que ne se creuse davantage, y compris au niveau de l'opinion, le fossé entre la Grande-Bretagne et ses partenaires continentaux. Le président de la République, qui croit les circonstances propices pour prendre des initiatives sur le terrain européen, estime que les Anglais peuvent apporter un appui utile.

Le souci de les ménager conduira donc à considérer avec indulgence leurs manifestations de mauvaise humeur. Ils peuvent certes prendre en otage tel règlement ou telle directive, dont l'adoption requiert l'unanimité. Ils peuvent aussi se montrer encore plus négatifs qu'à l'habitude (une performance !) au sein de la Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer les institutions de l'Union. Mais, comme ils ne participent pas au mécanisme de change du Système monétaire européen (SME) et qu'ils ne sont pas reconnus le droit de ne pas rejoindre la monnaie unique, leur influence, leur capacité de blocage, dans ces secteurs les plus sensibles, demeurent limitées, pour ne pas dire nulles. Ils se sont trop exclus eux-mêmes pour prétendre freiner efficacement la marche en avant de l'Union.

Philippe Lemaître



FINANCE Les banques françaises gagnent de l'argent en Asie, mais elles y perdent des parts de marché. Leurs déboires dans l'hexagone les privent des fonds propres néces-

saires pour suivre la course au développement de la zone. ● JACQUES CHIRAC avait fustigé à la fin de février, à Singapour, leur « incapacité à assurer [leurs] responsabilités vis-

à-vis des entreprises », déclenchant leur réprobation. ● SUR DES MÉTIERS à forte valeur ajoutée, les banques disposent encore de positions enviables. Mais aucune n'a la

puissance de l'américaine Citibank ou de la néerlandaise ABN-Amro. ● UN CENTRALISME excessif les oblige à remonter de nombreux dossiers à Paris, où l'on a, notam-

ment de la Chine, une vision trop politique. ● DES RAPPROCHEMENTS sont considérés sur place comme indispensables pour pouvoir concurrencer les majors du secteur.

Les grandes banques françaises perdent des parts de marché en Asie

Même si les établissements gagnent de l'argent et parviennent à conserver des positions enviables sur des métiers spécialisés, leurs déboires en France les privent des fonds propres indispensables pour suivre la course au développement de la région

HONGKONG

correspondance
Lorsque, à la veille de se rendre à Singapour pour le sommet de Bangkok, à la fin de février, Jacques Chirac montre du doigt les banques françaises et fustige leur « incapacité à assurer [leurs] responsabilités vis-à-vis des entreprises », il suscite une protestation unanime de leurs représentants en Asie. Comment croire à leur filiosité alors qu'elles continuent de croître et qu'elles gagnent toutes de l'argent sur des places comme Hongkong ou Singapour, alors qu'en France la plupart dégageant une très faible rentabilité ?

Le président de la République n'a pourtant pas tort de souligner l'affaiblissement des banques françaises ces dernières années dans la région. L'agressivité commerciale des Sanwa Bank, Sumitomo Bank, Citibank ou ABN-Amro en est sûrement à l'origine. Mais aussi les flottes stratégiques des établissements français, qui manquent des moyens requis pour suivre la rapidité du développement asiatique. Le déclin d'Indosuez en est l'illustration. La banque, qui fut naguère une institution historique de la finance en Asie, perd régulièrement des parts de marché, malgré sa réputation. Encore au 3^e rang des arrangeurs de prêts syndiqués sur l'Asie en 1994, Indosuez a dégringolé au 36^e rang en 1995.

Le diagnostic sur l'ensemble des banques françaises présentes en Asie n'est pas simple, parce qu'elles refusent toutes de révéler l'évolution de leurs parts de marché sur les dernières années. Les métiers de la banque s'étant fortement développés depuis dix ans, les banquiers trouvent toujours un « seg-

ment de marché » sur lequel ils ont remporté un succès : la Société générale est la quatrième banque en matière d'organisation de syndication de prêts à Hongkong et fait partie des co-leaders pour l'emprunt de 8,2 milliards de dollars de Hongkong, lancé pour la construction du nouvel aéroport.

L'hyperspécialisation est une voie possible pour les banques de taille moyenne si, et seulement si, elles investissent suffisamment pour conserver leur avance

Credit Lyonnais Securities figure à la troisième place des brokers en Asie. La BNP a été, en 1995, le troisième syndicateur de prêts sur toute l'Asie (en montant total) derrière le hollandais ABN-Amro et l'américain Citicorp. Le Crédit agricole s'est fait une place à Hongkong sur le négoce de matières premières.

Mais aucune banque universelle française n'est vraiment puissante. Citicorp compte 2 400 personnes à Hongkong quand la BNP première banque française sur le territoire, en emploie 850. Les françaises les plus anciennement implantées ont, certes, choisi de ne pas rester sur le marché, pourtant très profitable à Hongkong, de la banque de détail,

estimant qu'elles n'avaient pas la taille critique nécessaire pour entretenir un réseau de guichets. La BNP ne dispose plus que de six agences sur le territoire britannique. Mais, même dans la banque commerciale à destination des entreprises, les banques françaises n'ont pu se développer que sur des « niches » high-tech, visant la rentabilité plus que la part de marché, et elles ont toutes accumulé d'importantes faiblesses.

Le Crédit lyonnais est absent des grandes opérations de syndication sur Hongkong et s'est encore peu développé auprès des grands groupes du territoire, multinationales de demain. La BNP est longtemps restée une banque commer-

ciale classique sans importants points forts, même si elle vient de constituer un portefeuille enviable de clients locaux. Elle a raté le développement des marchés d'actions, elle n'a pas pris le tournant de la banque d'affaires, pourtant très demandé par la clientèle européenne désireuse de pénétrer le marché chinois, et, jusqu'à la fin de 1995, elle est restée absente, elle aussi, des grandes opérations de syndication sur le territoire.

Terrorisées par leurs erreurs domestiques, les banques françaises ont délibérément tourné le dos à des pans entiers de l'économie asiatique comme l'immobilier. « Nous ne nous adressons plus aux banques françaises pour ces grands

projets », explique Pascal Serre, le financier de Dragages et travaux publics, filiale de Bouygues à Hongkong.

Or cette stratégie limitée présente des risques à moyen terme. Comme l'explique Peter Baumann, directeur de la banque d'affaires de Citibank à Hongkong, « les grandes entreprises ne travaillent plus qu'avec cinq banques aujourd'hui, là où elles en avaient quinze il y a dix ans ». Sans compter que l'hyperspécialisation est une voie possible pour les banques de taille moyenne si, et seulement si, elles investissent suffisamment pour conserver leur longueur d'avance. Paribas, pionnière en matière de swaps (contrats d'échange) et un des grands noms,

vers 1990, des marchés de capitaux, a perdu son avance, faute d'avoir assez investi en hommes. Même dans la banque d'affaires, son métier phare à Hongkong, Paribas n'a plus la taille nécessaire pour véritablement concurrencer des Goldman Sachs et JP Morgan.

« Les banques étrangères avec qui nous sommes en concurrence disposent de quatre à cinq fois plus de fonds propres. Nous devons rassembler nos forces pour répondre efficacement à l'énorme besoin de financement de l'Asie, avant qu'il ne soit trop tard », confie le directeur régional d'une grande banque. Toutes ne se plaignent pas de l'insuffisance des fonds propres de leur maison mère. Il n'empêche que les banques françaises sont, au mieux, des banques de taille moyenne en Asie, ce qui les a contraintes à se cantonner à quelques métiers. Et ce qui les empêche aujourd'hui d'obtenir de Pékin la licence ad hoc pour faire des opérations en yuans sur la Chine, les autorités chinoises étant très sensibles à la taille et à la solidité financière des banques opérant sur leur territoire.

« Tant que les besoins de financement progresseront de 15 % l'an en Asie, les banques françaises arriveront toujours à s'y faire une petite place, pronostique un banquier français à Hongkong. Mais le jour où la demande de crédits se ralentira et où la concurrence atteindra les niveaux européens, les banques françaises seront les premières à disparaître. Une restructuration de l'industrie bancaire française, dans le sillage de la reprise d'Indosuez par le Crédit agricole, s'impose. »

V. B.

Valérie Brunschwig

Une stratégie encore commandée depuis Paris

L'AFFAIBLISSEMENT relatif des banques françaises en Asie s'explique aussi par des différences profondes entre leur manière de travailler et celle de leurs grandes concurrentes.

Question de culture, d'abord. Chez ABN-Amro ou dans une banque américaine, les cadres chinois, qui sont le premier vecteur de la relation avec les entreprises locales, savent qu'ils ont autant de chances que quiconque d'arriver au sommet, alors que toutes les succursales françaises ne sont dirigées que par des Français.

D'écarts de centralisme, ensuite. « Quand le siège a décidé de réduire les frais généraux pour faire face aux problèmes de rentabilité, toutes les succursales ont été logées à la même enseigne, alors qu'en Asie nous sommes sur des marchés en croissance de plus de 10 % l'an », raconte un directeur régional d'une grande banque à Hongkong. Un autre établissement – la BNP – ne dispose à Hongkong que de 5 % des actifs du groupe, mais il y a généré l'an passé 13 % de ses résultats nets consolidés ! La quasi-totalité des dossiers remontent au siège. Chez ABN-Amro, 70 % des demandes de crédit sont traitées à Hongkong. A la Citibank, le pourcentage atteint 90 %. D'où une vision biaisée du marché. « On peut présenter à

Paris n'importe quel dossier de crédit à une société de distribution, il passera toujours, alors même que le secteur est en crise aujourd'hui à Hongkong », explique le directeur d'une petite banque française. En revanche, pas question de proposer un dossier immobilier, alors même que le secteur continue à bien marcher.

FILOSOFIE

Autre défaut : le manque d'innovation. On touche là une raison fondamentale de la filiosité de certaines banques françaises en Asie : il existe une divergence profonde d'appréciation du risque sur la région entre de nombreuses banques françaises et leurs concurrentes étrangères. « Hongkong deviendra un risque chinois à partir du 1^{er} juillet 1997, dit un grand banquier français, résumant un sentiment largement répandu chez ses confrères. Et la Chine peut être l'objet d'un accident politique brutal. » Chez ABN-Amro, comme à la Citibank, on reconnaît qu'il pourrait y avoir des changements politiques en Chine, mais on estime que cela ne remètrera pas en cause le développement de la zone.

Le Club Med veut se défendre contre un « chantage » au racisme

« ON VEUT aller à la bagarre. On peut nous accuser de beaucoup de choses, mais de racisme, non ! » Serge Trigano a gardé la voix douce, mais il ne cache pas sa colère. Le Club Med, symbole de tolérance et de convivialité, qui brasse joyeusement dans ses villages 1,3 million de clients de toutes nationalités, toutes couleurs et toutes religions, entraîné en justice pour provocation raciste, c'est un peu fort ! C'est pourtant le dernier avatar de la « political correctness » à l'américaine. Il y a trois semaines, un groupe d'activistes menés par le révérend Leon Sullivan a intenté une action civile en responsabilité devant le tribunal de New York. Ils réclament au Club, par une plainte déposée mardi 7 mai devant le tribunal de Manhattan, la bagatelle de 5 millions de dollars pour laver l'« outrage » subi lors de la présentation d'un sketch « volontairement » raciste dans un village de vacances (Le Monde du 10 mai).

A priori, il n'y a pourtant pas de quoi fouetter un GO. Il y a un an, le 4 mai 1995, le village Les Almadies, près de Dakar, accueille un « sommet afro-afro-américain » organisé par la fondation du révérend Sullivan pour étudier les possibi-

lés d'investissements en Afrique de la communauté noire américaine. Comme c'est l'habitude, le Club a organisé après le dîner un spectacle d'amateurs. Y figure un sketch tiré d'un spectacle de Broadway (« Bubbling Brown Sugar »), qui met en scène deux poivrots grimes en nègres de comédie, comme Al Jolson, le héros du premier film parlant. Un sketch classique, joué cent fois et pour tout dire usé jusqu'à la corde. « Ce n'était pas formidable, mais c'était innocent », plaide l'avocat du Club.

RAGE PROCÉDURE

Mais le révérend H. Sullivan ne l'entend pas ainsi. S'estimant « humilié et outragé », il interrompt violemment le spectacle et exige des excuses. Elles sont présentées sur l'heure par les GO désarçonnés, puis répétées officiellement par la direction du Club. Le président du Sénégal lui-même intervient et assure par lettre qu'il s'en est étonné et regrette l'incident.

Rien n'y fait. Le révérend Sullivan tient son « cas », il ne le lâchera pas. S'engagent alors d'interminables et sordides tractations : l'association et son président exigent non seulement le remboursement du séjour, mais aussi 2 mil-

lions de dollars de dommages-intérêts pour régler l'affaire à l'amiable. Le Club se rebiffe, sûr de son bon droit. « Nous avons refusé de « chanter », c'est pourquoi nous avons un procès », explique Serge Trigano. De fait, vu de France, le « cas » paraît absurde : 5 millions de dollars pour un sketch de 2 minutes et demi par ailleurs toujours joué à Broadway...

Vu de New York, où la rage procédurière n'a pas de limites, c'est une autre affaire. « La cause est sans fondement », répète l'avocat américain du Club, sans illusions. Même si la plainte est rejetée, la procédure peut s'éterniser et porter atteinte à l'image de l'entreprise. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. Jusqu'ici, certes, l'affaire n'a pas fait grand tapage aux Etats-Unis. Paradoxalement, les ventes du Club y auraient même augmenté. « Mais on ne peut quand même pas se positionner sur ce créneau », plaie amèrement Serge Trigano. En attendant, les discussions continuent. Aux dernières nouvelles, le révérend serait prêt à transiger... pour 1 million de dollars !

Véronique Maurus

Hewlett Packard passe à l'offensive dans les ordinateurs personnels

APRÈS les micro-ordinateurs grand public, le constructeur américain Hewlett Packard s'attaque au marché des ordinateurs personnels haut de gamme. A compter du mois de septembre, il commercialisera des « stations de travail personnelles », des équipements se situant à mi-chemin entre les ordinateurs de bureau et les stations de travail techniques, ces machines disposant d'une forte puissance de calcul, destinées, par exemple, aux applications de conception assistée par ordinateur.

A la différence de ces dernières, dont Hewlett Packard est l'un des premiers fournisseurs mondiaux, ces « stations personnelles », dont le prix moyen sera d'un peu plus de 25 000 francs (contre plus de 50 000 francs pour les stations de travail classiques), n'utiliseront ni le logiciel d'exploitation Unix ni un microprocesseur propre au groupe, le HP-PA. Elles reprendront au contraire, à l'image des ordinateurs personnels, les puces de la société Intel (les Pentium Pro), ainsi que les logiciels de Microsoft, en l'occurrence Windows NT, système mis au point pour les puissants ordinateurs, sur lesquels sont installés les grands programmes applicatifs des entreprises.

Les perspectives de croissance de Windows NT ne laissent pas insen-

sible Hewlett Packard. Selon la société d'études Dataquest, les ventes de ce logiciel dépasseront 8 millions d'unités cette année, contre 2,2 millions en 1995, et certains experts estiment qu'elles dépasseront celles d'Unix vers l'an 2000.

La stratégie du constructeur a cependant de quoi surprendre. A la fin de février, il est apparu à la tête d'une alliance annonçant le développement d'une nouvelle version du logiciel Unix (baptisée 3DA) destinée à stopper l'offensive de Microsoft dans l'univers des gros ordinateurs d'entreprise. « Les deux marchés vont coexister, les motivations des clients sont différentes », fait-on valoir chez Hewlett Packard.

Avec ces équipements haut de gamme, placés sous la responsabilité de sa division micro-ordinateurs, Hewlett Packard veut trouver un autre vecteur à sa croissance dans le secteur de l'informatique personnelle. Entré en 1991 sur ce marché, le constructeur entend figurer rapidement parmi les trois premiers fournisseurs mondiaux. Grâce à sa gamme de produits grand public Pavilion, lancée aux Etats-Unis en août 1995 (en avril dernier en Europe), il s'est déjà hissé au sixième rang mondial.

Philippe Le Cam

De la comptabilité à la politique financière

LA TENUE des livres de caisse ou les personnages de comptables ne recueillent guère en général la tendresse des hommes de lettres. Brasse-Bouillon, le héros de Vipère au poing, évoque « des tas de cousins ou de tantes (...), nuls en maths mais prodigieusement calés dans la comptabilité en partie double des indulgences ».

« Le jour du Seigneur » est, dans la Jument Verte, de Marcel Aymé, un « jour de comptabilité ». La comptabilité est un « pari » « rélégué, précisait Georges Courteline, à l'autre bout de la maison » (Messieurs les ronds-de-cuir).

En vérité, les clercs en comptabilité se surpassent souvent avec grand art à transformer cette discipline en une science cabalistique. A les entendre, l'humanité se divise

en deux classes : les initiés, possédant la bosse de la « compta », et les autres. Michèle Lacombe-Saboly et Michel Capron – auteurs d'un ouvrage remarqué, *La Comptabilité en perspective* – balancent par-dessus bord l'occultisme de l'analyse comptable. L'introduction à la comptabilité d'entreprise initie avec bonheur aux démarches comptables.

Les auteurs ont su choisir un angle astucieux pour faire toucher du doigt l'intelligence de la comptabilité. Quels sont les utilisateurs de l'information comptable (dirigeants, prêteurs, Etat...) ? Quelles sont les décisions éclairées par les mesures comptables (risques des investisseurs, rentabilité, solvabilité...) ? La comptabilité est-elle un miroir neutre au service d'une allocation efficiente des ressources ?

Au fil d'un exposé clair, riche d'exemples limpides ou de schémas judicieux, ce petit livre dévoile

les principes et les postulats de l'architecture comptable. Le titre risque d'induire en erreur. Cette « introduction » est un ouvrage profond qui brille à peindre les rôles essentiels tenus par la comptabilité, « cette invention de l'Occident et de lui seul », ajoutait Max Weber, dans la dynamique du capitalisme.

IMPÉRIALISME

L'honnête homme curieux de suivre l'ingéniosité de la vie post-moderniste des affaires lira aussi, chez le même éditeur, la dernière nouveauté du normalien Christian Pierrat, *La Politique financière de l'entreprise*. D'entrée, le ton est juste. « Dans une économie de marché, l'argent doit faire de l'argent. Ceux qui mettent leur argent à la disposition d'une entreprise entendent que celle-ci en fasse un usage à la fois parcimonieux et rémunérateur. »

Implicable de la finance d'entreprise, qui doit se libérer de l'impérialisme de la comptabilité. Le brio de l'expert à en faire découvrir les nouveaux outils (la gestion par la valeur, par exemple) n'est pas le moralisme. « Nous vivons dans un monde incroyable où certains dirigeants de sociétés en vue n'hésitent pas à faire perdre de l'argent à leur firme pour que celle-ci donne provisoirement l'impression d'être plus riche au vu de ses états comptables. On appelle cela, avec un certain humour, de la comptabilité créative. »

Jean-Gustave Padioulet

★ Introduction à la comptabilité d'entreprise, Michel Capron et Michèle Lacombe-Saboly, La Découverte, collection « Repères », 120 p., 45 F.

La Politique financière de l'entreprise, Christian Pierrat, La Découverte, collection « Repères », 120 p., 45 F.

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS Malgré une légère entorse à la cheville, Thomas Muster demeure un sérieux prétendant à sa propre succession pour le titre des Internationaux de France de Roland-

Garros qui se disputent à Paris du 27 mai au 9 juin. Vainqueur de cinq tournois sur terre battue en 1996, l'Autrichien, tête de série n° 2, s'impose déjà comme l'un des grands

joueurs de l'année malgré les doutes de certains. **LES FRANÇAIS**, mis en déroute en 1995, partent en confiance. Arnaud Boetsch fait sa première apparition avec le statut

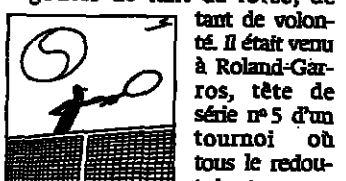
de tête de série (n° 11) et Mary Pierce (n° 12) veut faire oublier ses pitoyables prestations depuis le début de la saison. **LE RETOUR** de l'Américaine Monica Seles devait être l'un

des attraits de la journée de lundi. Une autre revenante devait jouer mardi 28 mai : l'Américaine Jennifer Capriati qui n'était pas présente à Paris depuis 1993.

Thomas Muster revient à Paris en patron de la terre battue

L'Autrichien, tenant du titre et tête de série n° 2, a confirmé cette saison sa suprématie sur la brique pilée. Pourtant, il doit encore justifier son rang de grand joueur auprès de ses pairs

IL ÉTAIT VENU à Paris en phénomène, suprême vainqueur d'une kyrielle de tournois. Il avait laissé des adversaires ébaubis, d'autres dégoûtés de tant de force, de tant de volenté. Il était venu à Roland-Garros, tête de série n° 5 d'un tournoi où tous le redoutaient, sans toutefois croire à ce qui allait arriver. Thomas Muster a gagné les Internationaux de France 1995 après avoir défait Andrei Medvedev, Alberto Costa et Evgeni Kafelnikov, puis Michael Chang en une finale menée à la trisque, et en trois sets. Pourtant, la victoire, si belle, ne l'a pas fait sympathique, ni talentueux. Le public n'a pas aimé cet homme trop fort et trop réservé, et n'a pas voulu comprendre son tennis beau et sombre. A l'Open de Paris, en novembre, quelques mois après son triomphe de la porte d'Auteuil, le même Thomas Muster, battu par Guy Forget, fut conspué par une foule agressive.



ROLAND-GARROS

Après Roland-Garros, l'homme a ajouté de nouvelles victoires sur terre battue qui portèrent à onze ses palmarès. A peine si son premier succès sur une surface rapide, à Essen, à l'automne, fut remarqué. A la fin de l'année, Thomas Muster était en passe de devenir numéro un mondial. Il eut cet honneur en février, à la faveur des enlèvements de Pete Sampras et d'Andre Agassi, devenant le premier gaulois au sommet de la hiérarchie mondiale depuis John McEnroe en 1985.

Pour beaucoup jaloux, lucides, ou les deux, il n'est qu'un pâle héritier. En numéro un mondial, il est

vrai, Thomas Muster ne fait guère de poussettes. Au beau milieu d'une saison hivernale sur surface rapide, il inaugure son titre en multipliant les contre-performances. A Dubaï et à Milan, il perd au premier tour devant de modestes adversaires. Ainsi, jamais l'honneur de la première place ne lui a été reconnu. Artisan de la terre battue, Thomas Muster est resté l'usurpateur, le spécialiste face aux « polyvalents ».

Ce refus de reconnaissance contient aussi un relent de xénophobie. Muster est un Européen perdu à la première place, successeur des Américains Jim Courier, Pete Sampras ou Andre Agassi qui monopolisaient le poste depuis octobre 1992. L'Autrichien a ignoré la controverse du début de l'année pour attaquer à Rome, en mai, irrité

par l'absence de la plupart des grands joueurs américains dans les grands tournois sur terre battue : « Tout est contrôlé par les Américains, tonna-t-il. Ils ne respectent pas la saison européenne de terre battue. S'ils ne veulent pas venir jouer, les organisateurs ne devraient pas gaspiller leur argent pour les attirer. Il n'y a pas de noblesse de la surface rapide. Il n'y a pas de petits champions. »

En un an, l'homme n'a pas changé. Il travaille avec force aux côtés de son entraîneur, l'Autrichien Ronnie Lettgeb, et du joueur italien Andrea Gaudenzi, 34^e mondial et jeune spécialiste de la terre battue. Il avoue que sa victoire à Roland-Garros lui a donné une foi et une confiance nouvelles : « Je suis tout simplement incroyablement heureux d'être de retour à Paris, à-t-il annoncé dimanche. Quand j'ai foulé le court, hier, j'ai été assailli par les souvenirs. Je suis ici pour défendre un titre majeur et c'est la meilleure chose qui puisse m'arriver. » Il refuse les nouvelles polémiques pour parler de sport. Ici, le défi ne lui fait pas peur. « Je ne ressens pas de pression particulière, lâche-t-il. Bien sûr, je serais très déçu si je perdais trop tôt dans le tournoi. Mais ce que je ferai sera bien. Je ne ressentirai jamais la même excitation que celle que j'ai ressentie lors de ma victoire en 1995. »

Pourtant, il n'a rien laissé au hasard de sa préparation. Chez lui, au tournoi de Saint-Pölten qui précède les Internationaux de France, Ronnie Lettgeb, directeur de l'épreuve, avait préparé les courts à l'identique de ceux de la porte d'Au-

teuil en faisant venir de l'Oise huit semi-remorques de brique pilée. Victime d'une légère entorse de la cheville, Muster n'a pas pu peaufiner son dernier entraînement avant la défense de son titre. Pour sa chance, son tableau est plus dégarni que celui de Pete Sampras (n° 1) ou Andre Agassi (n° 3). Les deux Américains, tous deux vainqueurs des trois autres rendez-vous du Grand Chelem, courent toujours derrière un titre à Paris qui leur échappe. A vingt-huit ans, Thomas Muster, lui, annonce une bonne forme. Son service s'est amélioré, son revers est plus plat et plus fusant. Au-delà du défi de Roland-Garros, ces nouvelles qualités lui offrent, mine de rien, de nouveaux horizons.

Bénédicte Mathieu

Julie Halard, la discrète en quête de lumière

DES FRANÇAISES, elle est peut-être la plus talentueuse. Elle est pourtant celle que l'on connaît peu. Julie Halard est une mystérieuse, son fort caractère caché par une timidité joyeuse. Grande, parfois empruntée, elle est sympathique, et son milieu s'éclaire souvent d'un rire bref. Elle est bauloise, aime le ski de randonnée, le chocolat, son ours en peluche, mascotte dont elle ne se sépare jamais, et le tennis. Ses qualités ? « Un coup droit naturel, un bon jeu de jambes, une condition physique excellente et une passion pour la volée, souffle-t-elle. Le revers, j'ai beaucoup travaillé. » Pour apprendre et jouer encore plus, Julie pratique le double avec Nathalie Tauziat depuis 1993. Les deux femmes comptent parmi les meilleures paires : « Nous avons souvent rapporté le point de la victoire en Fed Cup, s'enorgueillit-elle. Le double fait évoluer mon jeu. Je suis plus rapide dans les enchaînements. »

Venue au tennis à sept ans, Julie Halard découvre le circuit professionnel en 1986. Les débuts sont douloureux : « J'arrivais de La Baule, se souvient-elle. J'ai été plongée dans un univers totalement différent. Je m'y suis faite. » En 1990, Arnaud Boetsch devient son entraîneur, puis son mari : « C'est une façon de vivre plutôt courante et logique sur le circuit. Entraîneur, joueur, c'est déjà une vie de couple. Quand nous partons en vacances, nous avons du mal à couper tout de suite. »

LE POUVOIR DE LA CONCENTRATION D'Arnaud, elle dit qu'il lui a appris la tactique et cette faculté qui permet de s'adapter à ses adversaires. Développant un tennis d'attaque — une qualité précieuse dans le tennis féminin —, Julie Halard a fini l'année 1994 parmi les quinze meilleures mondiales. Mais la saison 1995 a été décevante : « Je ne m'étais pas reposée », explique-

t-elle. Cette fois, elle est partie aux Antilles et a commencé l'année 1996 en gagnant le tournoi de Hobart (Australie). A l'Open d'Australie, elle est éliminée par Monica Seles avec les honneurs après avoir servi une solide première manche. « J'ai cédé avant elle parce qu'elle est numéro un mondial. Entre nous et les trois ou quatre meilleures joueuses du monde, il n'y a pas de différence d'un point de vue tennisistique. Leur pouvoir, c'est leur concentration. C'est toujours bon de jouer contre elles. » Concentrée, elle s'offre l'Open de Paris en février. Fidèle à son habitude, elle s'y est distinguée en battant meilleures qu'elle. Mais, dans d'autres tournois, Julie est tombée souvent face à de moins bien classées qu'elle.

Elle arrive à Roland-Garros heureuse. Elle vient d'être demi-finaliste sur la terre battue de Hambourg : « Je joue mieux parce que plein de petites choses s'accordent

enfin. J'avais peur de perdre ; j'ai envie de gagner. » Oublié son piteux premier tour de Madrid, la semaine dernière : « J'avais la tête à Paris. » Paris, justement, lui a offert l'un de ses meilleurs souvenirs. Un quart de finale, en 1994. Dans les flonflons qui accompagnaient le parcours de Mary Pierce vers la finale, elle se tailla plus discrètement un chemin magnifique. Après avoir battu Lindsay Davenport et Natasha Zvereva, Julie Halard rencontra Arantxa Sanchez-Vicario. Devant un public chaviré, elle servit un deuxième set splendide, avant de céder au tie-break devant celle qui deviendrait championne de Roland-Garros. « Il y avait une ambiance incroyable, dit-elle. J'aimerais un jour la retrouver. » Mardi 28 mai, au premier tour, Julie Halard doit rencontrer l'Américaine Lindsay Lee.

B. M.

Laurent Jalabert a aiguisé ses ambitions sur les routes du Grand Prix du « Midi libre »

SÈTE de notre envoyé spécial « Y penser, toujours, en parler, jamais », était-il écrit sur les tableaux de classe de la III^e République, au-dessus de la carte de France. L'Alsace-Lorraine occupée était bachelurée de noir, ainsi que nul n'ignore l'objet de cette obsession rentrée. Deux guerres plus tard, les coureurs cyclistes pourraient aisément s'approprier la formule oubliée. Mais, dans les cours d'éducation physique du peloton, c'est tout l'hégonisme qui se bachelure de traits d'encre. Y penser, toujours, en parler, jamais. Du Tour de France, bien sûr.



CYCLISME

Laurent Jalabert, le Clemenceau du cyclisme bleu horizon, le « Père la Victoire » du vélo français, lui aussi, ne vit que pour ce mois de juillet. Mais il se fera arracher la langue plutôt que de l'admettre. Tout juste avoue-t-il l'espoir de « bien y figurer ». Il ne saurait moins dire, lui qui a terminé quatrième de l'édition précédente et s'affiche numéro un mondial.

Bon gré, mal gré, Laurent Jalabert fait figure de favori. Le Mazametain a aisément remporté le Grand Prix du Midi libre, qui s'est achevé dimanche 26 mai. Après deux mois d'une absence due aux séquelles d'une chute dans Paris-Nice, le coureur s'est contenté d'une victoire étiquée. Mais la poignée de secondes qui le sépare de ses poursuivants n'est que le reflet de l'insolente assurance dont il a fait preuve pour les contrôler. Laurent Jalabert a dominé Richard Virenque, Laurent Brochard, Bjarne Riis, Chris Boardman, autant de valeurs sûres d'élite brevetées par la Grande Boucle.

Pour se faire une idée plus précise des chances de notre « faja » natio-

nal, il manquait malheureusement la référence absolue en matière de poids et mesures du Tour de France, le même étalon aux cinq estampilles. Miguel Indurain avait snobé cette 48^e édition du Midi libre, lui qui s'était assuré aisément la précédente. Il lui a préféré la bicyclette basque, une course qui se déroulait simultanément en Espagne. Le Navarraise l'a également emporté à l'économie. La présence d'Alex Zülle et de Tony Rominger, qui ont chacun le label de « résistants au Tour de France », donne cependant un solide crédit à sa performance.

Tous ces noms prestigieux sont autant de vides dans le Giro, qui a lieu du 19 mai au 9 juin. Le plateau de l'épreuve cette année ferait penser à la liste d'engagement du championnat d'Italie, n'était la présence de l'espagnol Abraham Olano et du Russe Evgeni Berzine, tous deux appartenant d'ailleurs à des équipes transalpines. Depuis la défaite retentissante de Miguel Indurain dans ce Tour d'Italie, en 1994, un canon du cyclisme moderne stipule désormais qu'il est impossible de gagner la même année deux grandes épreuves aussi dures et rapprochées dans le calendrier.

S'ÉVITER AVANT LE TOUR

Ce nouveau dogme a conforté la prééminence de la virée hexagonale. Le Tour de France était déjà la plus belle course du monde. Il est en passe de devenir la seule dans l'esprit de nombreux coureurs. Des épreuves secondaires s'en sont trouvées ragillardes. Ces petites chapelles sont devenues des lieux de pèlerinage obligés. Roger Béné, directeur général du Grand Prix du Midi libre depuis 1974, s'en réjouit : « Nous avons longtemps servi à ceux qui n'avaient pas ou plus de prétentions dans les grands tours. Nous sommes aujourd'hui devenus un terrain d'entraînement pour les vedettes. » En faisant les Quatre Jours

de Dunkerque, le Tour de l'Oise, le Midi libre et le Dauphiné libéré, les coureurs font autant de kilomètres que sur le Giro et se mélangent entre ces compétitions des plages de récupération », confirme Roger Legeay, directeur sportif de GAN.

C'est donc à qui trouvera le meilleur terrain d'entraînement privé. Miguel Indurain au Pays basque et Laurent Jalabert dans le Midi, les deux hommes ont décidé cette année de pédaler autour de leur maison. Même si les directeurs sportifs nient leur saison en fonction de la concurrence, le but est évidemment d'éviter toute confrontation prématurée, selon ce principe élémentaire de psychologie baptisé loi du plus fort.

Puisqu'il s'agit de ne pas se comparer, la Terre est à peine assez grande pour éviter les mauvaises rencontres. Du Tour du Pont (aux Etats-Unis) au Tour du Chili, en passant par celui du Portugal, des Asturies ou plus modestement de l'Oise, le peloton a essayé un peu partout ses coureurs ce mois-ci. Mais, comme par arborescence, le calendrier s'amenuise à l'approche du mois de juillet. Le Critérium du Dauphiné libéré, qui sonnait doucement, est ainsi devenu depuis deux ans un passage obligé dans la préparation au Tour de France. Il réunit, du 2 au 9 juin, tous les prétendants au maillot jaune dans un premier test grandeur nature.

Il en est un pourtant que ces grandes manœuvres préparatoires n'émeuvent guère. Cyril Saugrain, jeune coureur d'Aubervilliers 93, est sans doute le seul à ne pas rêver du Tour de France. Le banlieusard de Livry-Gargan a d'autres projets pour cet été que de s'enterrer dans un peloton qu'il juge trop fort pour lui. Tant qu'à être à la montagne ou au bord de la mer, autant en profiter. « Moi, en juillet, j'ai posé mes vacances. »

Benoît Hopquin

Les lièvres du demi-fond gagnent leur vie en perdant des courses

VILLENEUVE-D'ASQ de notre envoyé spécial

Pour être lièvres, Ali Morcelli et Abdelkrim Benzai ne sont pas pour autant adeptes des Tables de La Fontaine. Rémunérés pour donner un rythme soutenu aux débuts de courses et permettre aux participants vedettes d'assurer des performances, ils ne fatiguent que pour s'arrêter à point.

Samedi 25 mai, à la réunion du Stadium nord de Villeneuve-d'Asq (Nord), ils ont quitté la piste après avoir parcouru 800 m à un rythme effréné, permettant à Nouredine Morcelli de l'emporter en réalisant la meilleure performance mondiale de la saison sur 1500 m en 3 min 32 sec 05. Quelques instants auparavant, le Burundais Venuste Nyongabo signalait sa victoire dans un autre 1500 m, grâce au rythme imprimé par l'Australien Peter Stubbs jusqu'à 700 m de l'arrivée.

Ali Morcelli, Abdelkrim Benzai et Peter Stubbs sont des anonymes célèbres de l'athlétisme. Espoirs pour les premiers ou figure vieilliss-

sante pour le dernier, ils empoignent leur cachet en débattant le terrain pour les stars du demi-fond mondial. A Villeneuve-d'Asq, ils ont permis — contre une rétribution dont nul ne veut évoquer le montant — aux organisateurs de mettre en vedette, dans deux courses différentes mais sur la même distance (1 500 m), deux célèbres rivaux.

CONFiance ET CONFORT

Ni Nouredine Morcelli ni Venuste Nyongabo ne désistent à gagner le suspense des prochains Jeux olympiques. Ils ont donc répondu présent à condition de n'avoir pas à s'affronter. Les organisateurs ont feuilleté leur carnet d'adresses avant d'assurer Venuste Nyongabo des bons et loyaux services de Peter Stubbs, trente ans passés, ex-honorable coureur de 800 m. « Stubbs est en fin de carrière, mais nous l'avons beaucoup utilisé, car il a fait partie des tout premiers lièvres professionnels, confie des organisateurs de réunions. Il présente l'avantage de toujours partir sur de bonnes bases et de ne jamais donner d'à-coups. C'est comme s'il avait un chronomètre dans la tête. De plus, il n'est pas difficile, alors que certains refusent de « tirer » d'autres athlètes. »

En grand professionnel, Nouredine Morcelli contourne la difficulté du début de la décennie. Très indépendant, amateur de discrétion, il se déplace systématiquement avec deux lièvres attachés. Il règle une fois pour toutes la question de la loyauté en employant son jeune frère, Ali, et Abdelkrim Benzai, un ami de toujours, Algérien comme lui. Il a voulu tout même être à la recherche d'un troisième lièvre capable de l'emmener jusqu'à 300 m de l'arrivée du 1500 m en 2 min 27 s : « Ali et Abdelkrim fatiguent au bout d'un certain temps, et il le faudra si je désire battre un nouveau record. » Mais un tel oiseau rare, capable de participer à une finale olympique sur la distance, devrait accepter de sacrifier ses propres chances de bien figurer.

En l'attendant, Nouredine accorde une confiance aveugle à Ali et Abdelkrim : « Ali et Abdelkrim s'entraînent avec moi en permanence, et j'ai rarement besoin de leur parler pendant une course sauf pour leur crier d'aller un peu plus vite si je me sens bien. » Pour l'heure, tout à la dévotion de Nouredine, ses deux hommes de main n'ont pas renoncé à leur propre carrière d'athlète. « Ali a été champion d'Algérie sur 800 m, dit Nouredine, mais il est mon frère et préfère éviter la pression. Il peut empocher jusqu'à 6 000 dollars (un peu plus de 30 000 francs) sur une course où il m'aide à battre un record du monde, sans compter son salaire de base. C'est un bon moyen de gagner sa vie et de progresser lorsqu'on n'est pas encore au sommet. A sa place, j'en aurais fait autant. » A seulement vingt-trois ans, Ali Morcelli devrait bientôt jouer d'une confiance et d'un confort matériels suffisants pour se consacrer entièrement à ses rêves de gloire.

Patricia Jolly

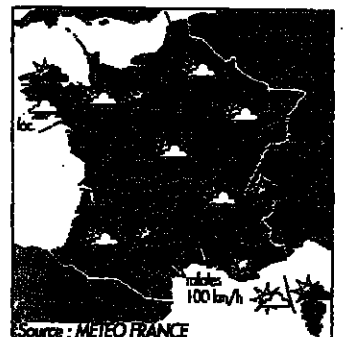
Jan Zelezny s'approche des 100 mètres au javelot

Le Tchèque Jan Zelezny a pulvérisé, samedi 25 mai, son propre record du monde du javelot, avec un jet de 98,48 m, lors de la réunion d'Iéna (Allemagne). Le Pragoise, qui aura trente ans le 16 juin, a amélioré de près de trois mètres le précédent record, qu'il avait établi le 29 août 1993, à Sheffield (Grande-Bretagne), avec 95,66 m.

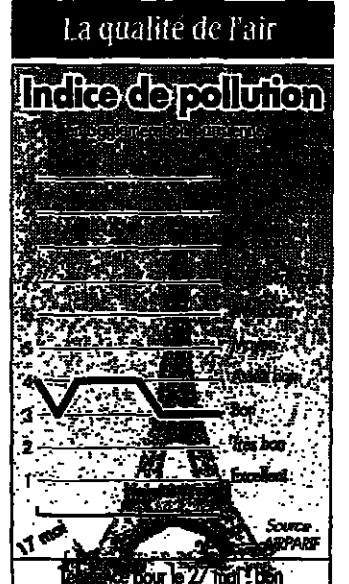
Athlète de compulsiologie modeste pour un lanceur (1,86 m, 77 kg), qui compense son manque relatif de puissance par une extraordinaire vitesse d'exécution, Jan Zelezny domine la discipline depuis une dizaine d'années, notamment avec un titre olympique à Barcelone et de double champion du monde, en 1993 et 1995. Ce nouveau record du monde, le quatrième de Zelezny, pourrait bientôt contraindre la Fédération internationale à faire subir une nouvelle modification au règlement du lancer du javelot, pour que les lanceurs ne dépassent pas la limite dangereuse des 100 m. — (AFP)

Amélioration au Nord

L'ANTICYCLONE des Açores prend de la vigueur et pousse la perturbation précédente vers l'Europe centrale. Une nouvelle perturbation tente de pénétrer par les côtes de la Manche mardi après-midi. Elle sera seulement accompagnée de passages nuageux sur la moitié nord mercredi. La moitié sud connaîtra à l'inverse la présence de nuages mardi, avant de retrouver un soleil généreux mercredi.



Prévisions pour le 28 mai vers 12h00



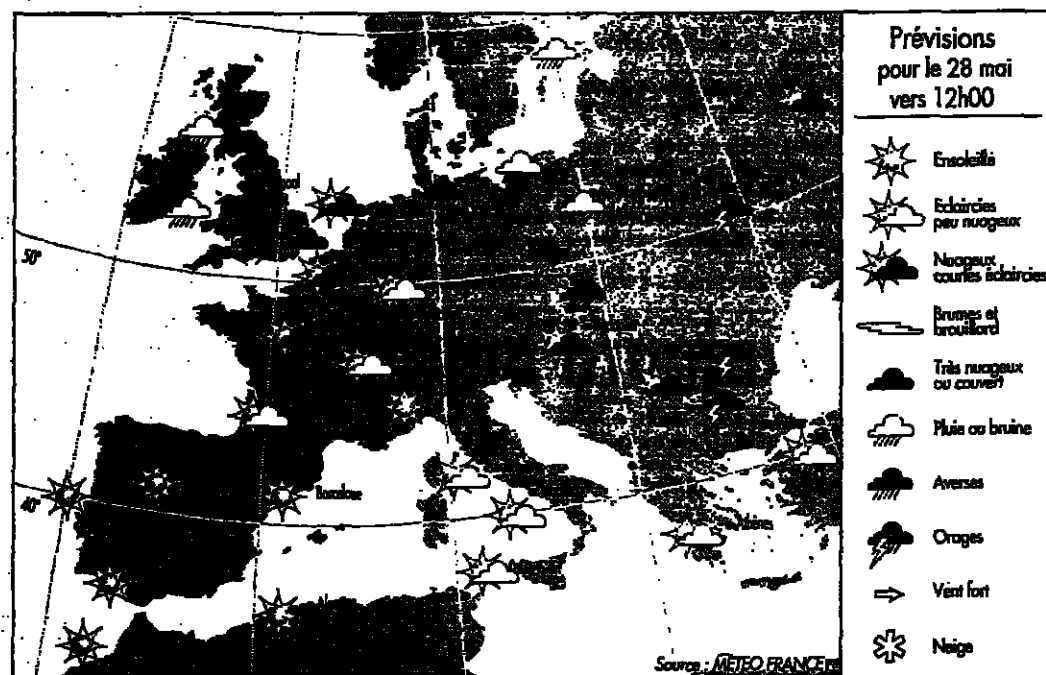
Indice de pollution pour le 27 mai à 0h

Mardi matin, le ciel sera encore couvert et faiblement pluvieux sur la Franche-Comté, la Bourgogne et les Alpes du Nord. Le ciel sera très nuageux du Sud-Ouest au Massif Central jusqu'à l'Orléanais. Sur un large pourtour méditerranéen, jusqu'à la Drôme et au Dévoluy, le soleil sera roi. Mais le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 110 km/h en rafales. La Corse subira également un fort vent d'ouest, jusqu'à 120 km/h en pointes. Les régions au nord de la Seine, jusqu'à l'Alsace et la Lorraine, ainsi que sur Poitou-Charentes, le Centre, les Pays de la Loire et la Normandie, le temps sera plaisant, avec une alternance de nuages et de larges embellies. Quelques nuages gagneront la Bretagne, mais resteront inoffensifs.

Mardi après-midi, le littoral méditerranéen conservera un soleil franc, et le vent faiblira lentement, ne dépassant plus les 90 km/h. Le temps ensoleillé se généralisera sur une large moitié sud, et gagne également l'Alsace et la Lorraine. Seuls quelques cumulus de beau temps accrocheront le relief alpin. Au nord de la Loire, les passages nuageux seront plus nombreux, mais autoriseront de belles éclaircies. Des nuages un peu plus épais borderont le littoral de la Manche et seront porteurs de quelques ondées.

Les températures seront lentement à la hausse sur la moitié nord, et resteront agréables sur le Sud. Les températures minimales s'élèveront de 5 degrés près des frontières du nord-est à 10 degrés sur le Centre, 16 degrés sur le Sud-Ouest, voire 17 près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre affichera de 13 degrés le long des côtes de la Manche à 18 degrés dans la capitale, 22 degrés au pied des Pyrénées et 25 degrés sur la Côte d'Azur.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	16/1	TOURS	16/1	CHICAGO	13/9	LISBONNE	25/6	PRETORIA	21/8
du 26 mai	LILLE	16/1	STRASBOURG	16/1	COPENHAGUE	13/9	LONDRES	16/1	RABAT	26/3
max/min/moyenne	LYON	20/2	ALGER	26/9	DIJON	16/1	LOS ANGELES	19/3	RIO DE JANEIRO	23/7
	MARSEILLE	22/8	AMSTERDAM	17/1	DUBAÏ	33/23	MADRID	16/10	ROME	22/6
	NANCY	18/15	ATHÈNES	24/9	DURBAN	30/20	MILAN	20/4	SAN FRANCISCO	16/12
	NANTES	19/2	BANGKOK	36/25	FRANCFORT	20/12	MONTREAL	16/5	SANTIAGO	14/5
	NICE	22/5	BARCELONE	24/6	GENEVE	20/4	MOSCOW	20/3	SEVILLE	33/20
	PARIS	18/12	BERLIN	17/1	HANOÏ	34/27	NEW DELHI	40/27	ST-PETERSBURG	15/9
	PERPIGNAN	26/18	BOMBAY	34/25	HELSINKI	11/7	NEW YORK	19/3	STOCKHOLM	15/5
	POitiers	19/1	BRASILIA	24/19	HONGKONG	27/24	PRAGUE	17/9	SYDNEY	21/9
	RENNES	15/1	BUENOS AIRES	24/15	JERUSALEM	17/1			TENERIFE	26/19
	STRASBOURG	22/19	CAIRO	33/20	KHARTOUM	33/20			TOKYO	27/15
	TOULOUSE	23/15	CARACAS	29/24	LA PAZ	18/15			TUNIS	28/15
									VARSOVIE	16/6
									VIENNE	21/12



Situation le 27 mai, à 0 heure, temps universel. Prévisions pour le 29 mai, à 0 heure, temps universel.

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Le chômage des intellectuels

C'EST AU LANGAGE BRUTAL de Bismarck que l'on doit l'expression de « prolétaire intellectuel ». [...] elle connut malheureusement [...] une singulière fortune après la crise de 1930. La guerre, on sait trop par quels moyens et dans quel but, fut un régime de plein emploi.

Mais avec la paix revient l'incertitude pour le jeune diplômé de trouver du travail. Incertitude qu'ont éprouvée [...] les prisonniers libérés et les démobilisés, que connaissent aujourd'hui le personnel des administrations en voie de licenciement, les étudiants au sortir de l'université. Inquiétude accrue par la lenteur du pays à revenir à un équilibre économique et par le déclassement [...] des professions intellectuelles.

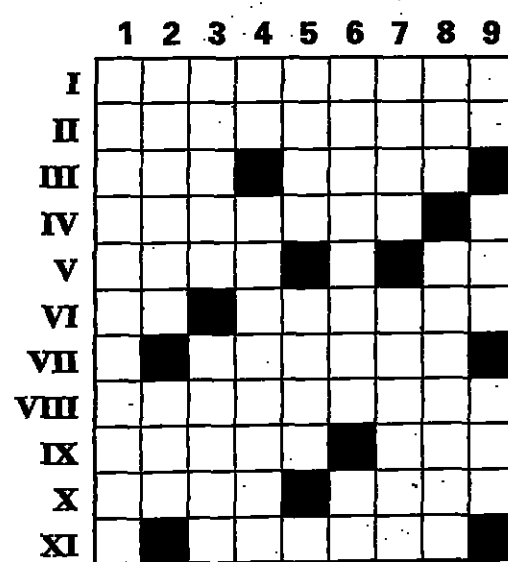
[...] L'économie de reconstruction et de démarrage absorbe les techniciens : les carrières médicales, loin d'être pléthoriques, sont caractérisées par une mauvaise répartition géographique des praticiens ; les carrières juridiques comportent, du fait du nombre croissant d'étudiants en droit, un risque de chômage virtuel ; enfin les licenciés des lettres, [...] de plus en plus nombreux, rencontrent [...] des débouchés très serrés.

On ne saurait trop insister sur les traits et les dangers particuliers au chômage intellectuel. Formé par de longues années d'études, l'intellectuel dépourvu de travail est plus difficile que tout autre à reclasser dans une autre profession. D'autre part, son individualisme, son ambition, les exigences que lui a données sa culture le préparent mal à la mentalité du prolétaire. Le chômage, la pauvreté, la précarité ne font pas de lui un résigné, mais un aigri, une dangereuse anomalie sociale.

Francis Cabour (28 mai 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6830



HORIZONTELEMENT
I. Un travailleur mis sur la touche. - II. Peut amener le rouge au front. - III. En Suisse. Hérodote grecque. - IV. Endroit où l'on plaçait du gibier. - V. Ville du Gard. Vaste plaine. - VI. Un drame. Appréciée par ceux qui aiment les belles gorges. - VII. Couronnés comme les vainqueurs. - VIII. C'est parfois nettoyer son brique. - IX. Détériorés. Supprime. - X. Pré-nom. Les hommes s'y sont pas admis. - XI. Aller de pis en pis.

VERTICALEMENT
I. Travaillait qui exige une bonne mise au point. - 2. Donne des boutons. Très gras et salé. - 3. Peut être prise à coups de canons. Très sociale. - 4. Abréviation pour un morceau. Quand il est grand, n'est pas dérobé. - 5. Viscère. Qui ont pu nous enrichir. - 6. Ville du Pas-de-Calais. Note. - 7. Dieu romain. Nom d'un chien. - 8. Pas original. Une femme de poids. - 9. Deux cantons dans l'eau. Zone encaissée qui longe les côtes. Comme un bol quand ça fait trop.

SOLUTION DU N° 6829
HORIZONTELEMENT
I. Juke-box. Cédille. - II. Enlève. Batelées. - III. Aglaé. Paras. - IV. Nao. Mil. Visite. - V. SR. Méusine. ABC. - VI. Aégosmes. Regel. - VII. NT. Tas. Athènes. - VIII. Stade. Ac. II. - IX. Pâtre de Rozier. - X. Lire. Odonyme. - XI. Usine. Trembles. - XII. Réa. Nara. Ire. - XIII. Agenda. Poésies. - XIV. Quéte. Pains. Sas. - XV. Esquifs. Roue.

VERTICALEMENT
1. Jean sans Peur. - 2. Ungaretti. Seaux. - 3. Kilo. Alliage. - 4. Eva. Mondain. Été. - 5. Brèmes. Etrennes. - 6. OE. Ilt. Ré. Ad. - 7. Plumage. Trappu. - 8. BA. Ses. Dora. Al. - 9. Carvis. Abde. Pif. - 10. Etain. Acronyms. - 11. Dessert. Ombres. - 12. Il. Eh. Zébrés. - 13. Lestage. Ite. Iso. - 14. Le. Ebéniers. Eau. - 15. Est. Claire. Esse.

PARIS EN VISITE

Mercredi 29 mai
■ **MUSÉE D'ART MODERNE** (25 F + prix d'entrée) : collections permanentes, 12 h 30 ; exposition Soulague, 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : L'Amour et Psyché, de Canova, 12 h 30 ; exposition Pisanello, 14 heures ; Portrait du naïf du cardinal de Granvelle, de Mor, 19 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS** : du palais du Trocadéro au palais de Chaillot (37 F + prix d'entrée), 14 heures (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : les Thermes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures ; la chasse de Nivelles et l'orfèvrerie gothique, 15 h 30 (Musées nationaux).
■ **LES CATACOMBES** et exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).
■ **LE CIMETIÈRE DE PICPUS** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 35, rue de Picpus (Institut culturel de Paris).
■ **DE L'ANCIENNE COMÉDIE** au couvent des Cordeliers (50 F), 14 h 30, sortie du métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).
■ **PARC DE BAGATELLE** : Iris et clématites (35 F), 14 h 30, entrée ouest du parc devant la grille de Sévres (Ville de Paris).
■ **DE MOUFFETIARD** aux Arènes de Lutèce (50 F), 14 h 45, sortie du métro Censier-Daubenton (Découvrir Paris).
■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : un autre regard sur la sculpture, la genèse de l'œuvre (25 F + prix d'entrée), 14 h 45 (Musées de la Ville de Paris).
■ **MUSÉE CARNAVALET** : exposition Les Russes à Paris (25 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).
■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
■ **MARAIS** : sur les pas de Beaumarchais (55 F), 15 heures, sortie du métro Hôtel-de-Ville côté rue Lobau (Pierre-Yves Jaslet).

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS**. Les compagnies Northwest Airlines et Hawaiian Airlines viennent de signer un accord de coopération. Northwest va revoir le programme de ses vols entre Los Angeles, San Francisco, Seattle et Honolulu pour multiplier les correspondances avec les vols de la compagnie hawaïenne. - (Bloomberg).
■ **GRANDE-BRETAGNE**. Le projet de construire un aéroport sur une île artificielle dans l'estuaire de la Tamise reprend de l'actualité, la commission des transports de la Chambre des communes estimant dans un rapport que cette option ne devait pas être écartée si le besoin d'un nouvel aéroport se faisait sentir. Un tel projet avait été déjà évoqué en 1991, puis abandonné. - (AFP).
■ **HONGKONG**. Dès le début de l'année prochaine, l'effigie de la reine Elisabeth d'Angleterre ne figurera plus sur les timbres de la colonie britannique de Hongkong, qui sera rétrogradée le 1^{er} juillet 1997 à la Chine. Elle sera remplacée par une vue de Victoria Harbour, l'île principale. Sur les pièces de monnaie, le portrait de la souveraine disparaîtra au profit de l'emblème floral de Hongkong. - (Reuters).
■ **OUZBÉKISTAN**. Le groupe français Bouygues va construire un hôtel de 237 chambres dans le centre de Tashkent en Ouzbékistan. Bâti selon les normes internationales sur seize niveaux, avec des suites de luxe, deux piscines et un salon de réception modulable, l'établissement devrait être livré clés en main après vingt-trois mois de travaux. - (AFP).
■ **RUSSIE**. Le ministre des transports russe vient d'annoncer que les trois aéroports civils de Moscou, Chermietovo, Vnukovo et Domodedovo, allaient être modernisés et mis aux normes internationales. - (Reuters).
■ **THAÏLANDE**. Le gouvernement thaïlandais a approuvé la création d'une deuxième compagnie aérienne. Comme Thai Airways international, elle assurera des liaisons intérieures et des vols intercontinentaux. - (AFP).

qui sera rétrogradée le 1^{er} juillet 1997 à la Chine. Elle sera remplacée par une vue de Victoria Harbour, l'île principale. Sur les pièces de monnaie, le portrait de la souveraine disparaîtra au profit de l'emblème floral de Hongkong. - (Reuters).
■ **OUZBÉKISTAN**. Le groupe français Bouygues va construire un hôtel de 237 chambres dans le centre de Tashkent en Ouzbékistan. Bâti selon les normes internationales sur seize niveaux, avec des suites de luxe, deux piscines et un salon de réception modulable, l'établissement devrait être livré clés en main après vingt-trois mois de travaux. - (AFP).
■ **RUSSIE**. Le ministre des transports russe vient d'annoncer que les trois aéroports civils de Moscou, Chermietovo, Vnukovo et Domodedovo, allaient être modernisés et mis aux normes internationales. - (Reuters).
■ **THAÏLANDE**. Le gouvernement thaïlandais a approuvé la création d'une deuxième compagnie aérienne. Comme Thai Airways international, elle assurera des liaisons intérieures et des vols intercontinentaux. - (AFP).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G^e Leclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : (01) 42-17-32-90.

Je souhaite la durée suivante : France Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas d'Union européenne Autres pays

1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Le Monde (ISSN 0025-2818) is published daily for \$ 82 per year + LE MONDE + 1 place Habitat-Neuve-4447, 94052 Ivry-sur-Seine, France, except that postage paid at Champlain, NY 13, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 3301 Avenue of the Americas, New York, NY 10013-2473. For the subscription service call: 1-800-828-6882. Single copies: 100 F. Single copies: 100 F. Single copies: 100 F.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ 601 MQ 001
Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____
Signature et date obligatoires
Changement d'adresse : _____
● par écrit 10 jours avant votre départ. PR. Paris DTV

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM : (1) 44-08-78-30
Index et microfiches : (1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province : 36-89-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-sur-Seine.
PRINTED IN FRANCE.
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Mordacq
Généraliste : Dominique Alajouanine
Membres du comité de direction : Dominique Alajouanine, Gisèle Peyrou
Société mère de la SA Le Monde et du Monde à l'étranger : SA

JEUX

LOTTO

6	10	14	15	20	29
2	3	4	5	6	7
8	9	11	12	13	16
17	18	19	21	22	23
24	25	26	27	28	30

LA PRIMAIRE EST DE 200 F

LOTTO 7

6	10	14	15	20	29
2	3	4	5	6	7
8	9	11	12	13	16
17	18	19	21	22	23
24	25	26	27	28	30

LA PRIMAIRE EST DE 200 F

SPECTACLES
Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE

EXPOSITIONS L'idée est venue d'Amérique où des artistes de toutes générations, connus ou moins connus, organisent des expositions « alternatives » en marge des cir-

cuits traditionnels, dans des lofts, des hangars, des lieux « libres ». ● **HABITUELLES À NEW YORK**, ces manifestations sont relativement nouvelles en France, où elles ont fait

leur apparition il y a une demi-douzaine d'années seulement. Les artistes trouvent là les moyens de montrer leurs œuvres, quand les galeries, crise aidant, tendent à se ré-

fugier dans les valeurs sûres. ● **RUE SAINT-MARTIN**, à Paris, se tient dans un appartement, une exposition organisée par deux jeunes peintres, Hervé Ic et Stéphane Pencraec'h.

Cinq fois par an, ils investissent ainsi un atelier ou un logement, faisant de ces « galeries nomades » des lieux où découvrir de nouveaux noms et de nouvelles idées.

L'art d'aujourd'hui s'expose en appartement

Pour découvrir la création contemporaine, il ne suffit plus de faire le tour des galeries. Il faut aussi partir à l'aventure dans la ville, chez des particuliers où les artistes présentent leurs œuvres. Une solution de fortune pour temps de crise

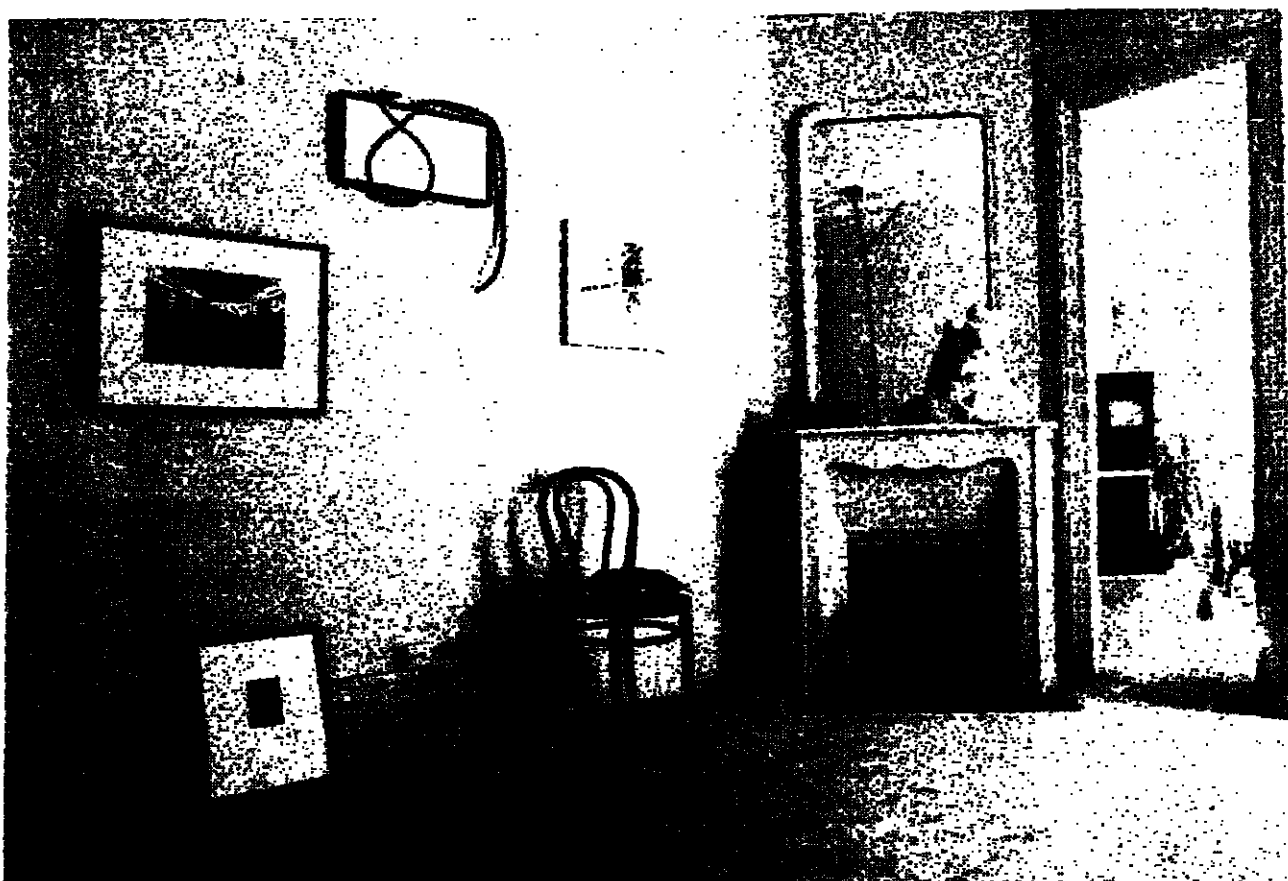
CE N'EST PAS encore une mode, tout juste le début d'un engouement. Depuis quelques années – moins d'une demi-douzaine – de façon encore sporadique, des artistes s'exposent eux-mêmes, en groupe, dans des lieux qui ne sont pas des lieux d'exposition mais des endroits fort ordinaires, dans des quartiers non moins ordinaires – de simples appartements, pas même vastes, pas même luxueux. Aussi appelle-t-on ce genre nouveau de manifestation une « exposition en appartement ». Elle ne dure guère plus de deux semaines, elle n'existe que par la volonté du propriétaire ou du locataire et par l'énergie de l'organisateur, aidé de quelques amis, artistes comme lui. Encore rares à Paris, ces manifestations sont passées dans les moeurs artistiques new-yorkaises, où les expositions dites « alternatives » rassemblent des artistes d'âge et de notoriété très différents et occupent tantôt un garage abandonné, tantôt un ancien club de tennis.

Rien d'étonnant donc si cette pratique a été introduite à Paris par un artiste français établi à New York. En 1992, Alain Kirli réunit un groupe de jeunes Français et Américains, convainc quelques artistes reconnus de les rejoindre et monte la première édition de « Jours tranquilles à Clichy ». Le titre est un hommage à Henry Miller et une indication pratique, puisque l'exposition se tient en étage, dans un immeuble bourgeois du quartier. Il y a là nombre de débutants, qui ne le sont plus aujourd'hui, mais aussi Eugène Leroy, Edienne Martin et Martin Barré. Le jour du vernissage, les invités font la queue dans l'escalier tant ils sont nombreux. Qui sont-ils ? Les artistes, leurs amis, des voisins, des gens « qui ont entendu dire que... », des curieux.

GRÂCE, GRATITUDE, GRATITUDE

La deuxième édition, l'année suivante, remporte un succès plus vaste encore. Des collectionneurs et des galeristes viennent voir ce qui se passe à Clichy, d'autant plus intrigués que, dans les galeries, les ravages de la crise ne cessent de s'aggraver. Aux peintres et sculpteurs réunis par Kirli – dont Aurélie Nemours et Pierrette Bloch – s'ajoutent cette fois des jazzmen et un chorégraphe – manière de suggérer que tous les modes d'expression, toutes les manières de créer doivent se rencontrer. Budget des « Jours tranquilles à Clichy » : à peu près 5 000 francs chaque fois. L'appartement est prêt à titre gracieux, les œuvres aussi, et des bénévoles assurent la permanence sur place. Ne restent à payer que l'affiche et les frais d'impression et de poste pour les invitations.

Ce modèle inspire désormais des initiatives de plus en plus nombreuses. Du 9 au 19 mai, un groupe dénommé L'Atelier parisien s'est installé dans le Marais, rue des Blancs-Manteaux, le temps de « Graïas », congrès d'artistes de tendances et de pratiques violemment hétéroclites. Le néo-conceptuel y côtoyait la peinture, la vidéo y voisinait avec la sculpture d'assemblage, tout cela autour de quel-



ques mots-clés, grâce, gratuité, gratitude.

L'Atelier parisien, qui est lui-même une émanation du *Journal des expositions*, chronique artistique mensuelle fondée par le peintre Camille Saint-Jacques, se définit comme un organisateur de « rencontres nomades d'art contemporain », et nomade est-il, en effet. Avant « Graïas », on l'avait vu à l'œuvre du côté de l'avenue Parmentier. Après, on y ira voir « Deal », une exposition sur le thème de l'échange qui aura lieu à l'automne dans la ZUP d'Aubervilliers. Un sujet fédérateur pour éviter autant que possible l'incohé-

rence, un dosage de noms connus et inconnus, la volonté arrêtée d'accueillir quel que soit l'œuvre à des principes simples à énoncer et difficiles à satisfaire.

Libre ensuite à chacun de discuter de la pertinence des démarches personnelles et de la qualité des œuvres. Du moins auront-elles été vues. Camille Saint-Jacques est très clair sur ce point : « Nous ne voulons fonder ni un mouvement ni une nouvelle avant-garde. Simplement donner l'occasion à de jeunes artistes de montrer leur travail. Pour le tri, on verra plus tard. »

Avec les mêmes idées en tête –

mais d'autres préférences esthétiques –, deux jeunes peintres nommés Hervé Ic et Stéphane Pencraec'h ont uni leurs efforts pour inventer un programme d'expositions qui se développe tout au long de l'année.

PRÉCAUTION

Titre générique de la manifestation : « The Exodus has begun ». Encore une affaire de nomadisme. Du boulevard de Charonne à la rue Saint-Martin, ils s'installent au gré des saisons et des commodités dans un atelier ou un deux-pièces. Leur but ? « Faire de belles expositions avec des artistes de différentes géné-

rations qui posent, chacun à sa manière, des problèmes essentiellement picturaux, intelligents ou non, mais présents dans le paysage contemporain en France. » Et aussi, accessoirement : « se faire connaître, entendre, aimer. »

Pour accomplir ce beau projet, ils ont convaincu des artistes aussi opposés entre eux que Daniel Dezeuze, Vincent Carpey, Fabrice Hybert ou Michel Gouery de les rejoindre le temps d'un accrochage, une semaine ou deux.

La provocation n'étant pas pour leur déplaire, ils ont choisi, entre autres thèmes, la pornographie. L'exposition qui se tient actuelle-

ment, précédemment-ils, « ne s'adresse pas à tous ». Sage précaution. On ne saurait conseiller aux amateurs d'art contemporain d'aller la découvrir en famille. Pour autant, elle est plutôt réussie et n'a que le défaut d'exhiber sans pudeur ce que Jean Baudrillard ne cesse de redire : que « dans la pornographie ambiante s'est perdue l'illusion du désir ». D'autres manifestations encore s'annoncent. Après « Jazz à la Goutte d'Or » en septembre 1995, Alain Kirli prépare ainsi « Chant d'amour » au Studio des Islettes pour l'automne. Il y a aussi, à nouveau, des peintres et des sculpteurs français et étrangers – « des nouveaux venus qui n'étaient pas à Jours tranquilles à Clichy », annonce-t-il – et le jazz de Sunny Murray, tout cela autour du *Chant d'amour* de Jean Genet.

RÉSURRECTION

La preuve est donc faite qu'il est possible d'organiser une exposition de groupe à peu de frais, avec des moyens sommaires et beaucoup d'énergie. Mais l'idée est-elle si neuve ? N'assisterait-on pas plutôt à la résurrection de l'une des pratiques préférées des artistes novateurs du siècle dernier ? La première exposition des impressionnistes en 1874, dans un atelier prêt par le photographe Nadar, avait été organisée par les peintres eux-mêmes et cela pour une raison simple : parce qu'ils étaient exclus du Salon. Ils ne se voulaient alors ni un mouvement ni une école, tout juste une association d'artistes las de l'indifférence et du mépris. On sait comment l'histoire a fini.

Désormais, la question se pose en d'autres termes. Au Salon, s'est substitué au tournant du siècle le réseau des galeries privées, qui n'a cessé de se renforcer, condamnant peu à peu les Salons, quels qu'ils soient, à jouer les utilités. Ces galeries se réunissent plusieurs fois dans l'année en un congrès appelé foire. Or ce système est malade depuis le krach du début des années 90 et la tentation de le contourner ou de le court-circuiter ne cesse de grandir. Les difficultés de trésorerie obligent en effet la plupart des galeries à ne présenter que des valeurs sûres. Quel marchand peut aujourd'hui consacrer un mois de son calendrier à un inconnu quand il lui faut d'abord vendre de quoi payer le loyer, l'électricité et un salaire ? L'expérience coûte cher et rapporte fort peu. Ic et Pencraec'h ne s'en cachent pas : « Nous n'avons pas envie d'attendre éternellement le bon vouloir d'une galerie. Alors nous avons décidé de nous en passer, en tout cas pour le moment. »

Il faudra s'y habituer : c'est moins désormais dans les galeries d'art contemporain du Marais et de la Bastille qu'il faut s'en aller à la recherche de nouveaux noms et de nouvelles idées, mais un peu partout dans la ville, sur les traces d'artistes nomades – nomades parce qu'ils ne peuvent pour l'instant faire autrement.

Ph. D.

Philippe Dagen

Entre démantèlement et bal masqué

THE EXODUS HAS BEGUN. Deuxième volet, intitulé « Je t'éclate la rondelle, sale petite pute ». 237, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : 42-72-88-36. Du vendredi au lundi de 15 heures à 20 heures ; jusqu'au 3 juin

Au 237 rue Saint-Martin, pour entrer, il faut un code. On l'a donc noté sur un bout de papier, suivi des indications pour l'interphone – parce qu'il y a aussi un interphone. L'escalier B est étroit mais il suffit, par chance, de monter un étage. L'appartement est là, plutôt exigü. Il a été vidé de tout son mobilier, ce qui ôte de son pittoresque à l'endroit mais permet de s'y déplacer sans trop de peine. Il semblerait même que le parquet ait été crevé pour l'occasion : inutile précaution. Mais, par une porte entrebâillée, se révèle le chaos d'une cuisine monstrueusement encombrée.

La cuisine est du reste la seule pièce où nulle œuvre n'est exposée. Dans les trois autres, elles sont partout. Elles couvrent littéralement les murs jusqu'à l'embrasure. Le dessin d'un papier peint aux motifs érotiques et puisque Ic et Pencraec'h – les organisateurs – ont chacun recouvert une paroi, de la plinthe au plafond, de leurs huiles et des-

siens sur papier. A place mesurée, accrochage serré, très serré. On se souvient avec émotion du premier « Jours tranquilles à Clichy », où étaient rassemblées des œuvres de plusieurs dizaines d'Américains et de Français, disposées partout, dans tous les coins, dans le couloir, au-dessus de l'aquarium, au-dessus des portes, sur la cheminée. Il y avait jusqu'à un happening millésimé – c'est-à-dire érotique – dans la baignoire. C'était un beau désordre, dans une atmosphère de démantèlement et de bal masqué à la fois. Ici, le nombre d'artistes invités est bien moindre, mais l'espace bien plus petit.

Les peintures agrémentées de collages de Gouery sont donc dispersées du salon à la chambre, encadrées ou pas. A qui les regarde attentivement, elles se révèlent exécutées sur ou avec des images qui ne se vendent d'ordinaire que dans les sex-shops. Sur le papier peint d'Hybert sont épinglées les gouaches de Jean-Paul Vecchio, dont la mère interdira la vue à sa fille. Les œuvres de Christophe Avela-Bagar, plus discrètes en apparence, ne sont pas beaucoup plus chastes, ce qui est logique étant donné le propos affiché de l'exposition.

Passé le premier moment de surprise, cette ma-

nifère de montrer révèle ses mérites, dont le moindre n'est pas d'éviter toute mise en scène, tout spectacle de la peinture. Dans une galerie, à plus forte raison dans un musée, la présentation a ses règles : peu de toiles par cimaise, des lumières à l'intensité calculée et dirigées selon les principes d'une habile géométrie. Ici, rien de tel. Nul confort, nulle théâtralité chic du clair-obscur et de la muséographie. Au regard de se frayer un passage parmi les œuvres. A lui de s'accommoder d'un éclairage tout juste correct. A lui d'aller vers les peintures. Les conditions de la vision sont celles d'un atelier ou celle de l'appartement de n'importe quel visiteur, lequel pourrait devenir collectionneur.

Tel est certainement l'un des effets les plus sûrs des expositions en appartement : elles donnent des envies de nouveauté et d'aventure. Modestes, improvisées, elles ne glacent pas le désir. Aimer, ne pas aimer, ce n'est pas ici affaire d'opinions certifiées officielles, mais de jugements précipités, qui peuvent être faux, qui ont tout chance d'être violents. Mais qui croit encore que l'art vit de confort, de propriété, de certitudes et de paix ?

Avec la vidéo, deux chorégraphes passent de la danse aux arts plastiques

TRAVERSÉES. Installations vidéo de N-N Corsino. Centre d'art contemporain de la Ferme du Buisson, Noisiel (Seine-et-Marne). Tél. : 64-62-77-27. Jusqu'au 28 juin.

Danseurs et vidéastes, Nicole et Norbert Corsino ont réalisé entre 1989 et 1994 sept « fictions chorégraphiques », groupées sous le titre *Circumnavigation*. C'était l'invention, en quelque sorte, d'un genre... négatif (ni scène ni cinéma) ouvrant sur un champ de possibilités inexploitées. Contrairement à la multitude des « vidéos danse » qui

trouvent leur justification à mémoriser une scénographie déjà construite, les films des Corsino produisaient de la danse à partir du lieu où ils aventurent leurs danseurs-acteurs.

C'est sous l'aile des arts plastiques qu'œuvrent aujourd'hui les Corsino. Ayant bénéficié d'une commande de la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture, ils ont repris leurs images portuaires pour les redéployer, mêlées, dans cinq installations vidéo de toute beauté. Conclusion évidente d'un voyage hasardeux, on voit ce qui dirigeait leur quête : le désir d'immatérialité.

Du corps et des images. Pourtant, les structures de ces installations sont des constructions matériellement monumentales. Une énorme colonne, un mur courbe en métal, un plancher mobile, un écran de verre, ont été construits pour exhiber des images, tantôt immenses, tantôt minuscules. Mais ces structures compactes sont innervées de mécanismes informatisés (créés par Patrice Bersani et Gérard Teissèdre), qui n'ont qu'un but : mettre en mouvement des images de mouvements.

Mises en mouvement, les images se dématérialisent, se délocalisent. Les unes tournent

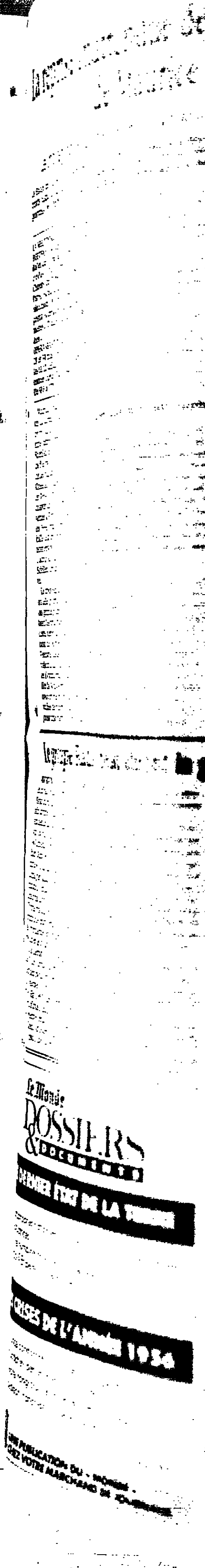
autour d'un phare. D'autres ruent à fleur de nuit, élégants pétalos noirs et blancs des moniteurs plantés sur des tiges oscillantes. D'autres encore, glissant le long de cinq rails encastrés dans un mur, fluctuent lentement sur une mer d'huile comme autant de vaisseaux délaissés par le vent. D'autres, enfin, s'impriment sur un envol de fumée, retenue dans un écran-écran de verre transparent, qui laisse filtrer sur le sol les doubles vapeurs d'une troupe de danseurs créés par ordinateur. Dématérialisées, les images communiquent leur immatérialité aux corps en

mouvement. Ils flottent, s'étirent, se désintègrent, se contractent, se recomposent. Ballet d'images dans l'espace, ballet d'espaces entre les images : l'espace entier est devenu chorégraphique. Et alors que voit-on ? Non pas une nouvelle façon de danser, mais une nouvelle façon de sculpter, de peindre. Ici, la danse agit comme un pinceau, un burin. Elle attaque l'espace, le sculpte. Il y a un noir Corsino comme il y a un noir Soulages. Un gris Corsino comparable au gris du Greco. De même, les volumes naviguent entre les blocs à la Richard Serra et les multiples à

la Allan McCollum. Et comme artistes vidéo, où se situent les Corsino ? Entre Nam June Paik et Bill Viola. Figuratifs par leur traitement des corps, abstraits par l'usage de la lumière-écran, anti-conceptuels dans leur jeu avec les technologies, les Corsino ont trouvé leur place.

Jean-Paul Fargier

★ Après leur création, ces cinq installations, produites avec le soutien de la direction des affaires culturelles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, seront exposées à Arles, puis au Musée d'art moderne de Nice.



La reprise inattendue de la « Neuvième Symphonie » de Maurice Béjart à l'Opéra

Le chorégraphe lui-même ne voulait plus entendre parler de ce ballet trop souvent dansé

Le Ballet de l'Opéra de Paris est sur tous les fronts jusqu'au 20 juillet. Il danse quatre programmes en alternance : Roland Petit, Giselle,

Coppélia et la Neuvième Symphonie de Beethoven, créée en 1964 par un Maurice Béjart de trente-sept ans. Même s'il a vieilli, la reprise de

ce spectacle mythique participe du regain d'intérêt pour l'œuvre du nouveau patron de la danse à l'Opéra d'Etat de Berlin.

LA NEUVIÈME SYMPHONIE DE BEETHOVEN, de Béjart, par le Ballet de l'Opéra de Paris et les étoiles, l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Paris, Sebastian Lang-Lessig (direction), Roger Bernard (dispositif scénique, costumes, lumières), Didier Sandre (comédien). OPÉRA-BASTILLE. 19 h 30, les 28 et 30 mai, les 1^{er}, 6 et 8 juin, les 10, 12 juillet. Le 14, 15 heures, entrée libre. Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 370 F.

Maurice Béjart avait juré d'arrêter de donner sa Neuvième Symphonie de Beethoven après une ultime représentation au palais du Kremlin, à Moscou, en 1978 – ainsi qu'il le proclamait toujours à propos de ses ballets trop souvent dansés. Créée au Cirque royal de Bruxelles, en 1964, cette énorme machine à chanter et à danser avait été présentée à Paris au Palais des Sports en 1966, puis reprise en 1969. Ce ballet est chorégraphié sur l'œuvre homonyme de Beethoven, qui s'achève sur l'Ode à la joie de Schiller, cri d'espoir et de fraternité.

Le chorégraphe a toujours voulu qu'elle porte la danse au-delà du grand public, qu'elle soit jouée hors les théâtres. S'il faut voir dans cette reprise le désir, pour la direction de l'Opéra de Paris, de trouver l'œuvre idéale qui permet de faire valoir à la fois le ballet, les chœurs et l'orchestre, cette idée a échoué. De la Neuvième Symphonie de Beethoven ne reste qu'une ossature, vidée de tout contenu. Un comble pour une partition musicale dédiée

à la joie, qui selon Spinoza, cité par le compositeur André Boucourechiev dans son petit mais essentiel essai sur Beethoven (*Seuil*), n'est autre qu'une augmentation de la puissance d'agir. En effet, cette symphonie, à laquelle le compositeur a consacré plus de trente ans de sa vie, est un cheminement de l'homme des ténèbres vers la lumière.

Le rideau s'ouvre sur Didier Sandre. Le comédien serre à l'avant-scène la main d'un homme jeune. Celle du chef allemand, Sebastian Lang-Lessig, trente ans. Tandis que ce dernier rejoint à pas

assimiler les pas les plus difficiles en cinq minutes. Mais est-ce cela connaître l'esprit d'un ballet ? Béjart paraît toujours plus facile à interpréter qu'il n'en a l'air – il n'y a qu'à voir combien les danseurs transpirent dans le premier mouvement ! La désinvolture, la souplesse des reins, la capacité à faire corps avec le sol, qui caractérisent son style, ne s'attrapent pas en un tournemain.

Ce mouvement exprime l'angoisse, la colère. Il y a des flans de bras pris en arrière, poings fermés, qui ont pour intention première d'être puissants : ils ne sont que jo-

Des saluts et des hommes

Tous les chefs ont peur de la Neuvième, même les plus aguerris. Il faut avoir l'enthousiasme d'un trentenaire pour relever ce défi. Sebastian Lang-Lessig, par instants, ne tient pas assez serré sa direction, et la musique s'évade. Mais il affronte ce monstre musical avec courage. Au salut, il n'avait pas pris le temps de reboutonner sa veste. A ce détail, on percevait sur son corps le combat musical et physique qu'il venait de livrer. On lisait l'émotion sur son visage. Quand Maurice Béjart est venu recevoir l'ovation du public, il ne sautait pas de joie. Les chœurs, au premier balais de rideau, avaient déserté les rangs. On n'a jamais compris cette habitude qu'a la musique de lever le siège alors que la danse salue encore.

lents l'orchestre et les chœurs, alignés tout au fond du plateau, sous une coupole construite par Roger Bernard, Didier Sandre, sur fond de tambour africain, commence à réciter, en guise de prologue, un extrait de *Naissance de la tragédie* de Nietzsche. Est-ce la jeunesse du chef, la solitude du comédien ? L'émotion est réelle. Elle s'enfuit dès que la danse commence. On sait les danseurs de l'Opéra de Paris extraordinairement habiles à

lis, quand ils ne sont pas mièvres. La danse, c'est aussi apprendre à brandir un poing et, par ce geste, à transmettre un sentiment. Ce spectacle n'aurait-il pas dû faire l'objet d'une réécriture adaptée au Ballet de l'Opéra, en harmonie avec le Béjart d'aujourd'hui ?

La compagnie de l'Opéra de Paris ne serait pas l'une des meilleures du monde si elle n'avait pas su nous offrir quelques moments de beauté : l'entrée de Nicolas Le

Riché, en collant rouge, torse nu, au début du deuxième mouvement. On vibre soudain à cet homme qui décide de sortir de l'anémisme. Maurice Béjart possède un art saisissant des entrées. Celle de Rader Belarbi, qui ouvre l'adagio, est superbe, notamment quand, accroupi, il avance, l'une après l'autre, ses jambes à l'horizontale. Le danseur étoile est de ceux qui, derrière les pas, les enchaînements, savent trouver leur rôle. Nathalie Riqué et Agnès Letestu, toutes deux premières danseuses, valent les étoiles. Mais c'est Ghislaine Fallou, premier sujet, qui réussit le plus subtilement à distiller le désir d'élévation spirituelle et la sensualité, encore timide, qui s'éveille quand revient la vie, la joie. Cette ballerine a des jambes virtuoses sans recherche du spectaculaire.

Ces personnalités ne sont pas suffisantes pour transmettre, d'un bout à l'autre, le sens philosophique de l'œuvre musicale. Ce ne sont ni les farandoles ni les rondes qui donnent l'idée de fraternité, ni les danseurs de races différentes (ici, essentiellement des Noirs), que Béjart a ajoutés au Ballet de l'Opéra pour le finale de la symphonie. Retenons seulement la danse dionysiaque d'Assiata Abdou. En costume marron sur peau brune, la jeune fille s'empare du plateau, sans peur apparente, jubilante. On se demande si ce n'est pas ce que Maurice Béjart, qui n'a pas rien à prouver, a voulu démontrer : seul ce style d'interprète, tout entier livré à sa danse, l'émeut. Et nous avec.

Dominique Frédat

Jorge Lavelli donne sa chance au Belge Serge Kribus « Arloc » est une fable sur l'intégration

ARLOC, de Serge Kribus. Mise en scène : Jorge Lavelli. Avec Roger Mirmont, Marc Citti, Luc-Antoine Diquero, Bruno Flender, Bernard Spiegel, Sylvain Thyrolle, Emiliano Suarez, Michel Aumont, Catherine Hiégel, Fabienne Chaudat, Maria Verdi, Olivia Machon et Isabelle Carré. THÉÂTRE DE LA COLLINE, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^e Gambetta. Tél. : 44-62-52-52. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 h 30. 160 F. Jusqu'au 30 juin.

Le 12 novembre, Jorge Lavelli, atteint par la limite d'âge, cédera sa place de directeur du Théâtre national de la Colline à Alain Francon. En attendant, il signe sa dernière mise en scène de la saison, *Arloc*, de Serge Kribus. Un nouveau venu. Agé de trente-quatre ans, belge, Serge Kribus a commencé par être comédien avant de se lancer dans l'écriture, en 1987. Il a six pièces à son actif, dont certaines ont été lues ou éditées ; mais aucune n'avait été montée. *Arloc* ouvre donc le feu. Comme le dit Jorge Lavelli, c'est « un conte de fées moderne ». Une histoire belge universelle.

On ne détache pas son regard de Catherine Hiégel et de Michel Aumont

Tout commence par le bruit d'une guerre, dans un pays qui porte le nom d'Ecclatambour – l'Afrique, en une métaphore. Allongé sur le sol, un vieil homme, Herschlick, dit à son petit-fils, Arloc : « Pour la première fois de ma vie, je meurs. » C'est un sage : il se relèvera pour danser, parce que la vie doit danser. Ainsi le veut la légende qui fit naître les hommes d'Ecclatambour, du son d'un tambour céleste qui éclata d'avoir trop approché le soleil. Avant de mourir, Herschlick demande à Arloc de prendre « l'oiseau à moteur » et d'aller en Oudrop, pour raconter ce qu'il est advenu d'Ecclatambour. « Je ne sais pas pourquoi les hommes aux peaux pâles sont venus ici, mais je sais ce qu'ils ont fait : ils ont craché des gaires de plomb sur nos vies, ils ont pissé leur venin acide sur nos cheveux, ils ont déchiré les seins de nos femmes et arraché les yeux de nos hommes, ils ont jeté des milliers de flammes, et nous sommes devenus des cendres. »

Ainsi, Arloc s'en va. Passager clandestin enfoncé dans la valise d'un couple de touristes belges,

Jeanne (Catherine Hiégel) et Léon (Michel Aumont), il débarque à Bruxelles. Léon n'en veut pas, Jeanne, si elle sait que, s'il rentre dans son pays, Arloc sera fusillé. Tout autant, elle a envie d'un changement dans sa vie de femme d'épicière. Jeanne s'ennuie, Léon bougonne. Ils sont assez forts au jeu de la dispute sur la place du théâtre dans la cuisine ou sur les anses des valises – c'est leur façon de s'aimer, vieux couple, et cela marche très bien sur scène.

Très vite, on se retrouve loin d'Ecclatambour. Arloc découvre Bruxelles, les chaussures et Juliette (Isabelle Carré), la fille de Jeanne et Léon. Ils s'aiment. Ils auront un fils, Juloc. Un jour de fête, Alfred – le raciste de cette société, qui compte un policier bienveillant, des voisins salopards, une vendeuse en mal d'amour et Le Temps (qui dit : « Je suis le temps, et je passe », en traversant la scène) – plante un couteau dans le ventre d'Arloc. La pièce n'en finit pas pour autant. Le temps d'un noir, et nous voici cinq ou six ans plus tard, avec Juliette et Arloc qui regardent un spectacle de marionnettes pour enfants. Une fable où un homme et une femme s'aiment. La boucle d'Ecclatambour est bouclée.

Vivement, Jorge Lavelli a pris plaisir à mettre en scène Arloc. Il ne laisse pas traîner l'action, qui se développe dans un vaste espace vide enserré par les gradins des spectateurs qui se font face. Le dispositif (semblable à celui imaginé par Patrice Chéreau pour *La solitude des champs de coton*, à qui il n'aurait pas fallu longtemps pour devenir un syndrome) a le mérite de laisser toute latitude aux comédiens, qui semblent s'amuser beaucoup. Ils sont à la fois sérieux dans leurs jeux (la plupart se partagent plusieurs rôles, Roger Mirmont en tête) et détendus dans leur manière de jouer Serge Kribus – à qui ils ne peuvent rendre meilleur service : Arloc n'est pas L'Etranger de Camus, ni Ecclatambour l'Afrique d'aujourd'hui.

Cependant, on oublie que Marc Citti (Arloc) a le visage barbouillé de marron, on voit un soleil en Isabelle Carré (Juliette), et l'on ne détache pas son regard de Catherine Hiégel et de Michel Aumont, qui forment un vrai couple de théâtre. Elle respire la nervosité, lui affiche un calme tout apparent, même quand il s'énervé. Ne serait-ce que pour le moment où Michel Aumont se travestit en vieille femme pour surprendre sa femme et sa fille à l'épicerie, la représentation d'Arloc vaut le détour par la Colline : les occasions de rire au théâtre ne sont pas si fréquentes.

Brigitte Salino

Le groupe Radiohead atteint la grâce en chantant le dégoût de soi

AVORTON aux cheveux rouges et au pauvre tee-shirt vert, Thom Yorke chante le dos tourné au public comme pour mieux signifier son dégoût de lui-même : « I wish I was special / But I'm a creep » (« J'aimerais être quelqu'un de bien / Mais je suis un raté, un minable »). Joué au milieu du concert donné par Radiohead à Paris, dimanche 26 mai, *Creep*, repris en chœur par la foule du Bataclan, est l'hymne paradoxal d'un groupe britannique parvenu au sommet de la popularité en chantant la dépression et le doute de soi.

A leur début, à l'aube des années 90, ces cinq natifs d'Oxford avaient peu pour plaire. Des physiques ternes, des chansons confuses. En 1993, un premier album abrasif mais inégal s'imposait tout de même grâce à ce *Creep*. Deux millions d'exemplaires vendus, dont plus de la moitié aux

Etats-Unis, où le groupe sera identifié comme une réponse anglaise au grunge de Nirvana.

L'an passé, *The Bends*, formidable deuxième album produit par John Leckie, affirmait soudain que Radiohead était devenu un groupe majeur. En ces temps de *brit pop* triomphante (Oasis, Blur, Pulp), souvent synonyme de sourires sarcastiques, le rock de Thom Yorke assume sans honte le lyrisme de ces chansons ardentes et ignore l'anglocentrisme obligé des références.

C'est sur scène que la mise à nu de ces blessures suscite les émotions les plus intenses. Le gringalet prévient d'ailleurs l'assistance : « Il ne se passe pas grand-chose d'excitant dans ma vie en dehors de ces concerts. » La musique le transfigure. Sa voix, habituellement si peu assurée, se met à fredonner des mélodies d'une pureté magni-

fique. Le spleen lui inspire des modulations sensuelles. Son corps chétif, son visage aux yeux toujours gonflés de sommeil s'animent d'un charisme inattendu. D'une impressionnante cohésion, le groupe façonne pour lui un écran d'une idéale ampleur.

PROMESSE D'OPTIMISME Effort sonore tissé de résonances acoustiques et de foudrolements soniques, de volutes rêveuses comme de tensions plombées, les compositions jouent du contraste des textures, du changement progressif des couleurs. Les guitares, explosives ou tendres, peuvent cingler une berceuse à coups de barbelés ou laisser l'amertume reposer en silence.

Cheveux dans les yeux, Jon Greenwood, le leader des trois guitaristes, enlève sa six cordes pour en tirer des décharges cathartiques. *My Higher Love*, *High And Dry*, *Anyone Can Play Guitar* tirent leur force de cette douceur, de cette violence qui se découvre une à une.

On retrouve chez Radiohead plusieurs des atouts des grands

groupes du rock contemporain. La science harmonique de REM, le lyrisme d'U2, la puissance désespérée de Nirvana ou des Smashing Pumpkins. Les vocalises androgynes de Thom rappellent celles de Brett Anderson, le chanteur de Suede. La crédibilité des sentiments en prime.

L'enthousiasme des fans transforme la salle en église. Le petit écorché vif semble reconforté par cette chaleur humaine. Il promet, en plaisantant, qu'à l'avenir ses chansons seront plus optimistes. Comme pour lui donner raison, une série de nouveaux morceaux – *Lift*, *Airbag* – s'emballent sur un rythme réveillant.

Les plâtres se referment-elles un jour ? Après de généreux rappels, le bassiste Colin Greenwood, qui aura passé la quasi-totalité du concert à fixer son compère, batteur, le chauve Phil Selway, annonce que ce concert parisien était le dernier avant l'enregistrement de leur prochain album. On attend avec impatience la suite de l'histoire.

Stéphane Davet

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE DERNIER ÉTAT DE LA TERRE

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et destructrices. L'activité humaine en est en partie responsable. Pourquoi ? Et peut-on y remédier ?

LES CRISES DE L'ANNÉE 1956

- La France confrontée à la rébellion algérienne.
- Khrouchchev dénonce les crimes de Staline.
- La révolte hongroise ébranle le communisme.
- L'expédition franco-anglaise en échec à Suez.

JUIN 1996

DANSE

THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS

29 MAI - 1^{er} JUIN 20H30

FRANÇOIS RAFFINOT

Sin arrimo y con arrimo création pour 7 danseurs

4, 5, 7 ET 8 JUIN 20H30

SUSANNE LINKE

Märksche Landschaft création pour 7 danseurs

2 PL. DU CHÂTELET 42 74 22 77

ART : L'aéroport de Roissy - Charles-de-Gaulle accueillera une exposition d'art contemporain du 4 juin au 31 août. Treize sculptures de dix artistes français y seront exposées à l'initiative de Jean Fleury, président d'Aéroports de Paris, et du ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Les œuvres de l'exposition « Aller-retour pour voir » sont signées Arman, César, Robert Combas, Erik Dietman, Dominique Labauvie, Bernard Pagès, Jean-Pierre Raynaud, Richard Di Rosa, Niki de Saint-Phalle et Bernard Venet. Elles ont été prêtées par le Fonds national d'art contemporain, la délégation aux arts plastiques du Fonds régional d'art contemporain de Picardie et six galeries d'art.

ARCHITECTURE : le Lion d'or d'architecture sera décerné à l'Américain Philip Johnson, au Brésilien Oscar Niemeyer et à l'Italien Ignazio Gardella, lors de la sixième exposition internationale d'architecture de la Biennale, qui se tiendra du 15 septembre au 17 novembre à Venise.

Le Monde propose

UNE MALETTE PÉDAGOGIQUE

pour mieux connaître la presse

- Un jeu de 5 transparents
- La course contre la montre pour réaliser un journal
- La diffusion et l'audience
- Le coût d'un exemplaire
- Les métiers de la presse
- Le multimédia
- Deux dossiers de référence
- Un lexique des termes utilisés dans la presse, des tableaux, des chiffres et un jeu...
- L'histoire du journal, sa structure, sa nouvelle formule...
- Un numéro hors série du Monde Dossiers et Documents
- « Les médias en question »

Bon de commande

☐ Je souhaite recevoir... maquette(s) pédagogique(s) au prix de 125 F TTC x... = ... F

Adresse de livraison : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

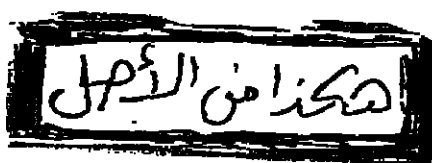
Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____

☐ Je joins un chèque de ... F à l'ordre du Monde

☐ Je règle dès réception de la facture

Bon de commande à faire parvenir à : Le Monde - Maquette pédagogique - B.P. 24 76400 SAINT-AUBIN (S.E.) ou par téléphone : 16 (1) 32.96.44.85



20

Le Monde

MARDI 28 MAI 1996

Cristina Sanchez devient la première « matador de toros »

L'alternative a eu lieu dans les arènes de Nîmes

CRISTINA SANCHEZ, vingt-quatre ans, femme jusqu'au bout, a pris, samedi 25 mai, à Nîmes, son « alternative » de *matador de toros*, des mains de Curro Romero, en présence de José-Maria Manzanares. L'alternative est un geste bref et profond, qui se décide laborieusement par le milieu, les marchandages, le talent, une immense obstination et la chance. C'est l'équivalent de l'adoubement, de la thèse ou de la « passe » en psychanalyse. Le torero le plus ancien de l'après-midi, celui qui a pour mission de tuer le premier taureau et qui a accepté d'être le parrain d'alternative, remet, au troisième acte de sa partie, ses propres instruments au néophyte. Le troisième torero du jour sert de témoin. Force palabres très belles, que le public n'entend pas, sont alors échangées. Le néophyte tue le premier taureau et le dernier de l'après-midi. Cette cérémonie décide de son entrée dans le monde clos des « matadors de toros ». L'impétrant a désormais le droit d'« alterner » avec ses pairs, à sa juste place décidée par la date d'alternative. Il fait carrière ou il sombre dans l'oubli. Tout commence là. Le touriste peut ne s'apercevoir de rien.

L'alternative se prend en province (et depuis peu à Mexico ou à Nîmes, jamais à Viroflay), doit se confirmer à Madrid par une cérémonie semblable, et la boucle est bouclée. Si l'on remonte, de proche en proche, la lignée des témoins et des parrains, on couvre toute l'histoire de la tauromachie moderne. Le cas de Cristina Sanchez, c'est qu'elle est une femme : la première à toréer à pied, la première acceptée dans un jeu réservé aux hommes. Son *apoderado* (fondateur de pouvoir, impresario, manager, coach, etc.) est Simon Casas, un des êtres les plus intelligents du *mundillo* (la petite planète des taureaux), habile à citer Bourdieu, Foucault et Lacan, agitateur séduisant d'un monde défilant d'obus, directeur d'arènes, poète spontané, dont la carrière de torero s'est arrêtée au jour de son alternative. L'alternative de Cristina Sanchez, si l'on croit les images, fut une belle fête. Les fauves étaient énormes, sérieux, intacts. Au terme de ses trois saisons de novillero, Cristina Sanchez a fait la preuve de sa détermination et de ses capacités. Les novilleros affrontent des taureaux de moins de quatre ans (*novillos*) avant leur maturité sexuelle, et tout change avec les toros-toros. Pas seulement le poids, ce qui est assez secondaire, non plus que la vivacité ou la présence et d'intelligence chez le taureau qui complice. Il peut arriver que la première année d'alternative soit dure ou infranchissable pour le nouveau promu. Le cas de Cristina Sanchez, c'est qu'elle est une femme.

A court d'arguments, les *revisteros* avisés (les commentateurs) disent d'elle, faute de mieux, qu'« elle en a ». Libre à chacun de se faire une idée de l'épistémologie et de l'évaluation des choses. La question n'est pas celle de la misogynie ou du machisme qui régneraient dans ce champ. C'est

un champ magnétique orienté par l'hétérosexualité classique. Le corps y joue le rôle premier. Un corps de femme n'a pas la même promesse de blessure qu'un corps d'homme. Un corps de femme peut porter la vie qui porte la mort. Après tout, l'égalité

Ses gestes sont d'un torero, sa cambrure aussi, son courage également. Qu'elle soit femme ne change rien, elle est la première, ce qui change tout

té (au sens politique du terme) ne commence pas forcément quand les femmes s'abandonnent aux mêmes aberrations que les hommes.

Le cas de Cristina Sanchez est qu'elle transgresse un ordre finement balancé. Un torero, naguère, Luis Reina, se fit faire un costume brodé de publicités pour une marque japonaise. En un sens, il allait plus loin et n'allait pas plus loin. Elle, elle toréa, et telle qu'on l'a vue devant des *novillos*, elle toréa bien : bien, c'est-à-dire avec intelligence, détermination, volonté et passion des taureaux. Ses gestes sont d'un torero, sa cambrure aussi, son courage également. Qu'elle soit femme ne change rien, elle est la première, ce qui change tout.

Conchita Cintron, née au Chili, de père portoricain et de mère irlandaise, élevée au Pérou, fut une superbe *torera* à cheval (*rejoneadora*), montait remarquablement, fustigeait souvent à pied avec talent, et portant des estocades courageuses « de nature à faire pâlir maints matadors » (Yves Harté). Il y a peu, elle donna - à Nîmes déjà - l'alternative à Marie Sara, bonne *rejoneadora*, déjà cornaqué par Simon Casas (Bourdieu, Foucault, Lacan), présentement épouse de Henri Leconte, le Johnny Hallyday du tennis - pas énormément de bonnes chansons, mais une carrière très attachante.

Aujourd'hui, Cristina Sanchez est la première *torera* (*torera* ?) à pied, et les hommes devront alterner avec elle. Son alternative n'est pas seulement un « coup », c'est une promesse et une énigme. Quand il vit ses talents, le père de Picasso, petit peintre de Malaga, remit à l'enfant ses broches et sa palette, avec la solennité d'une alternative. Picasso s'est toujours rêvé comme picador. Les choses auraient vraiment changé quand des femmes voudront être *picadoras* (*picadoras* ?) ou, plus radicalement, quand elles se feront *apoderadas*. Jusque-là, on est dans la beauté de l'énigme et la singularité joyeuse de l'hapax.

Francis Marmande

Baisse à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse, lundi 27 mai, dans un marché calme, rendu inquiet par l'évolution de l'économie à court terme. Selon les boursiers, ces incertitudes devraient peser sur la cote dans les jours qui viennent. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a perdu 98,67 points, à 21 699,76 points, soit un repli de 0,45 %.

Cette tendance baissière risque de s'installer encore quelque temps, dans un marché dépourvu d'intérêt acheteur », a estimé

Kiyoshi Kimura, de Société générale Securities. Selon lui, les résultats de sociétés, parus vendredi et lundi, n'ont pas fourni au marché l'élan suffisant pour repartir.

Sur le marché des changes, le dollar affichait une légère baisse par rapport à son cours de clôture de vendredi, soit à New York, cote 107,72 yens, contre 107,85 yens. En revanche, il regagnait du terrain par rapport à sa clôture d'avant le week-end sur le marché nippon (106,92 yens).

Tirage du Monde daté dimanche 26-lundi 27 mai 1996 : 499 278 exemplaires

Le Quai d'Orsay et le supérieur d'Aiguebelle nient tout contact avec les moines enlevés par le GIA

Le bulletin islamiste « Al Ansar » promet des révélations

ALORS QUE le mouvement de recouvrement et de protestation après l'assassinat des sept moines trappistes en Algérie devait continuer, mardi 28 mai, à 18 h 30, place du Trocadéro, à Paris, dans une manifestation qui réunira toutes les formations politiques (à l'exception du Front national) et un grand nombre de personnalités religieuses, un début de polémique a éclaté en France, dimanche, sur le fait de savoir si un émissaire du gouvernement français avait rencontré ou non les sept moines avant leur mort.

Selon le Père Gérard, prieur de l'abbaye trappiste de Notre-Dame-d'Aiguebelle, à Montjoyer, dans la Drôme, « un émissaire du gouvernement français » aurait rencontré les moines de Tibérine, il y a une douzaine de jours, leur aurait donné l'eucharistie et serait resté dix minutes avec eux. Il a même précisé qu'il s'agissait de « quelqu'un habitant le sud de la France », décrit comme « un laïc ayant une foi religieuse et chrétienne ».

Mais ces déclarations, reproduites par *Le Journal du dimanche* du 26 mai, ont été qualifiées de « nulles et non avenues » par le supérieur hiérarchique du Père Gérard, le Père Yves de Broucker. Celui-ci a déclaré au *Monde* que le Père Gérard avait été sollicité, il y a quelques jours, par une femme connue au monastère comme une « affabulatrice », parlant au nom de

son mari qui serait « proche du gouvernement français » et évoquant « une mission spéciale de caractère secret ».

Le Père Gérard, « homme simple, mais peu écoutant », aurait « suivi ses inspirations » et, malgré les mises en garde de ses frères trappistes, aurait averti la presse. Mécontent d'un incident qui risque d'entacher la réputation ainsi faite à son monastère, le Père de Broucker a déclaré que « cette supercherie méritait une suite ». Dès dimanche, le Père Gérard a été soumis au « devoir de réserve ».

Jean Paul II : « Plus jamais ça »

Le pape a exhorté, dimanche 26 mai, lors de la prière de l'Angelus sur la place Saint-Pierre, devant 50 000 fidèles, « tous les hommes de bonne volonté, et encore plus tous ceux qui se reconnaissent dans les fils d'Abraham, pour que jamais plus, en Algérie et ailleurs, ne se répètent de tels actes, qui constituent l'offense la plus grave qui puisse être perpétrée contre Dieu et contre l'homme ». A cet appel lancé aux chrétiens, aux juifs et aux musulmans Jean Paul II a ajouté : « Malgré notre profonde douleur, je rends grâce à Dieu pour le témoignage d'amour donné par ces religieux. Leur fidélité, leur cohérence font honneur à l'Eglise et seront certainement une semence de réconciliation et de paix pour le peuple algérien ».

Sur le détonement de l'enlèvement. Ce dimanche de Pentecôte, pour les chrétiens en France et en Algérie, fut jour de deuil. Dans toutes les églises, le glas a sonné vers 11 heures. Des temps de prière et de recueillement ont été réservés au souvenir des sept moines assassinés. A Notre-Dame, l'archevêque de Paris a rallumé les sept bougies, qui symbolisent la vie des sept

moines trappistes, qu'il avait éteintes, jeudi, à l'annonce de leur exécution. « L'allumage des flammes comme autant de dons à l'Esprit-Saint », a déclaré le cardinal Jean-Marie Lustiger, après avoir invité la foule rassemblée dans la cathédrale à respecter quelques instants de silence. D'autres messes seront célébrées, mercredi, dans les églises de Paris, notamment à 18 h 15, à Notre-Dame.

A Alger, à Constantine, à Oran, l'émotion était profonde au cours des offices célébrés à la mémoire des moines. Les autorités locales, par le biais d'un communiqué du ministère de l'Intérieur, ont promis, samedi, de poursuivre « sans relâche » et de « châtier » les auteurs du rapt des sept moines français, tout en indiquant « ne disposer, à ce jour, d'aucun élément de nature à confirmer ou à infirmer » leur exécution par le GIA. « Si celle-ci venait à se confirmer, ont-elles ajouté, elle ne saurait susciter en Algérie qu'indignation, répulsion et condamnation » et s'inscrirait « dans la logique sanguinaire et barbare de ces groupes criminels ». Ce texte officiel - le premier diffusé depuis l'annonce de l'exécution des trappistes - confirme que, quarante-huit heures après la publication du communiqué du GIA, aucun des corps des sept religieux n'avait été retrouvé.

Henri Tincq

« Les légions d'anges ne sont pas venues, ni celles des diplomates »

ABBAYE DE BELLEFONTAINE (Maine-et-Loire) de notre envoyé spécial

Il y a l'homme et il y a le religieux. Il y a celui qui souffre et celui qui croit. Dom Etienne, le Père prieur de l'abbaye de Bellefontaine, est tout cela à la fois. Il est digne, droit, porte sans colère. Il est douloureux et espérancé. Il doute des hommes quand ils deviennent fous de haine. Il doute encore un peu de la mort de ses frères. Mais il ne doute surtout pas du Seigneur. « Je cherche un sens à ce drame. Je comprends une chose : il n'existe pas d'autre sécurité que Dieu lui-même. C'est ça : la force ne repose qu'en Dieu ». L'hôtelier du monastère est rempli de retraités venus passer le week-end de Pentecôte. Par la fenêtre se découvrent les vergers, les collines pomellées, les tendres prairies, un ciel de circonstance, gris à pleurer. La douceur, cependant, que trois moines du noviciat de Bellefontaine ont quitté un jour pour la roquette algérienne.

Les mots viennent au Père abbé des profondeurs de sa foi, comme s'il puisait dans ses réserves. « Vous voyez, ils sont morts à l'image du Christ. Les légions d'anges ne sont pas venues, ni

les légions de diplomates... Justement, une phrase de Jésus vrote à l'esprit du Père Samuel, le Père hôte : « Ma vie, nul ne la prend. C'est moi qui la donne ». Depuis l'enlèvement des sept moines et même après l'annonce de leur exécution, l'abbaye de Bellefontaine n'a rien changé à ses habitudes. Sept petites bougies s'éteignent de briller devant l'autel à chacun des offices, des vigiles matinales aux complies du soir. L'abbé a fait dire la prière de Notre-Dame-d'Afrique. Une courte supplique a été ajoutée : « De nos frères absents, de nos frères de l'Atlas, Seigneur prend pitié ». Rien de plus.

L'ESPACE D'UNE SECONDE...

Il n'y a pas eu d'appel public, aucun battage médiatique. « Cela coïncide avec leur désir qu'il n'y ait pas davantage pour eux que pour la moyenne des Algériens assassinés, confie Dom Etienne. Ils sont solidaires des autres victimes, au même niveau ». D'heure en heure, l'abbé prend conscience de la réalité. Il confronte les événements violents avec les Ecritures : « Leur vie "publique" s'est déroulée entre la Semaine sainte et la Pentecôte. J'y vois un caractère liturgique. Le

mystère pascal dans sa masse est notre nourriture. Je cherche... Son courage, il le trouve dans les mots simples de la prière. « La veille de la nouvelle, l'annonciation du jour d'aujourd'hui, nous la force du Saint-Esprit ». Aujourd'hui, c'était : « Garder la Pâque présente dans toute notre vie ».

En croisant le regard d'une religieuse, pendant la messe du 24 mai à Argers, une religieuse qui avait connu le Frère Césaire, Dom Etienne a pourtant ressenti la terrible réalité, brutale, sanglante. Peut-être, l'espace d'une seconde, a-t-il eu la vision d'une lame et d'un homme égorgé. D'un homme, pas d'un agneau. « Je ne suis dit : "Comment a-t-il vécu ce moment, lui qui était si nerveux, si sensible ?" ». Celui qui croit lutte contre celui qui souffre. Dimanche était jour de Pentecôte, jour de grâce qui sonne. Lundi, ce serait une autre épreuve. L'accueil des familles des trois anciens moines de Bellefontaine. Que leur dira-t-il ? « Nous avons besoin de parler ensemble. Nous sommes troublés. Mais je ne me mets pas en avant pour distribuer la bonne parole. Nous allons marcher d'un même pas ».

Eric Fottorino

La JOC se veut à la pointe de la lutte contre l'exclusion

DANS L'AMPHITHÉÂTRE naturel du parc de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), où se sont succédés des orchestres de rock et de rap, trente mille jeunes ont participé, dimanche 26 mai, au rassemblement national de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) sur le thème de la solidarité.

Malgré la succession des crises qui ont baloté la classe ouvrière et l'église, la JOC est restée fidèle à ses intuitions d'origine. « On est plutôt fier de notre histoire, dit Nicolas Millot, son président national. Mais sans nostalgie, car malgré les bourrasques, on a tenu le coup ». Fier, on le serait à moins. Peu de mouvements de jeunes pourraient se flatter d'avoir attiré, la même journée, deux membres du gouvernement (Eric Raoult, Guy Drut), des responsables syndicaux (d'Alain Delu à Louis Vianney) et des hommes politiques de tous les partis (à l'exception du Front national, non invité).

Interpellé sur le droit de vote des immigrés, Eric Raoult, ministre délégué à l'Intégration, s'est fait copieusement chahuter, après avoir répondu : « Il faut aller lentement. La société française n'est pas encore prête ». « Citoyenneté ? Mais que fait-on pour nous l'enseigner à l'école ? Nous faire chanter la Marseillaise ne suffit pas ! », s'impa-

tiente une jeune militante, alors qu'un immigré musulman regrette que l'école n'apprenne pas l'arabe car, estime-t-il, « on ira l'apprendre à la mosquée ».

La JOC batte aujourd'hui dans une culture de précarité et d'exclusion. Ses responsables disent avoir vu la situation se dégrader en moins de dix ans. Les équipes de jeunes « travailleurs » sont de plus en plus rares. Ce qui les rend d'autant plus précieux, ce sont les contrats emploi ou les stages sans lendemain, les petits boulots et la dissolution des liens familiaux, le casse-tête pour payer le loyer, voire le ticket de métro. « Il y a de jeunes exclus pour qui la JOC est devenue le seul lieu de sociabilité », dit un animateur. Issus hier du milieu ouvrier, ils viennent de plus en plus de familles de chômeurs : « C'est fou le nombre de jeunes qui n'ont jamais vu leurs parents aller au travail ».

A La Courneuve, Mgr Lustiger a croisé Mgr Gaillet. L'Eglise catholique continue d'investir dans un mouvement qui lui permet de garder un point d'ancrage dans une jeunesse en difficulté. « Les jeunes sont à cent lieues de l'Eglise, mais celle-ci leur propose une espérance qui ne les laisse pas indifférents », dit Nicolas Millot.

H. T.

■ PÉLERINAGE : les proches de François Mitterrand se sont retrouvés, dimanche 26 mai, à la roche de Solutré (Saône-et-Loire). Jack Lang, Gilbert Mitterrand et ses deux filles, le chanteur Pascal Sevran, accompagnés de Balthuse, le labrador noir de l'ancien chef de l'Etat, sont montés au sommet, tandis que Danielle Mitterrand attendait au pied de la falaise, en compagnie de Roger Hanin et de l'ancien ministre Louis Mermaz.

■ SONDAGE : Jacques Chirac mécontente une majorité de Français, selon le baromètre mensuel réalisé par l'IFOP pour le *Journal du dimanche* (26 mai). 37 % des Français (stable par rapport à avril) déclarent satisfaits du chef de l'Etat, contre 47 % de mécontents (-2 %). Le premier ministre, Alain Juppé, perd un point, 31 % des personnes interrogées se déclarant satisfaites contre 56 %

mécontentes. Ce sondage a été réalisé du 17 au 24 mai auprès de 1 863 personnes représentatives de la population majeure française.

■ INSTITUTION : Simone Vell (UDF) est favorable à un « vrai régime présidentiel » qui permettrait, selon elle, de redonner du poids au Parlement. « Avec l'Europe, un régime présidentiel, c'est-à-dire un président ayant en même temps le rôle de président et de premier ministre, serait un avantage », a-t-elle déclaré, dimanche 26 mai, au « Forum » Radio-J.

■ TÉLÉVISION : Jean-Marie Cavada, PDG de la Cinquième, a affirmé, dimanche 26 mai, sur Canal Plus, être la « personne la mieux placée pour dire que, si le président de France Télévision s'est laissé aller à être dominé dans ses décisions de gestionnaire par des équipes restreintes qu'il n'a pas contrôlées, c'est sa responsabilité ».

VIII^e FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ANCIEN

Maison de la Mutualité
24, rue Saint-Victor 75005 ParisJeudi 30 MAI : de 17 h à 21 h
31 MAI, 1^{er} et 2 JUIN : de 11 h à 19 h

Organisée par le S.L.A.M. - Tél. : 43-29-46-38